

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

	PAGES
CHRISTIAN COURTOIS. <i>Grégoire VII et l'Afrique du Nord. Remarques sur les communautés chrétiennes d'Afrique au XI^e siècle (fin)</i>	193
P. DE SAINT-JACOB. <i>La Bourgogne rurale du Haut Moyen Age, à propos d'un ouvrage récent</i>	227
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire des États-Unis (1934 à 1940), par E. PRÉCLIN (fin)</i>	235
COMPTES RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>)	262
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	278
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	284
CHRONIQUE	286

69^e année — T. CXCv

Juillet-Septembre 1945

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

P. RENOUVIN

PROFESSEUR A LA SORBONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

André AYMARD, professeur à la Sorbonne ; Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France ; E. DHORME, directeur d'Études à l'École pratique des Hautes Études ; Henri HAUSER, professeur honoraire à la Sorbonne ; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études ; Georges LEFEBVRE, professeur honoraire à la Sorbonne ; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève ; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne ; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Ecoles françaises ; André PIGANIOL, professeur au Collège de France ; Augustin RENAUDET, professeur à la Sorbonne ; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET

Secrétaire de la Rédaction : MARC-BONNET

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1945

France et Colonies : 150 francs — Étranger : tarif 1 : 180 francs ; tarif 2 : 200 francs

Le numéro, 50 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cinq francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGES
Norbert ELIAS. Ueber den Prozess der Zivilisation, t. I (Henri Hauser).....	262
St. CASSON. Chypre dans l'antiquité (P. Cloché).....	265
G. HILL. A history of Cyprus, t. I : To the conquest by Richard Lion Heart (Id.).....	265
Jules VANNÉRUS. Le limes et les fortifications gallo-romaines de Belgique. Enquête toponymique (Élisée Legros).....	267
Charles DIEHL. Les grands problèmes de l'histoire byzantine (Louis Bréhier)...	269
Gustav AUBIN et Arno KUNSE. Leinenherzeugung und Leinenabsatz im östlichen Mitteldeutschland zur Zeit der Zunftkäufe (E. Coornaert).....	270
Hans LEUBE. Deutschlandbild und Lutherauffassung in Frankreich (Henri Hauser)	273
E. DENISSOV. Maxime le Grec et l'Occident. Contribution à l'histoire de la pensée religieuse et philosophique de Michel Trivolis (Pierre Pascal).....	275

GRÉGOIRE VII ET L'AFRIQUE DU NORD

REMARQUES

SUR LES

COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES D'AFRIQUE

AU XI^e SIÈCLE¹

(Fin¹)

Cette importance relative des éléments chrétiens dans l'Afrique médiévale suffirait déjà à expliquer l'attitude d'al-Nâsir à leur égard. Mais il est, je crois, possible de l'éclairer plus complètement encore. Dans un remarquable mémoire, M. W. Marçais a montré le rôle considérable que tenait la vie urbaine dans la civilisation arabe². Il a souligné la tendance des souverains à créer des villes nouvelles, soit sur des sites encore inemployés, soit à l'emplacement ou à proximité d'anciennes villes romaines. Mais quelles que fussent les raisons de ces établissements, politiques ou religieuses, il ne suffisait pas d'édifier, il fallait encore introduire la vie dans ces cités improvisées, y amener les éléments d'une population qui n'y accourait pas nécessairement avec spontanéité. Or, par une coïncidence qu'on a peine à croire fortuite, toutes les grandes fondations urbaines de l'Islam en Afrique du Nord, antérieures à la période almohade, comportent la présence d'une communauté chrétienne.

On a vu plus haut que c'était le cas de Tlemcen et de Kairouan³.

1. Cf. *supra*, p. 193.

2. W. MARÇAIS, *L'Islamisme et la vie urbaine*, dans *Comptes rendus de l'Ac. des Inscript.*, 1928, pp. 86-100.

3. L'existence d'une communauté chrétienne à Kairouan n'est pas seulement attestée par les inscriptions étudiées plus haut. M. H. H. ABDUL WAHAB, *Sur l'emplacement de Kairouan*, dans *Revue Tunisienne*, 1940, pp. 51-53, a attiré l'attention sur un passage fort important d'al-Mâlikî : « Il existait autrefois sur l'emplacement qu'occupe Kairouan un fortin appelé Qamûna, appartenant aux Byzantins. Ce fortin renfermait une basilique où se trouvaient les deux colonnes rougeâtres qui sont aujourd'hui à la Grande Mosquée. Autrefois, ces colonnes supportaient deux arcs construits. Ceux-ci restèrent sur place jusque sous le règne de Ziyâdat Allâh Ibn al-Ağlab... », c'est-à-dire jusqu'à 816-837. Le nom de l'emplacement de la Kairouan primitive n'est, sans doute, pas rigoureusement

C'est aussi celui de Fès. On sait la longue persistance du christianisme à Volubilis¹. M. Lévi-Provençal considère comme « tentant » de croire que la Fès archaïque ait pu avoir « comme Tlemcen primitive, son église et sa communauté chrétiennes » et il ne répugne point à reconnaître un fond de vraisemblance aux légendes qui environnent cette histoire obscure². La présence de chrétiens à Tâhert, cependant capitale d'un royaume rigoriste est également attestée. On les trouve, affublés de noms arabes, jusque parmi les notables³. Mais la destruction de Tâhert en 911 dut vraisemblablement entraîner la disparition de la communauté. A Tunis, où, comme on l'a vu, 'Abd al-Mu'min fit massacrer les chrétiens rétifs,

établi. IBN 'ABD AL-ĤAKAM donne celui de Qūniya, pp. 55, 63 et 147, n. 50, mais il semble acquis que la communauté chrétienne était antérieure à l'occupation arabe. — al-Mālikī nous apprend encore qu'au ix^e siècle, le cadi Ahmed ibn Tālib obligea les juifs et les chrétiens de Kairouan à porter sur l'épaule un morceau d'étoffe blanche sur laquelle étaient représentés un singe et un porc, et à clouer sur leur porte une planche sur laquelle devait être dessiné un singe. H. R. IDRI, *Contribution à l'histoire de l'Ifrīkiya*, dans *Rev. des Études Islam.*, p. 142. La population de Kairouan était, en effet, au témoignage d'al-Ya'qūbī, assez mêlée. Elle comprenait des « indigènes, Berbères, Grecs ou autres » (p. 210), ce qui, d'ailleurs, ne semble pas avoir été particulier à cette ville. Il en était de même, toujours d'après al-Ya'qūbī, de Sousse (p. 210), de Laribus (p. 211) et probablement de nombreuses villes tunisiennes. Nous ignorons ce que devint, après le milieu du xi^e siècle, la communauté de Kairouan, mais il est probable qu'elle ne survécut pas au désastre de 1060, date à laquelle la population de la ville fut emmenée en captivité à l'exception des plus pauvres. Cf. AL-BAKRĪ, p. 61.

1. On consultera principalement J. CARCOPINO, *Le Maroc antique*, pp. 288 et ss., qui renvoie aux travaux antérieurs. Les inscriptions les plus récentes sont datées de 599, 605 et 655 de notre ère et ressemblent étrangement à celles, à peu près contemporaines, découvertes à Pomaria (Tlemcen).

2. E. LÉVI-PROVENÇAL, *La fondation de Fès*, dans *Annales de l'Institut d'Études orientales*, t. IV, 1938, pp. 23-53, a renouvelé la question des origines de la capitale idrísíde. Je renvoie particulièrement aux pp. 49-52. — AL-BAKRĪ signale l'existence d'une « porte de l'Église » (Bab al-Kanlsa) dans l'enceinte idrísíde (p. 227). Notons, toutefois en passant, que l'on ne saurait conclure de la mention d'une « église » à celle d'une communauté chrétienne, le mot signifiant en même temps synagogue. Cf. C. VAN ARENDONK, art. *Kanlsa*, dans *E. I.*, t. II, pp. 760-61. Il ne convient donc pas d'attacher une importance particulière à des textes comme AL-BAKRĪ, p. 223 ; IBN ṢĀĠĪR, pp. 98 et 122, etc. Signalons qu'au témoignage d'Ibn Ḥaldūn, t. II, p. 562, les chrétiens qui, mélangés à des juifs et à des mages, existaient parmi les tribus sur le territoire desquelles allait s'élever Fès, auraient été contraints par Idrís d'embrasser l'islamisme. — Cf. également IBN ABĪ ZAR', p. 10.

3. IBN ṢĀĠĪR, pp. 98 et 117-18. « Abū Ḥatīm resta quelques jours à Tâhert, puis il en sortit accompagné des notables de la ville, chrétiens ou musulmans, au nombre de cent environ. Parmi ceux qui l'avaient suivi se trouvaient des hommes qui étaient les vrais défenseurs de la ville ; l'un d'eux s'appelait Bakr ibn Yabīdī. Un autre, qui était chrétien, s'appelait Bakr ibn Wāḥid ; ces deux hommes étaient les cavaliers les plus réputés du Maghreb. »

la communauté paraît avoir été de composition assez complexe : coptes d'une part et, d'autre part, fonctionnaires ou commerçants venus probablement en partie des villes voisines ruinées dans leurs ressources comme dans leurs pierres¹. Mais c'est sur trois de ces chrétientés indigènes qu'on désirerait attirer ici plus particulièrement l'attention : celles de Mahdiya, d'al-Qal'a et de Bougie.

On a depuis longtemps remarqué l'intérêt de deux lettres du pape Léon IX auxquelles j'ai déjà fait allusion à plusieurs reprises, adressées l'un à l'évêque Thomas de Carthage, l'autre à deux évêques africains, Pierre et Jean, dont les sièges sont inconnus, l'une et l'autre relatives aux prétentions élevées par l'évêque de Gummi, qui voulait, semble-t-il, s'arroger le droit de convoquer des conciles provinciaux et de consacrer des évêques nouveaux, prétentions qui mettaient en cause la primauté du siège de Carthage et contre lesquelles le pape s'élève avec la plus grande fermeté². Qu'était cet évêché de Gummi ?

Le nom de Gummi nous est connu par différents textes :

- 1° Une inscription d'Ostie qui mentionne des *navicularii Gummitani*³.
- 2° Une inscription de Bordj el Hadj Bou Baker (6 km. au S.-O. de Dougga) qui porte *CIVITATI GEVMITANOR*⁴.
- 3° Les actes du concile de Carthage de 411 qui nomment parmi les évêques catholiques *Johannes Gummitanus*⁵.
- 4° La *Notitia* de 484 qui indique parmi les évêques présents *Maximus Gummitanus*⁶.

1. R. BRUNSCHVIG, art. *Tunis*, dans *E. I.*, t. IV, p. 882. Notons que la grande mosquée de Tunis passait pour être bâtie à l'emplacement d'un sanctuaire chrétien. Cf. R. BRUNSCHVIG, *Deux récits de voyage inédits en Afrique du Nord au XV^e siècle*, p. 186. — Sur le peuplement de Tunis aux dépens des villes voisines, AL-IDRISI, p. 130.

2. Lettre du 17 décembre 1053, Jaffé-Wattenbach, n° 4304, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 728-29. — Lettre non datée aux évêques Pierre et Jean, Jaffé-Wattenbach, n° 4305, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 729-731. — La première de ces lettres porte : *Leo, episcopus, servus servorum Dei, Thomas confratri carissimo et capiscopo, salutem*. Elle n'indique pas le siège de Thomas. M. SESTON, *op. cit.*, p. 117, a voulu en faire, je ne sais pourquoi, un évêque d'Africa, nom que les auteurs occidentaux donnent habituellement à Mahdiya. La chose est impossible si l'on admet l'identification proposée de Gummi et de Mahdiya. Je m'en tiens, pour ma part, à l'hypothèse généralement admise qui voit en lui un évêque de Carthage. Cf. MESNAGE, *L'Afrique chrétienne*, p. 8. Le texte même de la lettre me paraît parfaitement autoriser cette identification. En sens contraire, A. AUDOLLENT, *Carthage romaine*, p. 563, n. 3.

3. *Notizie dei Scavi*, 1912, pp. 435-36. — Cette inscription figure sur l'une des mosaïques des *stiones*.

4. *Bull. Arch. du Com.*, 1902, pp. CXCII-CXCIII ; *C. I. L.*, VIII, 27413.

5. MANSI, t. IV, col. 164.

6. *Notitia, Byzac.*, n° 89, dans *C. S. E. L.*, vol. VII, p. 126.

- 5° Les actes du concile de Carthage de 525, L'*episcopus plebis Gummenarlarum* ou *Gummenarcarum*, se nommait alors Sabinianus¹.
- 6° Une lettre du primat et des évêques de Byzacène à l'empereur Constant II (646) dont l'un des signataires, Stephanus est évêque de la *civitas Gummasis*².
- 7° Le Géographe de Ravenne qui place une cité du nom de *Gummi* sur la côte méridionale du golfe de Tunis entre *Mazula* (Gadès) et *Carpis* (Mraïssa)³.
- 8° Les deux lettres de Léon IX dont il vient d'être question.

Ces textes se répartissent en quatre catégories : l'un d'eux, le Géographe de Ravenne, place la ville en Proconsulaire ; deux autres, la *Notitia* de 484 et la lettre à Constant II, la placent en Byzacène, l'inscription de Bordj el Hadj Bou Baker autorise deux interprétations ; les quatre autres textes ne fournissent aucune indication qui permette de situer Gummi dans une province plutôt que dans l'autre.

L'inscription de Bordj el Hadj Bou Baker est une inscription mutilée dont on ne possède que la partie droite :

opulo decurioni	AEDM VALENTINAM QUAM IULIA CRESCENTIA CIVITATI GEVMITAN BVS PRAEBITO A PERFECIT ET DEDICAVIT A
-----------------	---

M. Merlin qui l'a publiée n'a pas tenté une restitution qui ne saurait qu'être bien conjecturale⁴ mais il a cru pouvoir dire que la *civitas Gummilanorum* dont il est question dans ce texte était « un nouveau centre urbain à joindre, suivant toute vraisemblance, à la liste déjà longue de ceux que nous connaissons dans la région de Dougga ». Cette interprétation est vraisemblable mais il faut noter cependant que le fait que Julia Crescentia soit unie par un lien que nous ignorons à la *civitas Gummilanorum* ne prouve pas absolument que la pierre ait été trouvée sur le territoire même de la cité. On peut fort bien penser que la ville dont parle l'inscription est l'une ou l'autre de celles que mentionnent nos autres textes.

1. MANSI, t. VIII, col. 648. — La forme *Gummenarcarum* est donnée, selon M. MANNAGE, *Afrique chrétienne*, p. 42, par le *Codez Palatinus*, n° 574, fol. 124.

2. MANSI, t. X, col. 928. — Sur la date adoptée ici, HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des Conciles*, t. III^e, pp. 426 et ss.

3. Ed. PINDER-PARTHEY, V. 5, p. 349. Cet emplacement est confirmé par GUINÉ, *id.*, 88, p. 519. Mais l'auteur, qui écrivait vers 1120, n'a fait que recopier en l'estropiant la liste du Géographe de Ravenne. Son témoignage, d'après lequel Gumina serait située entre Maxula et Capos, est donc sans valeur. — Cf. BERGER, dans *P. W.*, t. VII, col. 1931-32.

4. La restitution proposée pour la dernière ligne est due à Dessau.

Si toutefois on accepte la façon de voir de M. Merlin il y aurait donc deux Gummi au moins en Proconsulaire, l'une près de Dougga, l'autre proche de Tunis et une troisième située en Byzacène. Telles sont les données du problème et toute l'ingéniosité des érudits qui s'y sont appliqués, a consisté à répartir entre les deux ou trois Gummi — selon qu'ils écrivaient avant ou après la découverte de l'inscription de Bordj el Hadj Bou Baker (1901) — les textes dont la localisation géographique n'était pas déterminée¹.

Mas-Latrie pense qu'il faut identifier les deux villes l'une à l'autre et négligeant les textes qui placent Gummi en Byzacène la situe résolument en Proconsulaire, à l'emplacement de l'actuel Hammam-Lif, à quelques kilomètres au S.-E. de Tunis. S'appuyant sur des considérations philologiques assez inquiétantes il explique que *Naronitanus* « a pu être prononcé et orthographié sous des formes diverses, *Naritanus*, *Gnaronitanus*, *Gnaritanus* et *Gumritanus* » d'où l'on passe « facilement » (*sic*) à *Gummitanus*². C'est ainsi qu'on peut identifier la civitas *Naronitana*, c'est-à-dire Hammam-Lif à la Gummi du Géographe de Ravenne et des lettres de Léon IX et qu'on pourrait aussi bien, à mon avis, identifier n'importe quelle ville à n'importe quelle autre. On corrige d'autre part *Gummenartarum* qui figure sur la liste de 525 en *Gummenaquarum* et, étant donné la présence d'eaux thermales au site choisi, on trouve un appui nouveau à la thèse proposée. Sans entrer dans le détail de la querelle, Wilmanns situe également Gummi à Hammam-Lif³ tandis que Tissot⁴, suivi par Mgr Toulotte⁵, proposait plusieurs emplacements d'ailleurs assez voisins. Gauckler, et après lui la plupart des auteurs, placent Gummi à 5 km. à l'est d'Hammam-Lif, au sud de la route qui joint Tunis à Sousse en suivant de près le rivage actuel, aux environs de Bordj Cédria⁶. La découverte de l'inscription d'Ostie qui montre que Gummi fut un port ne pouvait

1. Soulignons que l'existence de plusieurs villes portant le même nom est fréquent en Afrique. On connaît plusieurs Tipasa, deux Thubursicum, deux Leptis, etc. Cf. J. CARCOPINO, *Le Maroc antique*, p. 253.

2. MAS-LATRIE, *L'épiscopus Gummitanus et la primauté de l'évêque de Carthage*, dans *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLIV, 1883, pp. 72-77. La correction *Gummenartarum* en *Gummenaquarum* est déjà faite par WILMANNUS, *C. I. L.*, VIII¹, p. 132.

3. WILMANNUS, *C. I. L.*, VIII¹, p. 132.

4. TISSOT, *Géographie comparée de la Province romaine d'Afrique*, t. I, p. 174; t. II, p. 140.

5. TOULOTTE, *op. cit.* (Proconsulaire), pp. 183-84.

6. P. GAUCKLER, *Notes sur la position des stations romaines d'Ad Aquas et de Gummi*, dans *Bull. Arch. du Com.*, 1893, pp. 182-85. Cette hypothèse est adoptée par R. CAGNAT, *Atlas archéologique*, feuille 21, avec un point d'interrogation.

qu'accréditer cette opinion et l'on n'hésita point à attribuer à cette ville l'évêque dont parle Léon IX, la proximité de Carthage paraissant une raison suffisante à l'hostilité des deux prélats.

En somme, les érudits ont jusqu'ici accepté sans réserve l'information fournie par le Géographe de Ravenne, cependant assez suspect, et n'ont cherché à identifier Gummi que dans les limites qu'il a tracées, entre Maxula et Carpis. Sans aller jusqu'à nier l'existence d'une Gummi sur les bords du golfe de Tunis on ne peut manquer de remarquer la fragilité des bases sur lesquelles repose la démonstration. Mais en tout cas il n'y a pas la moindre raison d'y placer un évêché. Aucun texte n'indique qu'il y eut un évêque dans une Gummi de Proconsulaire. La *Notitia* de 484 et la lettre de 648 mentionnent respectivement Maximus et Stephanus parmi les évêques de Byzacène. On ne voit pas pourquoi le P. Mesnage contrairement à Mgr Toulotte attribue Jean à la Gummi de Proconsulaire et s'accorde avec lui pour y voir le siège de Sabinianus¹. Pour ma part, étant donné qu'il n'y a entre nos documents aucun chevauchement de date, je n'hésite pas à attribuer à la Gummi de Byzacène tous les évêques de Gummi que nous connaissons, y compris l'anonyme de 1053, puisque c'est la seule, en admettant que les autres existent où la présence d'un évêché soit formellement attestée. Mais ces conclusions nous conduisent à poser deux problèmes : le site de la Gummi de Byzacène et les raisons du conflit qui, au XI^e siècle, opposait son évêque à celui de Carthage, problèmes dont le second se présentera avec des données toutes nouvelles si, comme le pense M. H. H. Abdul-Wahab et comme je le crois pour ma part la Gummi de Byzacène n'est autre que Mahdiya².

Les identifications que l'on a proposées pour la Gummi de Byzacène ne sont guère satisfaisantes. Le P. Mesnage note que ce pourrait être l'Augemmi de l'*Itinéraire Antonin*³. « On sait en effet, dit-il, que *Au* est un simple préfixe de lieu qui dans les transcriptions latines (?) a très-bien pu disparaître, comme, du

1. MESNAGE, *L'Afrique chrétienne*, p. 42; TOULOTTE, *op. cit.*, *Procons.*, p. 184 et *Byzac.*, p. 107. MANSI, IV, col. 164, n. 8; MORCELLI, *Africa christiana*, t. I, p. 176; DESSAU, dans P. W., t. VII, col. 1935, qui ignore l'existence de Johannes. — La *Series episcoporum Gummilanorum* semble donc être établie de la façon suivante pour la période antérieure à l'occupation normande : 1^o Johannes (411); 2^o Maximus (484); 3^o Sabinianus (525); 4^o Stephanus (646); 5^o ? (1053).

2. H. H. ABDUL-WAHAB, *Les chrétiens indigènes en Tunisie au Moyen Age* (inédit).

3. MESNAGE, *L'Afrique chrétienne*, pp. 201-202.

reste, les autres préfixes : *lin*, *la* ». Mais les formes Gummi, Augummi, etc., semblent bien se rattacher à la même racine berbère que *ligemmi* (maison, jardin) qui est attestée et fort répandue d'un bout à l'autre du Maghreb¹. Et précisément parce qu'elles sont fort répandues, ces formes ne permettent pas plus d'identifications que n'en permettraient, en France, la mention dans deux textes du nom de Chateauneuf. La seule parenté toponymique ne me paraît pas pour ma part autre chose qu'une coïncidence sans portée.

Aucune solution n'a été non plus apportée à l'identification de la ville antique qui occupait l'emplacement de la Mahdtya musulmane. La présence de ruines sur un site admirablement prédestiné à porter une ville a tout naturellement incité aux hypothèses². Tissot suivi par le P. Mesnage a proposé timidement d'y voir l'ancienne Alipota indiquée par le Stadiasme à 120 stades au nord d'Acholla. Mais nous ne savons pas où est Acholla et la conjecture de Tissot a été mise en doute par J. Schmidt et par St. Gsell qui préfère confondre Alipota et Salakta (Sullectum) dont on peut se demander, selon lui, si ce ne sont pas là « deux formes d'un même nom »³. On a voulu également faire de Zuwila, faubourg de Mahdtya, l'ancienne Zella, indiquée par Strabon au voisinage de Thapsus. Mais outre que le texte de Strabon est d'une extrême imprécision, on ne voit pas comment le mot Zella aurait pu devenir Zuwila.

1. TISSOT, *op. cit.*, t. II, p. 706. Cf. également TOULOTTE, *op. cit.*, *Byzac.*, p. 107. — Table de Peutinger, éd. Miller, p. 922 ; Itinéraire d'Antonin, éd. Pinder-Parthey, p. 34. — MILLER, *id.*, carte n° 285, différencie Auzemmi située sur le *limes* tripolitain et Augarmi, ville du littoral, qui sont, d'après lui, distantes d'environ 120 km. à vol d'oiseau. J. TOUTAIN, *Notes et documents sur les voies stratégiques et l'occupation militaire du Sud tunisien à l'époque romaine*, dans *Bull. arch. du Com.*, 1903, pp. 399-400. Selon Toutain, Augemmi viendrait du Berbère Azemmour. Il est difficile de le croire. — On trouve, au Maroc, avec le sens de « vestibule d'entrée d'une maison », les formes *agdommi*, *aguddemmi*, *aggâmi*, composées du préfixe *ag* = dans, et d'une forme dérivée du latin *domus*. Cf. E. LAOUST, *L'habitation chez les transhumants du Maroc central*, dans *Hespéris*, t. XIV, 1932, pp. 185-86. — La forme *ligemmi* est attestée au Maroc également. Cf. E. LAOUST, *Mots et Choses berbères*, p. I, n. 1. — En Tunisie, on trouve la forme *ladjemmi* = jardins ; cf. A. DE MOTYLINSKI, *Le Djebel Nefousa*, p. 156.

2. ST. GSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, t. II, pp. 132-133. Également R. CAGNAT et A. MERLIN, *Atlas archéologique*, feuille 74 et n° 49 et 142-145.

3. TISSOT, *op. cit.*, t. II, pp. 176-78 ; MESNAGE, *Afrique chrétienne*, p. 114 ; SCHMIDT, dans *P. W.*, t. I, col. 1494, art. *Alipota* et t. I, col. 250, art. *Achulla* ; également C. I. L., VIII^e, pp. 11 à 13. On consultera surtout St. GSELL, *op. cit.*, t. II, pp. 129 et ss., où l'identification des trois villes, Acholla, Alipota et Zella, est étudiée d'ensemble. Gsell, qui avait admis précédemment, *ibid.*, t. I, p. 372, l'hypothèse Acholla = El-Alia, est ici plus réticent et n'ose plus se prononcer.

Enfin Gsell paraît bien avoir démontré l'identité de Zella et de Usilla (Inchilla)¹. C'est-à-dire qu'on n'a aucun nom en fin de compte à attribuer aux ruines de Mahdtya où pourtant, comme le note Gsell, les « innombrables tombeaux » attestent qu'il y eut bien avant l'époque fâtimide « une ville importante ».

Il suffit pourtant pour découvrir ce nom de se reporter, comme l'a fait M. Abdul-Wahab aux sources arabes. « En l'an 300 = 913, écrit le chroniqueur Ibn 'Idâri, 'Ubayd Allâh partit de la ville de Raqqâda (près de Kairouan) et se dirigea vers Tunis, Carthage et la région du littoral à la recherche d'un emplacement où il put établir sa capitale. Son choix s'arrêta sur la presqu'île de Jemma et il y fit commencer la fondation de la ville qui devait être Mahdtya. » Et son témoignage n'est pas unique². Or, non seulement la parenté philologique entre Jemma et Gummi est assez évidente pour qu'on n'y insiste pas³ mais l'identification de Gummi et de Mahdtya, me paraît encore confirmée par la mosaïque d'Ostie. Cette mosaïque porte, en effet, un boisseau d'où sortent deux épis de froment. Cela n'a point de sens si l'on n'a pas voulu dire que c'était le transport des blés qui faisait la fortune de *navicularii Gufhmilani* et s'il faut choisir entre deux emplacements il est peut-être alors plus indiqué de situer Gummi au débouché de cette Byzacène qui fut vraiment le grenier de Rome qu'au pied d'une zone montagneuse qui se prêtait à une tout autre économie, qui était et demeure encore aujourd'hui plutôt le pays de l'huile⁴. Si dans la Tunisie médiévale Mahdtya joue un rôle commercial important, si au témoignage d'al-Bakrî les vaisseaux d'Alexandrie y fréquentent⁵, c'est, croit-on,

1. STRABON, XVII, 3, 12. — TISSOT, *op. cit.*, t. II, p. 178; MESNAGE classe Zella parmi les évêchés non identifiés, *Afrique chrétienne*, p. 237 et 723, tandis que TOULOTTE, *op. cit.*, *Byzac.*, pp. 241-42, demeure évasif. — GSELL, qui donne l'identification Usilla = Zella comme plausible au t. II de son *Histoire de l'Afrique du Nord*, p. 129, la considère comme assurée au t. VII, p. 39.

2. IBN 'IDÂRI, I, p. 236. — IBN HAMMÂD indique que Mahdtya fut bâtie à l'endroit qu'on appelle Hamma, p. 21. — Également Yakût.

3. Le mot semble berbère, cf. *supra*, p. 199, n. 3. — Sur la racine qui semble attachée à l'idée de croissance, E. LAOUST, *Mots et Choses berbères*, p. 1, n. 1. — La transcription du G dur, latin ou berbère, s'est faite de façon fréquente par le *djim*. Ainsi, Bagradas est devenu Majrada, puis Medjerda. Gummi ou Gumma a tout naturellement pris la forme Jemmi ou Jemina.

4. J. DESPOIS, *La Tunisie orientale, Sahel et Basse-Steppe*, pp. 128-29; J. DESPOIS, *Rendements en grains du Byzacium il y a 2.000 ans et aujourd'hui*, dans *Mélanges Gautier*, pp. 187-88.

5. AL-BAKRÎ, p. 67.

dans le même cothon creusé dans le roc où jadis les naviculaires romains venaient prendre le blé d'Afrique pour le transporter à Ostie comme faisaient leurs collègues de Carthage, de Curubis et de Sullectum, qui avaient, eux aussi, leur *statio* au bord de la place où s'élevait le temple commun des corporations provinciales¹.

Aussi l'ancienne Mahdiyya s'appelait donc Gummi. La présence de chrétiens y est d'autre part attestée. Il nous reste à démontrer que c'est bien à elle — en admettant qu'il existe plusieurs cités homonymes — qu'il convient d'attribuer les évêques de Gummi que nous connaissons. Et cette confirmation, nous la trouvons en étudiant les raisons du conflit entre les évêques de Gummi et ceux de Carthage au milieu du XI^e siècle, raisons qui s'éclaircissent du fait même de l'identification entre Gummi et Mahdiyya. M. Abdul-Wahab s'appuyant sur une remarque d'Ibn Abi Dīnār qui prétend « que les évêques venaient d'Égypte chez les chrétiens de l'Ifrīqiyyā, envoyés par le patriarche d'Alexandrie »² a pensé qu'il fallait y voir un épisode de l'hostilité entre l'église d'Alexandrie et celle de Rome. S'il est hors de doute que les influences égyptiennes aient été puissantes dans la Tunisie fātimide et qu'elles se soient fait sentir sur les restes de l'église d'Afrique elle-même, s'il est certain également que Carthage est demeurée de façon presque continue dans l'obédience romaine, on hésitera cependant à retenir cette explication à cause de la date du différend : décembre 1053³. A ce moment, en effet, Rome est engagée — depuis le printemps de 1053 — dans une querelle qui devait aboutir à l'accomplissement de schisme grec. Mais le schisme n'était pas encore consommé et il ne le sera pas du vivant de Léon IX, mort le 19 avril 1054. Or jusqu'à sa consommation le drame se jouait exclusivement entre Rome, d'une part, et Byzance, de l'autre. On ne savait point quelle serait dans

1. J. CARCOFINO, *Ostie*, pp. 13 et ss. ; CHARLESWORTH, *Les routes et le trafic commercial dans l'Empire romain*, trad. franç., pp. 153-154. Voir *supra*, p. 199.

2. IBN ABĪ DĪNĀR, p. 63. — La traduction situe les faits au I^{er} siècle de l'hégire (VII^e siècle), le texte au IV^e (XI^e siècle).

3. Des liens étroits unissaient jusqu'à l'invasion hilālienne les califes du Caire et leur vassal du Maghreb. — AL-BAKRĪ atteste la multiplicité des relations économiques. Cf. par exemple, pp. 46, 47, 64, 67. — Il est assez naturel que des rapports religieux se soient établis entre les deux églises. Le Θρόνος Ἀλεξανδρινός révèle par son existence même une certaine dépendance de l'église d'Afrique à l'égard de celle d'Alexandrie. GELZER, *op. cit.*, p. 30. — Sur les relations de deux églises, W. SESTON, *op. cit.*, pp. 118-119. En ce qui concerne la fidélité de Carthage à Rome, voir *infra*, p. 215 ss.

l'affaire l'attitude des autres patriarches orientaux. Ce n'est qu'en juillet 1054 que Michel Cérulaire entreprit de gagner à sa cause le patriarche d'Antioche et par son intermédiaire ceux de Jérusalem et d'Alexandrie. Jusque-là Rome pouvait encore espérer qu'ils ne suivraient pas Byzance dans la voie du schisme. En janvier 1054, Léon IX reprochait à Michel Cérulaire de vouloir soumettre les patriarches d'Antioche et d'Alexandrie à son autorité de vouloir les priver « des antiques privilèges de leur dignité »¹. Pensera-t-on que dans un moment où le sort de l'unité de l'église était en jeu et où le pape s'efforçait de séparer les unes des autres les églises orientales, il eut été bien adroit de combattre aussi nettement que le fait Léon IX les prétentions de l'évêque de Gummi si celui-ci n'était en fin de compte qu'une émanation de l'église d'Alexandrie ?

Il faut, je crois, ramener le différend à des proportions plus modestes et demander aux deux lettres de Léon IX les raisons qui l'ont suscité. Elles s'y trouvent. Après avoir profité de l'occasion qui s'offrait à lui de se réjouir de ce que l'évêque Thomas et deux de ses collègues aient fait appel à Rome, le pape indique nettement l'objet sur lequel il a été consulté : ... *de archiepiscopis et metropolitanis sententiam nostram requirilis*... et plus loin il précise : ... *in singulis ejus l'Afrique provinciis antiquitus primales instituebantur, non secundum potentiam alicujus civilialis, sed secundum tempus suæ ordinationis ; quibus lamen omnibus præerat unus, scilicet Carthaginensis archiepiscopus, qui etiam non incongrue dici potest metropolitanus propter Carthaginem metropolim totius Africæ quorum supra meminimus*². Ce texte nous indique à la fois l'objet et la raison du conflit. C'est sur la question de la suprématie de Carthage que le pape a été invité à faire connaître son sentiment. La question n'est pas nouvelle au XI^e siècle. Ce n'est pas le lieu d'étudier ici le débat rené sans cesse de ses cendres, de l'autorité des évêques de Carthage et de la primatie dans les autres provinces. Il suffit de rappeler qu'il a été particulièrement vif entre Carthage et la Byzacène et que le hasard des circonstances a permis tantôt

1. Léon IX, *Ep.*, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 774 ; Jaffé-Wattenbach, n° 4332. Sur la question, consulter principalement L. BRÉHIER, *Le schisme oriental au XI^e siècle*, première partie, ch. III (Le conflit entre les deux églises, pp. 91-125) et troisième partie, ch. I, § II (Les patriarchats étrangers, pp. 229-241). — Également J. FAIVRE, art. *Alexandrie*, dans *Dict. d'Hist. et de Géog. eccl.*, t. II, col. 355-356.

2. Léon IX, *Ep.*, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 729-731.

à l'un tantôt à l'autre des adversaires de croire qu'il l'avait définitivement emporté¹. Les termes en sont toujours les mêmes : la Byzacène veut son indépendance ecclésiastique, Carthage défend ses privilèges et la tradition. Dans le cas présent, le pape ne pouvait guère que donner raison à celle des parties qui s'adressait à lui, à la fois parce que c'était maintenir sur la question la constante doctrine du siège apostolique et parce que, heureuse coïncidence, c'était aussi son intérêt.

Mais le texte nous permet encore d'entrevoir les motifs qui avaient déterminé l'évêque de Gummi à ressusciter ces vieilles querelles. Le pape note en effet que la primatie est déterminée par l'ancienneté de l'ordination et non par l'importance du siège. Il écrit également qu'un évêque ne peut ordonner ou déposer des évêques ni convoquer de conciles provinciaux sans le consentement de Carthage *cujuslibet dignitatis aut potestatis sit*². Cela paraît bien laisser entendre quels arguments a employés l'évêque de Gummi pour affirmer ses prétentions. Il est possible qu'en 1053, c'est-à-dire au lendemain des invasions hilaliennes le primat de Byzacène n'ait été qu'un pasteur sans troupeau. L'évêque de la cité royale avait en tout cas pour lui la *potentia civilis*. Or il n'est pas rare que les hommes aiment que le niveau des honneurs qui les environnent soit égal à celui de leur pouvoir. Un jour aussi l'évêque de Paris n'acceptera plus de dépendre de l'archevêque de Sens³. L'évêque de Gummi a voulu pour son siège l'automatisme de la primatie en Byzacène comme en bénéficiait Carthage en Proconsulaire et à certains égards sur l'ensemble des provinces africaines. Le différend a-t-il été réglé par la sentence pontificale ou s'est-il prolongé au delà ? Nous l'ignorons. Mais nous pouvons du moins en retenir, si l'on accepte l'explication qu'on vient d'en proposer, la preuve de la relative importance de la chrétienté de Mahdtya au milieu du XI^e siècle.

Quant à la communauté d'al-Qal'a, son existence ne nous est connue que par un seul texte, un long passage de Pierre Diacre

1. Voir R. MASSIGLI, *Primat de Carthage et métropolitain de Byzacène, Un conflit dans l'église africaine au VI^e siècle*, dans *Mélanges R. Cagnat*, pp. 427-440. Également P. BATTIFOL, *Le Primæ Sedis episcopus en Afrique*, dans *Revue des Sciences religieuses*, t. III, 1923, pp. 425-432.

2. Léon IX, *loc. cit.*, col. 728.

3. En 1623. Le premier archevêque de Paris fut Jean-François de Gondi (1584-1654), oncle du cardinal de Retz.

d'une interprétation quelque peu délicate¹. Le chroniqueur rapporte qu'en 1114 des moines du Mont Cassin revenant de Sardaigne furent pris par les Sarrasins et emmenés en Afrique. Le comte Roger de Sicile les fit réclamer au souverain hammâdite, *regem civitatis Calamensis, quod a Sarracenis Alchila dicitur*². Mais, lorsque les frères furent remis aux envoyés du comte, il manquait l'un d'eux, le doyen Azzon, qui était mort en captivité et avait été enseveli dans l'église d'al-Qal'a, *in ecclesia beate Mariæ*. Or une nuit, peu après sa mort, des Sarrasins le virent assis, un livre à la main, à la porte de la basilique. Ils appelèrent d'autres Sarrasins mais à leur approche l'homme de Dieu disparut. Une autre fois le mansionnaire entrant dans l'église trouva allumée la lampe suspendue au-dessus du tombeau d'Azzon. Il s'irrita contre le garçon qui l'aidait dans le service de l'église et qui affirma l'avoir éteinte. Le mansionnaire éteignit alors la lampe et ferma l'église. Mais le lendemain il retrouva la lampe allumée. Le roi informé, crut à une supercherie des chrétiens et fit éteindre la lampe par des Sarrasins qui, cette fois, en enlevèrent l'huile. Le lendemain pourtant la lampe était de nouveau allumée et de l'eau brûlait à la place de l'huile. Le roi fit alors fermer l'église. Mais à la nuit tombante les gardiens qu'il avait postés virent une étoile qui envoyait ses rayons sur la lampe qu'ils trouvèrent une nouvelle fois allumée quand ils pénétrèrent dans l'église. Ils avisèrent le roi qui voulut voir la chose de ses yeux, ordonna que l'on continuât de garder l'église, et se rendit à la maison du *halîfa* qui la dominait³. Le souverain vit alors l'étoile allumant la lampe de ses rayons. Convaincu par l'expérience, il autorisa alors les chrétiens à entrer de nouveau dans l'église⁴.

1. Pierre DIACRE, *Chron. casin*, dans *P. L.*, t. CXXIII, col. 875-877. — Le texte a été traduit et étudié avec soin par P. DE CENIVAL, *Le prétendu évêché de la Kal'a des Beni Hammad*, dans *Hespéris*, t. XV, 1932, pp. 1-10.

2. Alchila = al-Qal'a n'a aucun rapport avec Calama = Guelma. Erreur due au souvenir de saint Augustin comme le croit MESNAGE, *Le Christ, en Afr., déclin et extinction*, p. 211, ou erreur accidentelle, comme le veut P. DE CENIVAL, *Le prétendu évêché*, p. 3, n. 2 ? Il est difficile de se prononcer.

3. *Rez ad domum calliffæ, qui ecclesiam imminēbat, perrexit*. — Le texte de la Chronique porte *luminabat* pour lequel on a proposé, depuis longtemps, soit la correction *luminabat*, soit la correction *imminēbat*. C'est, comme l'a montré P. de Cenival, à cette dernière qu'il convient de se ranger. En effet, un autre texte de Pierre DIACRE, *De ortu et obitu justorum cænobii Casinensis*, qui reproduit le même passage de la Chronique, porte *imminēbat*, dans *P. L.*, CLXXIII, col. 1114-1115.

4. *Tunc rez proponit edictum ut christiani liberam in ecclesiam ingrediendi facultatem haberent*.

Il n'est pas besoin de dire à quel point peut être suspect cet édifiant récit, écrit par le moine du Mont Cassin à la plus grande gloire de son monastère. Du moins est-il possible d'en tirer au passage quelques indications : al-Qal'a possédait une église dédiée à la Vierge¹, assez considérable puisqu'il fallait un sacristain (*mansionarius*) et un garçon (*puer*) pour l'entretenir ; une communauté chrétienne y vivait en bonnes relations avec les « Sarrasins » ; les souverains hammâdites enfin, en l'occurrence al-'Aziz, s'intéressaient à cette communauté chrétienne. Mais on a voulu aller plus loin et tirer de ce texte la preuve de l'existence d'un évêché à al-Qal'a au XII^e siècle. Depuis Pagi, qui au XVII^e siècle lança l'hypothèse, on a généralement admis que la *domus califfæ* ne pouvait désigner que la maison de l'évêque sans penser qu'il était absurde qu'un moine italien allât donner un nom arabe au chef d'une église chrétienne². P. de Cenival a fait justice de cette fantaisie. Jamais le mot *callifa* n'a voulu dire évêque. Il s'agit ici selon toute vraisemblance du *halifa*, c'est-à-dire du lieutenant royal qui, depuis que la capitale du royaume hammâdide avait été transférée d'al-Qal'a à Bougie (1090) administrait la ville au nom du souverain ce qui n'empêchait pas celui-ci d'y séjourner quelquefois comme le montre le récit de Pierre Diacre³. Il est possible qu'il y ait eu un évêché à al-Qal'a mais nous l'ignorons et ce n'est pas ce texte qui peut nous tirer de notre ignorance. Mais P. de Cenival se laisse, je crois, un peu trop emporter par son ardeur destructrice lorsqu'il veut voir dans cette chrétienté d'al-Qal'a un groupe de chrétiens immigrés plutôt qu'une communauté indigène.

1. Le culte de la Vierge en Afrique n'a pas été l'objet d'une étude satisfaisante. Le livre du P. DELATTRE, *Le culte de la Sainte Vierge en Afrique d'après les monuments archéologiques* (1917), tenu à jour jusqu'à 1928 par une série de brochures qui, sous des titres divers, rendent compte des découvertes mariales, est plus heureux dans le détail que dans ses conclusions. Ce culte ne me paraît pas avoir été très répandu en Afrique, sauf peut-être à Carthage même où se trouvait la seule église qui fut, à ma connaissance, consacrée à la Vierge en dehors de celle de al-Qal'a. Cf. J. VAULTRIN, *Les basiliques chrétiennes de Carthage*, p. 166. — Notons, cependant, que la plupart des églises ou chapelles, découvertes en si grand nombre en Afrique, sont anonymes et que l'on peut supposer sans trop de risque que certaines aient été dédiées à Marie, surtout parmi celles qui ont été élevées pendant la période byzantine.

2. BARONIUS, *Annales ecclesiastici ... cum critica historico-chronologica* P. Antonii Pagii, t. XVIII, Lucques, 1746, p. 255. — P. DE CENIVAL, *Le prétendu évêché*, pp. 1 et 2, renvoie à différents historiens qui ont utilisé cette hypothèse.

3. Sur l'abandon d'al-Qal'a, Ibn Haldûn, t. II, pp. 51-59. Voir G. MARÇAIS, *Sur deux stèles funéraires hammâdites du Musée Stéphane Gsell*, dans *Bull. de la Soc. Hist. et Géog. de la région de Sétif*, t. II, 1941, pp. 173-174.

Deux faits l'ont conduit à cette conclusion : la comparaison avec l'église de Marrakech et la conviction de la ruine du christianisme africain à l'époque considérée. Il est exact que les chrétientés marocaines sont d'importation espagnole. Nous savons qu'en 1126 les Almoravides déportèrent au Maroc des mozarabes coupables de rébellion à leur pouvoir. En 1147 on voit à Tolède une milice chrétienne qui s'en revient du Maroc *cum suo episcopo et cum magne parte clericorum*. En 1155 encore un lieu dit *Šunṭulālya* (Sainte-Eulalie) témoigne à Marrakech du passage de chrétiens dans la capitale almoravide¹. Mais il est peu probable qu'il faille voir un cas analogue dans celui des chrétientés du royaume ḥammâdide. A l'époque almoravide, Espagne et Maroc formaient en effet un même état à l'intérieur duquel les déplacements de population s'expliquent. D'où seraient venus les chrétiens d'al-Qal'a ? D'Espagne eux aussi, chassés par l'intervention d'Ibn Tâsifin ? Il serait tentant de le croire si nous ne savions pas qu'al-Qal'a renferma dès ses débuts des éléments chrétiens comme cet esclave, nommé Būniyaš, qui, aux dires d'Ibn Ḥammād, la bâtit et la fortifia ; si, surtout, nous ne savions pas que dans le royaume ḥammâdide, comme dans le reste du Maghreb oriental, des chrétientés indigènes se sont maintenues à travers les siècles. Sans écarter absolument la présence de chrétiens d'origine étrangère on peut penser que le gros de la chrétienté d'al-Qal'a était africaine². En

1. P. DE CENIVAL, *L'église chrétienne de Marrakech au XIII^e siècle*, dans *Hespéris*, t. VII, 1927, pp. 68-83, où l'on trouvera les exemples invoqués ici, pp. 72-73. — Sur le retour des chrétiens à Tolède, *Chron. Aldefonsi Imperatoris*, dans FLOREZ, *España sagrada*, t. XXI, p. 399. — Sur le lieu dit *Šunṭulālya*, E. LÉVI-PROVENÇAL, *Documents inédits d'histoire almohade*, Mémoires d'al-Baidak, p. 200.

2. Sur al-Qal'a, fondée en 1007-1008, cf. G. YVER, art. *kal'at Banī Ḥammād*, dans *E. I.*, t. II, p. 720-721, qui renvoie aux travaux essentiels. Également général DE BEYLIÉ, *La Kalaa des Benī Ḥammad, Une capitale berbère de l'Afrique du Nord, au XI^e siècle*, pp. 5-27. — Nous savons que la ville fut peuplée d'éléments assez divers. Son fondateur, Ḥammād, y transporta, dit IBN ḤALDŪN, t. II, p. 43-44, les gens de Msila et de Ḥamza. Il est possible qu'il s'y soit trouvé des éléments chrétiens. Msila est située, en effet, à quelques kilomètres de Zabi, qui fut florissante à l'époque byzantine et dont on ne sait quand ni comment elle disparut. Cf. St. GSELL, *Atlas Archéologique*, feuille 25, n^o 85. — Notons, toutefois, que le texte d'Ibn Ḥaldūn est un peu suspect. AL-NUWAIRI prétend, t. II, p. 489, que, déjà, les habitants de Tobna, Msila et Ḥamza avaient été déportés pour fonder la nouvelle ville d'Achr et la destruction de Msila ne semble pas avoir été aussi radicale que le laisse entendre Ibn Ḥaldūn. Cf. P. MASSIERA, *M'sila du X^e au XV^e siècle*, p. 193, dans *Bull. de la Soc. Hist. et Géog. de la région de Sétif*, t. II, pp. 183-215. — Il n'est pas impossible qu'il y ait eu des éléments chrétiens non africains parmi les habitants d'al-Qal'a, car les historiens arabes s'accordent à dire que la ville attira de passage ou à demeure des gens venus, non seulement de toute l'Ifrīqiya, mais des pays les plus

tout cas, Cenival lui-même n'a pu mettre en doute son existence.

Celle de l'église de Bougie n'est pas moins sérieusement attestée. La lettre V indique que le prêtre Servandus fut élevé à l'épiscopat par Grégoire VII à la demande d'al-Nâsir mais ne mentionne pas le siège pour lequel il a été consacré. La lettre III fait une allusion moins précise encore au même personnage. La lettre IV est la seule qui fournisse quelques renseignements. L'adresse en est ainsi rédigée : *Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, clero et populo Buzæ (id est Yppona) in Mauritania Sitifense, id est in Africa constituti...* et ce texte a donné lieu à des hypothèses assez diverses¹. Certains auteurs ont vu dans Servandus un évêque de Bône (Hippone)². La ville d'Hippone figure encore parmi la liste des évêchés que nomme le Θρόνος "Ἀλεξανδρινός et la liste dite de Léon le Sage³. Nous savons d'autre part que Bône était d'une grande prospérité au XI^e siècle, mais la période de transition entre la ville ancienne et la ville neuve qui fut fondée à trois milles de la précédente est pour nous d'une absolue obscurité⁴. On ne peut donc pas dire que Bône a été la continuatrice d'Hippone mais seulement son héritière et nous ne savons pas du tout si l'évêché antique s'était maintenu dans la fondation nouvelle ni à plus forte raison s'il existait au XI^e siècle. Caspar s'appuyant sur les études paléographiques de Peitz qui ont montré que la formule *id est Yppona*

éloignés, IEN HALDÛN, t. II, pp. 43-44 ; AL-BAKRÎ, p. 105. — Il faut enfin penser à des chrétiens faits prisonniers ou réduits en esclavage, comme il semble que ç'aurait été les cas d'Azzon et de ses compagnons, sans l'intervention du comte Roger de Sicile, au témoignage même de Pierre Diacre. — Quoi qu'il en soit, le seul témoignage d'une présence chrétienne que nous ayons en dehors du texte de Pierre Diacre est un passage d'Ibn Hammâd, p. 52, qui connaissait bien al-Qal'a, où il vécut et qui écrivit vers 1220, passage relatif au chrétien Bûniyâs. Le nom est assez étrange. Peut-il y voir comme l'a suggéré M. Perès, la déformation de Bû Elias > Bû Ilyâs > Bû liŷas, c'est-à-dire que ce nom signifierait « le père d'Elie » ? On hésite à formuler une conclusion. Bûniyâs a-t-il même existé ? Le chroniqueur, en en faisant le constructeur des fortifications d'al-Qal'a, n'aurait-il pas prêté à un individu une œuvre collective ?

1. CASPAR, *op. cit.*, p. 286, n. 1.

2. Voir MAS-LATRIE, *Traité de paix*, p. 20, n. 2 ; O. DELARC, *op. cit.*, t. III, p. 400, n. 2. Il se peut que ces auteurs aient été induits en erreur par une édition fautive du texte qu'ils consultaient. Il se peut qu'ils aient été influencés dans leur jugement par le souvenir d'Augustin, qu'au XI^e siècle les musulmans eux-mêmes conservaient encore, al-Bakrî, p. 116.

3. Les deux listes mentionnent l'évêché d'Ἰππων, en Numidie. Cf. MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinction*, pp. 186 et 188.

4. Sur Bône, voir St. GSELL, *Atlas Archéologique*, feuille 9, n° 59 ; G. YVER, *art. Bône*, dans *E. I.*, t. I, pp. 761-762. — AL-BAKRÎ, pp. 116-117, distingue très nettement les deux villes l'une de l'autre.

était d'une écriture contemporaine mais d'une autre main que l'ensemble de la lettre IV et notant par ailleurs que les transferts d'évêchés se faisaient en Italie du Nord à la même époque, a supposé que l'indication « *id est Yppona* » à côté du nom de Bougie ne devait pas être considérée comme une simple erreur mais comme la preuve du transfert du siège épiscopal de Bône à Bougie¹. Cette interprétation séduisante mériterait qu'on s'y arrêtât si l'on avait la certitude qu'il existât un évêché à Bône au XI^e siècle, mais, comme on l'a dit, nous n'en savons absolument rien. Sans écarter formellement l'hypothèse de Caspar, il semble sage de ne point s'appuyer sur elle. Toutefois, le fait paléographique qu'il a mis en valeur mérite d'être retenu car il ressort de cette constatation que la lettre était bien destinée au clergé et au peuple de Buzea et quel c'est à cette dernière ville qu'il convient d'attribuer Servandus. Or cette ville ne peut être que Bougie².

1. CASPAR, *op. cit.*, p. 286, n. b et n. 1. — Notons que si l'on accepte la thèse de Caspar, à moins de croire que la population chrétienne ait été transférée à Bougie, en même temps que l'évêché ou de penser que l'évêque était demeuré sans fidèles, il faut conclure à l'existence d'une communauté chrétienne à Bône au XI^e siècle.

2. L'identification de Buzea et de Bougie ne se heurte pas à la seule difficulté que représente la mention *Id est Yppona* sur le registre pontifical, mais à l'indication contenue dans le récit du voyage de Josse Van Ghistele par son chapelain, qu'à l'époque (1470), certains appelaient la ville de Bône, Buzyegre. R. BRUNSCHWIG, *Deux récits de voyage*, p. 248. Le rapprochement des deux textes incite à penser que la ville de Bône était appelée d'un nom phonétiquement assez proche de celui dont le scribe a fait Buzea et le narrateur flamand, Buzyegre et que l'identification faite par le scribe pontifical n'est, par conséquent, pas absolument gratuite. Cette constatation semble étayer la thèse de ceux qui font de Servandus un évêque de Bône. Je crois cependant, à la réflexion, que c'est bien à Bougie qu'il convient de l'attribuer, et cela pour trois raisons : 1^o parce qu'il me paraît plus logique qu'al-Nâsir ait demandé au pape de consacrer un évêque pour la capitale qu'il venait de fonder plutôt que pour une ville de province ; 2^o parce que Buzea est, aux termes mêmes de la lettre IV en Maurétanie Sitifiennne, ce qui est bien le cas de Bougie, mais non celui de Bône, qui est en Numidie. C'est-à-dire qu'on ne peut admettre la mention *id est Yppona* qui est, comme on l'a dit, d'une autre main que le reste de la lettre, qu'en attribuant une erreur au scribe principal ; 3^o parce que le nom de Bougie, Bejaiya, devenu en latin Bugea, n'est pas moins proche de Buzea que peut l'être le nom, assez difficile à déterminer de façon exacte, que portait Bône et, par conséquent, que la confusion était particulièrement facile. Or, la facilité même de cette confusion me paraît affaiblir singulièrement la valeur qu'on est un instant tenté d'attribuer à la précision apportée par le scribe pontifical. — Reste à expliquer le nom quelque peu mystérieux de Bône qui est à l'origine de cette confusion. R. BRUNSCHWIG, qui s'est posé la question, *loc. cit.*, p. 249, n. 1, déclare ne pas s'expliquer le terme Buzyegre et se demande s'il n'y faut pas voir « une déformation de nom de la montagne qui domine Bône, l'Edough, en arabe Jabal Idûg ». Je ne le crois pas et c'est dans une autre direction qu'il faut, à mon avis, chercher. Le fleuve de Bône, la Seybouse, conserve la trace de son nom antique, l'Ûbus, forme qui se rencontre en finale dans celui de plusieurs cours d'eau africains : Sububus = O. Sebbou, Soubos = O. Sous. C'est, semble-t-il, le nom

Bougie fut fondée en 1067/68 par al-Nâsir à l'emplacement de l'ancienne Saldæ, mais nous ne savons pas s'il y eut ou non continuité d'une ville à l'autre¹. La population dut en être assez mêlée : Andalous², populations transportées d'autres villes³ mais principalement Berbères, voisins qui finirent par imposer leur nom à la cité. D'où vinrent les éléments chrétiens ? Nous l'ignorons⁴. Mais

de l'Ubus qu'on retrouve dans Buzea et dans Buzyegre. Quant à la finale *egre*, elle pourrait bien être la déformation de la racine libyque *gir* qui signifie cours d'eau et qui « se retrouve dans Ger, Telp, noms donnés dans l'antiquité à des rivières sahar'ennes ». Cf. St. GSELL, *Histoire de l'Afrique du Nord*, t. I, p. 316. Buzyegre serait alors le nom du fleuve et non celui de la ville, comme l'a cru le chapelain flamand. On peut aussi penser que *egre* est la déformation d'une racine berbère ou arabe, peut-être *gara* = plateau et qu'on désignait parfois la ville en raison d'une de ses particularités géographiques, dans le cas présent son emplacement sur une hauteur à proximité du fleuve. Qu'on accueille l'une ou l'autre de ces hypothèses ou qu'on en imagine d'autres, il me semble, en tout cas, certain que c'est en fonction de l'Ubus qu'il convient de les orienter.

1. Sur Bougie, St. GSELL, *Atlas Géographique*, feuille 7, n° 12 ; G. YVER, art. *Bougie*, dans *E. I.*, t. I, pp. 785-786. Également FÉRAUD, *Bougie*, dans *Recueil de Notices et Mémoires de la Soc. Arch. du département de Constantine*, 1869, pp. 85-407, particulièrement, pp. 135 et ss. ; général DE BEYLIÉ, *op. cit.*, ch. IV ; R. BRUNSCHVIG, *La Berbérie orientale*, t. I, pp. 377-384, a bien marqué le caractère de « grande cité kabyle » que la ville a gardé jusqu'à ce qu'Alger la concurrence à cet égard. — La dernière mention de Saldæ pourrait être celle du Ἰσχυρὸς Ἀλεξανδρίτης, si l'on admet que ΣΑΥΙΤΑ = Saldæ, suivant l'identification douteuse de MESNAGE, *Afrique chrétienne*, pp. 268-269. — En tout cas, le *Donatus, episcopus Buzensis*, que nomment les actes du Concile de Carthage de 411 (MANSI, t. IV, p. 159), ne saurait être, comme le croit CASPAR, *op. cit.*, p. 286, n. 1, un évêque de Bougie, d'une part, parce que nous connaissons, par la *Notitia* de 484 (Siliq. 41) *Pascasius Salditanus*, ce qui prouve que Saldæ n'avait point changé de nom à la fin du v^e siècle, et surtout parce que l'étymologie de Bougie n'est pas latine. Le nom de la ville vient de celui d'une tribu berbère, celle des Bijiya qui habitait le site et imposa l'appellation vulgaire en dépit du nom officiel, al-Nâsirîya. A cet égard, IBN HÂLDÛN est formel, t. II, p. 51. « En l'an 460/1067-1068, il (al-Nâsir) s'empara de la montagne de Bougie (Bejiya), localité habitée par une tribu berbère du même nom. Chez eux, Bejiya s'écrit Bekiya et se prononce Begaiya. On trouve encore les débris de cette population sanhâjienne éparpillée parmi d'autres tribus berbères. al-Nâsir ayant conquis cette montagne, y fonda une ville à laquelle il donna le nom d'al-Nâsirîya ; mais tout le monde l'appelle Bougie du nom de la tribu. » — Le *Donatus, episcopus Buzensis*, évêque donatiste, peut être, comme le suppose MESNAGE, *L'Afrique chrétienne*, p. 443, un *episcopus Auzensis* (de Auza pour Auzia = Aumale), mais je l'attribuerais plus volontiers à l'évêché numide de Burca non identifié et dont le *Notitia* de 484 mentionne le titulaire, *Leontius Burcensis* (Numid. 5).

2. AL-BAKRI, pp. 166-167. — La ville aurait été bâtie sur l'emplacement d'une « cité très ancienne habitée par des Andalous ».

3. On a vu que c'était été le cas d'al-Qal'a, cf. *supra*, p. 206, n. 2. — 'Ubayd Allâh avait, de même, transporté à Mahdiya une partie de la population de Kairouan, selon IBN HÂMMÂD, p. 32. — Peut-être une partie des habitants d'Hippone connurent-ils le même sort si l'on accepte la théorie de Caspar.

4. Nous ne savons rien de sérieux sur le christianisme en Kabylie. Le P. MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinction*, pp. 195-204, n'apporte aucun argument qui permette de croire à la survie d'éléments chrétiens en Kabylie au xi^e siècle. Les traditions indigènes

nous constatons leur présence. Dès 1076 ils sont organisés en église et le pape estime cette église assez importante pour donner à Servandus le titre d'archevêque. Sans doute constituent-ils une minorité et dans la lettre IV qu'il leur adresse le pape insiste particulièrement sur l'exemple qu'ils doivent donner aux Sarrasins par leur charité et leur obéissance à leur pasteur. Mais le fait important c'est que moins de dix ans après la fondation de Bougie nous y trouvons cette communauté chrétienne. Ce n'est peut-être pas un hasard. Le peuplement de la ville ne paraît pas s'être opéré de façon spontanée. Il n'y aura sans doute pas à retenir la tradition suivant laquelle al-Nâsir aurait obligé tous ses sujets à rebâtir une maison et quiconque y entraît à y verser une pièce d'or ou à y apporter une pierre¹. Mais cela pourrait bien être le souvenir déformé de débuts difficiles. Rien d'étonnant à ce que le prince hammâdide ait fait appel aux éléments chrétiens. Je croirais volontiers que les captifs dont parle la lettre V ont été libérés pour peupler Bougie plutôt que pour être agréable au pape. Enfin, au témoignage d'Ibn Haldûn les habitants de la nouvelle capitale furent exemptés du *harâj*². Or cette mesure qui, sans doute, touchait certains musulmans était particulièrement favorable aux chrétiens et aux juifs qui étaient universellement soumis à cet impôt. En s'adressant au pape pour obtenir la consécration de Servandus, al-Nâsir ne faisait que poursuivre sur un point particulier la politique de faveur vis-à-vis des chrétiens de son état qui semble dès le début de son règne avoir été la sienne³.

Cette politique n'a d'ailleurs rien qui doive surprendre. Elle paraît avoir été celle de la plupart des princes musulmans du Maghreb jusqu'à l'époque almohade. Et on la comprend fort bien. Tous les souverains ne sont pas assez convaincus ou assez maladroits pour expulser leurs Morisques ou révoquer leur édit de

sont plus que suspectes. Les quelques mots où l'on détecte l'origine latine peuvent être venus du dehors. Il y a des mots français dont la racine est arabe, et pourtant la France n'a jamais été une colonie musulmane. Quant à l'interprétation de certains gestes ou symboles, comme celui de la croix, elle est sujette à caution. Sur ce dernier symbole, E. LAOUST, *L'habitation chez les transhumants du Maroc central*, dans *Hespéris*, t. XIV, 1932, pp. 148-150.

1. G. YVER, art. *Bougie*, dans *E. I.*, t. II, p. 785.

2. IBN HALDÛN, t. II, p. 51.

3. IBN HALDÛN, t. II, p. 47, nous dit en effet que dès le début de son règne, les habitants de Qastîliya reconnurent l'autorité hammâdide. Or, nous savons que Qastîliya était un centre chrétien, cf. *supra*, p. 111, n. 1. Il est bien possible que si les chrétiens de ces régions préféraient la domination des princes d'al-Qal'a, ce n'était pas sans raison.

Nantes. Ceux d'Afrique du Nord n'ont pas vu quel intérêt ils auraient à persécuter les communautés chrétiennes de leurs états et ils ne l'ont pas fait. Il faudra la grande voix d'Ibn Tûmart pour rappeler ses pieux disciples aux devoirs du fanatisme. Naturellement ces souverains ont été plus ou moins bienveillants. Question de nuances. Mais la tolérance a été assez continue et assez unanime pour que, au XI^e siècle, les chrétiens ne constituent pas au Maghreb des cas d'exception, mais comme on dirait aujourd'hui, de véritables « minorités » religieuses.

Et ces minorités n'ont pas survécu à la faveur de l'isolement, protégées par leur désert ou leur montagne. C'est dans les capitales mêmes de l'Islam nord-africain, dans toutes les capitales de l'Islam nord-africain, à Fès, à Tlemcen, à Tiaret, à al-Qal'a, à Bougie, à Tunis, à Kairouan, à Mahdiyya, dans des villes neuves le plus souvent, que nous les rencontrons. Faut-il croire au hasard ? Ou bien ces populations qui, avec le christianisme, conservaient une part de l'héritage de Rome, avaient-elles gardé aussi, à travers les générations, une autre part d'héritage, un atavisme urbain, qui les faisait plus aptes que les autres à la vie citadine ?

Au fond, il n'y a qu'une originalité dans la démarche d'al-Nâsir. C'est qu'il se soit adressé au pape. Mais à qui d'autre se serait-il adressé ? Il n'y avait probablement plus d'évêques sur le territoire hammâdite et Carthage était aux mains de ses adversaires, les Banû Hûrâsân. Peut-être aussi le renom de la papauté avait-il grandi depuis le milieu du XI^e siècle. On ne sait et peu importe qu'on adopte à cet égard telle ou telle explication. Un seul fait compte : la bienveillance d'al-Nâsir vis-à-vis des chrétiens. Mais éclairés par ce que nous savons maintenant du christianisme africain aux derniers siècles de son existence, cette bienveillance nous paraît normale et sa démarche envers Rome banale, épisodique, dépouillée d'étrangeté et de mystère.

* * *

S'il en a semblé autrement à Grégoire VII, la lettre V le prouve, c'est que la curie n'avait pas encore à cette époque l'habitude de relations diplomatiques avec les princes maghrébins ; c'est aussi parce que le pape avait diverses raisons, et particulièrement au début de 1076 de donner à l'initiative d'al-Nâsir une portée qu'elle n'avait pas.

Ce n'est qu'à l'époque toute contemporaine que l'Europe s'est aperçue de la solidité de la religion islamique. Les hommes d'Église que le petit nombre des conversions a plus déçu que découragés gardent sans doute à présent comme autrefois, suivant la formule du cardinal Lavigerie dans son testament spirituel « l'indicible espérance de voir la portion de ce grand continent [africain] qui a connu autrefois la religion chrétienne, revenir pleinement à la lumière ». C'est tout naturel. Un chrétien ne saurait admettre qu'il y eut un peuple à qui manquât à jamais la grâce de Dieu. Mais si généralement on convient aujourd'hui que l'on connaît mieux la mentalité indigène, que la religion musulmane y a poussé des racines trop profondes pour qu'on puisse songer à les en arracher, l'idée est récente et n'apparaît, semble-t-il, qu'à la suite de l'expérience coloniale qu'a donnée à la France l'expédition d'Alger. Jusque-là on a cru, et depuis le moyen âge, à la possibilité d'une conversion massive du Maghreb. On lira dans le livre de M. Robert Brunschwig, dont j'ai déjà parlé, les espérances fondées aux XIII^e et XIV^e siècles sur quelques conversions individuelles plus ou moins sincères. N'est-ce point l'espoir d'amener al-Mustansir à la foi qui semble avoir décidé saint Louis à détourner sa croisade vers Tunis ? Les missions des Trinitaires, des Franciscains, des Dominicains en Afrique du Nord à partir du XIII^e siècle, ne témoignent-elles pas dans une certaine mesure du même état d'esprit ? La politique d'expansion chrétienne à laquelle Grégoire VII était si naturellement porté trouvait évidemment dans la démarche d'al-Nâsir une occasion d'espérance. D'où le ton de la lettre, si paternel, si conciliant, si cordial. D'où sans doute aussi l'envoi de la mission qui pouvait sans heurter les susceptibilités du prince, l'aider à poursuivre dans la voie où Rome pouvait le croire engagé¹.

1. Il semble que ce soit au milieu du XI^e siècle qu'apparaisse, dans le monde chrétien cette indéfectible confiance dans la renaissance de l'église d'Afrique. Léon IX, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 729, affirmait déjà la prééminence éternelle de Carthage, « soit qu'elle gise déserte, soit qu'elle ressuscite glorieuse ». Dans la lettre II, Grégoire VII rappelle à Cyriacus les paroles du Psalmiste (*Ps.* 44, 20-25). « Réveille-toi, pourquoi dors-tu Seigneur ? Réveille-toi, ne nous repousse pas à jamais. Pourquoi caches-tu ta face ? Pourquoi oublies-tu notre misère et notre oppression ? » N'avait-on pas, dès l'époque de Roger II, l'exemple de Georges d'Antioche, ce musulman de Syrie passé d'abord au service des Zirides, puis converti et devenu émir des émirs du royaume de Sicile, bâtisseur d'églises, à qui l'on doit la Martorana de Palerme (Sainte-Marie de l'Amiral) et même fondateur de monastères ? Cf. H. Grégoire, *Diplômes de Mazara (Sicile)*, dans *Annuaire de l'Inst. de Philol. et d'Hist. orient.* pour 1932-33, pp. 79-107, et particulière-

Peut-être cependant est-il bon de ne pas s'arrêter à cette seule explication. Dans le monde médiéval, questions religieuses et questions politiques se pénètrent mutuellement au point qu'il est parfois difficile de les différencier les unes des autres. La politique religieuse de Grégoire VII est au moins, quoi qu'on ait dit, aussi politique que religieuse et je crois, pour ma part, que le pape, dans sa lettre à al-Nâsir, pensait sans doute aux possibilités de « dilater l'Église », mais qu'il obéissait aussi à des préoccupations d'un tout autre ordre. Pour les comprendre il convient de rappeler brièvement quel était l'état des choses au Maghreb oriental vers le milieu du XI^e siècle¹.

L'hostilité endémique des Africains contre les califes 'abbâsides avait abouti, en 910, au remplacement des Aglabides, fidèles à Bagdad par 'Ubayd Allâh qui devait être le fondateur d'une dynastie nouvelle, celle des Fâtimides. Ceux-ci dirigèrent très vite leurs ambitions vers l'Égypte et, en 969, l'un d'eux, al-Mu'izz entra au Caire où il s'installait quatre ans plus tard. En quittant l'Afrique il en avait laissé le gouvernement au chef de la tribu des Banû Ziri, Buluggin, qui s'établit à Kairouan et donna naissance

ment, pp. 80-96. — Sur les conversions de Musulmans nord-africains au christianisme durant le moyen âge, R. BRUNSCHVIG, *La Berbérie orientale*, t. I, pp. 458-469 et pp. 55-57 (Croisade de saint Louis). Ces conversions, plus ou moins sensationnelles, n'ont jamais manqué. Voir, par exemple, pour les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, P. COSTE, *Un prince tunisien converti*, dans *Revue d'Hist. des Missions*, 1934, pp. 481-493 et H. DE CASTRIES, *Trois princes marocains convertis au christianisme*, dans *Mémorial H. Basset*, t. I, pp. 141-158. — Sur les débuts de l'église de Marrakech, P. DE CENIVAL, *L'Église chrétienne de Marrakech au XIII^e siècle*, dans *Hespéris*, t. VII, 1927, pp. 69-84. On suivra l'effort des missions franciscaines avec le R. P. KÖHLER, *L'Église chrétienne du Maroc et la mission franciscaine (1221-1790)*. Également G. GOYAU, *Le christianisme sur les côtes barbaresques jusqu'au XIX^e siècle*, dans *Revue d'Hist. des Missions*, 1930, pp. 8-40. — L. VEUILLLOT, qui visita l'Algérie de février à août 1841, publia à son retour en France un livre intitulé *Les Français en Algérie* (1844), qui donne une idée particulièrement curieuse des espoirs que la conquête avait fait naître dans les milieux catholiques. Sur les conflits que ces idées provoquèrent avec le gouvernement civil, cf. G. GOYAU, *Le Cardinal Lavigerie*, où l'on trouvera, pp. 265-268, le testament spirituel du Cardinal. — Sur le point de vue actuel des milieux catholiques, L. JURQUET DE LA SALLE, *La question berbère, la France et le Catholicisme*, dans *Revue d'Hist. des Missions*, 1927, pp. 321-333. — Ces quelques indications bibliographiques permettront de retracer dans ses grandes lignes l'histoire de l'idée de propagande chrétienne dans les pays nord-africains. Cette idée s'est maintenue depuis le moyen âge, diverse dans les apparences, mais dans le fond absolument identique à elle-même.

1. On consultera Ch.-A. JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord*, ch. XII, §§ III et IV, pp. 355 et ss. et à la bibliographie qu'il indique, on ajoutera : E. ALBERTINI, G. MARÇAIS, G. YVEN, *L'Afrique du Nord française dans l'Histoire*, pp. 157 et ss. L'ouvrage capital demeure celui de G. MARÇAIS, *Les Arabes en Berbérie du XI^e au XIV^e siècle*, 1913.

à une dynastie de gouverneurs, les Zirides rattachés par un lien plus théorique que réel au souverain du Caire.

Suivant l'expression de M. G. Marçais, les Šanhâja, auxquels appartenaient les Zirides, « avaient pour mission traditionnelle de s'opposer à la poussée des Zenâta, répartis dans tous les pays de l'ouest » qui, eux, s'appuyaient sur les califes de Cordoue¹. Cette mission ils la poursuivirent sous les règnes de Buluggin (973-984), d'al-Manšûr (984-995) et de Bâdis (995-1016). Mais dans la lutte ce dernier dut faire appel à son oncle Hammâd qui en profita pour se tailler une principauté indépendante dont la capitale fut al-Qal'a. Dès lors le Maghreb oriental se trouva partagé entre deux dynasties, Zirides et Hammâdides dont la rivalité systématique emplît toute son histoire même après qu'en 1017 les Zirides se fussent résignés à reconnaître les Hammâdides. Quand les Zirides, d'abord fidèles aux Fâtimides firent appel à ceux-ci, les Hammâdides s'appuyèrent sur leurs adversaires 'abbâsides, mais lorsque le Ziride al-Mu'izz ben Bâdis, désireux de sortir de la vassalité du Caire eut fait invoquer le nom des 'Abbâsides à la prière — ce qui déterminait les califes fâtimides à jeter les Banû Hilâl sur le Maghreb — les Hammâdides changèrent de camp. Tandis que les Zirides s'opposaient de leurs faibles forces aux pillards hilâliens, les Hammâdides, bien imprudemment d'ailleurs, les appuyèrent. Comme le constate Ibn Haldûn : « Quand al-Mu'izz ben Bâdis répudia l'autorité des Fâtimides, al-Kâ'id [ben Hammâd (1028-1054/55)] reconnut de nouveau la souveraineté de cette dynastie »². Sous les règnes de Buluggin ben Moḥammad (1056/7-1062), d'al-Nâsir (1062-1088-89) et de son fils al-Manšûr, (1088/9-1104/5) le royaume hammâdide continua de faire bonne figure malgré la pression des Hilâliens, alors que le royaume ziride se morcelait. En 1057 al-Mu'izz avait dû abandonner Kairouan pour Mahdiya et, peu après, en 1059, Sfax, Sousse et Gabès se séparaient du royaume ziride tandis que Tunis se soumettait à al-Nâsir³. Celui-ci lui donna pour gouverneur 'Abd al-Ḥaqq ibn Ḥurâsân qui ne tarda pas à prendre des allures d'indépendance et fonda bientôt une dynastie locale⁴. Mais à la mort d'al-Mu'izz (1062), son fils Tamim entreprit de reconstituer l'empire ziride.

1. G. MARÇAIS, dans *Histoire du Moyen Age*, t. III, p. 589.

2. IBN HALDÛN, t. II, p. 46.

3. IBN HALDÛN, t. II, pp. 22 et 29.

4. IBN HALDÛN, t. II, p. 22 ; IBN IDÂRI, p. 474.

Dès lors la situation déjà complexe se compliqua. Tamīm soumit Sousse, Sfax et Tunis, tandis qu'al-Nāṣir était occupé vers l'ouest de son royaume¹. Pourtant le conflit ne cessa pas entre Hammâdides et Zirides. Al-Nāṣir intriguait avec le caïd de Kairouan qui finit par se réfugier auprès de lui et ne rentra en possession de la ville qu'en 1077/8 et continuait, sous l'influence des Banû Hilâl, aux dires d'Ibn Ḥaldūn « à faire des incursions dans l'Ifrīqiya et même à prendre des villes ». Les hostilités devaient durer jusqu'à ce qu'en « l'an 470-1077/8 al-Nāṣir fit la paix avec son adversaire et lui donnât sa fille en mariage »².

C'est-à-dire que de 1062, date qui marque à la fois l'avènement d'al-Nāṣir et celui de Tamīm, jusqu'à 1077/8, la guerre est l'état de choses normal entre les deux états hammâdide et ziride, et vers 1075 on voit les Hammâdides s'appuyer sur les caïds de Kairouan et de Sfax vassaux des Zirides révoltés contre leurs maîtres tandis que de leur côté les Zirides s'appuyaient sur les Banû Ḥurāsān, vassaux révoltés des Hammâdides.

Or cet état de choses, que Grégoire VII connaissait à coup sûr dans ses grandes lignes par Servandus, ne pouvait pas le laisser indifférent³. Je voudrais essayer de montrer pourquoi.

Entre le mois de décembre 1053 où le pape Léon IX écrivait aux évêques Thomas, Pierre et Jean et l'année 1073, nous ne savons rien de l'église de Carthage. Mais peu de temps après son avènement (22 avril 1073) le même jour, le 15 septembre 1073, de Capoue, Grégoire VII écrivait deux lettres, l'une au clergé et au peuple chrétien de Carthage (lettre I) et l'autre à l'évêque Cyriacus (lettre II).

La lettre I éclaire d'un jour assez étrange la mentalité de la communauté de Carthage à cette époque. C'est un long document nettement divisé en deux parties : la première n'est qu'une suite de citations du nouveau Testament commentées — une douzaine, principalement empruntées à saint Paul — et destinées à rappeler aux chrétiens ce que le Christ a fait pour eux et ce qu'il attend

1. IBN ḤALDŪN, t. II, pp. 47-51 ; IBN AL-ATIR, pp. 475 et ss. — 'Abd al-Ḥaqq, ayant abandonné les Hammâdides pour les Zirides, devait régner jusqu'en 1095. IBN ḤALDŪN, t. II, pp. 29-30 et IBN 'IDĀRĪ, p. 446.

2. IBN ḤALDŪN, t. II, pp. 22-23 ; IBN 'IDĀRĪ, pp. 44 et ss. ; IBN AL-ATIR, p. 439, selon qui la paix serait du 24 juillet 1077.

3. Il me paraît évident que Servandus ait informé le pape de l'état politique de l'Afrique, d'où il venait.

d'eux en compensation. L'obéissance est une des vertus qu'il réclame et si l'Apôtre a conseillé la soumission aux autorités laïques, à plus forte raison est-elle nécessaire à l'égard des autorités spirituelles¹ ; la seconde partie nous rapporte les faits qui justifient la première. « Il est venu en effet à nos oreilles, écrit le pape, que certains d'entre vous agissant irrégulièrement, dans la loi du Christ contre le Christ, auraient accusé devant les Sarrasins notre vénérable frère Cyriacus, votre archevêque et chef, et mieux encore votre Christ et qu'ils l'auraient diffamé de telle sorte qu'on l'a mêlé aux voleurs et condamné aux verges. » Pour finir, Grégoire VII tenant compte que, de loin, il ne peut se faire une idée précise de l'affaire et que les voyages sont trop longs et trop périlleux pour demander aux coupables de venir s'expliquer, ouvre aux Carthaginois les « entrailles de la miséricorde », mais il les prévient qu'ils aient à se mieux conduire désormais sous peine d'anathème.

La lettre II est adressée à Cyriacus. C'est une épître de consolation destinée à reconforter l'évêque des épreuves qu'il a subies *a paganis et a pseudofiliis ecclesiarum*. Le pape l'encourage dans le double combat qu'il doit mener pour échapper aux embûches dissimulées par les chrétiens et à la persécution des Sarrasins « cette nation mauvaise et perverse ». Il le félicite d'avoir préféré lors de l'audience royale subir les supplices plutôt que « *præcipiente rege contra sanctos canones ordinationes celebrari* » et il termine par une série de consolations spirituelles.

Ces deux lettres nous montrent sur le vif ces chrétientés à demi islamisées de l'Afrique médiévale. Il est intéressant de noter que les chrétiens en différend avec leur évêque pensent tout naturellement à s'adresser à l'arbitrage du souverain musulman, qui d'ailleurs ne se désintéresse pas de l'affaire puisqu'il fait comparaître Cyriacus devant lui. Ces lettres nous font voir aussi un Grégoire VII quelque peu mouvant dans ses opinions sur l'Islam, ou tout au moins sur les musulmans. On n'attendrait guère de l'auteur de la lettre II l'épître adressée moins de trois ans plus tard à al-Nâsir. Mais leur intérêt essentiel c'est de nous faire connaître, bien que très sommairement, la crise qui au début de l'année 1073 agita l'église de Carthage. La communauté est divisée au sujet des ordinations que certains chrétiens réclament et auxquelles l'évêque refuse de procéder parce qu'elles ne sont pas conformes aux pres-

1. *Romains*, 13, 1 et ss.

criptions canoniques. Devant le souverain, à savoir 'Abd al-Haqq ibn Hurâsân, l'évêque a maintenu son refus en dépit de l'insistance du prince qui l'a fait finalement emprisonner et fouetter. Tels sont les faits rapportés par les deux documents qui malheureusement ne nous disent point de quelles ordinations il s'agit et de ce fait rendent difficile l'interprétation de l'affaire¹.

C'est à une autre lettre de Grégoire VII (lettre III) écrite près de trois ans plus tard, en juin 1076, au même Cyriacus qu'il faut demander la solution du problème. Voici la traduction de cette lettre :

Grégoire évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à Cyriacus, son frère chéri dans le Christ, archevêque de Carthage, salut et bénédiction apostolique.

Il est venu à mes oreilles que l'Afrique, qu'on dit être une des parties du monde et qui, autrefois, lorsque le christianisme y florissait, avait un très grand nombre d'évêques pour la diriger, est aujourd'hui si atteinte qu'elle n'a plus les trois évêques nécessaires à une ordination épiscopale. Considérant donc l'extrême péril qui en l'occurrence menace la religion chrétienne et compatissant de tout cœur au dur labeur de ceux qui sont si peu nombreux à peiner dans un aussi grand champ, nous avons résolu que vous, c'est-à-dire toi et celui à qui nous avons récemment imposé les mains, vous choisissiez suivant les constitutions des Saints Pères quelqu'un que vous nous enverrez avec des lettres à l'appui et que, s'il plaît à Dieu, nous ordonnerons et vous renverrons pour le besoin des églises. Ainsi vous pourrez pourvoir aux ordinations épiscopales suivant les prescriptions des Saints Canons, le peuple chrétien se réjouira chaque jour et multipliera sous la direction pastorale et le labeur surhumain qui vous écrase sera plus léger parce que vous serez nécessairement unis pour l'accomplir. Donnée à Rome, au mois de juin. Indiction XIII.

Soulignons d'abord que ce texte qui nous apprend qu'à la veille de l'ordination de Servandus il ne restait en tout et pour tout qu'un seul évêque en Afrique du Nord, celui de Carthage, confirme pleinement l'existence de communautés dépourvues d'évêques. De toute évidence en effet le pape ne songerait pas à procéder à de nouvelles consécration épiscopales si le besoin de nouveaux pasteurs ne se faisait pas sentir pour certaines chrétientés. Mais retenons surtout que vraisemblablement par Servandus, le pape a été éclairé sur l'affaire de Carthage de 1073 dans laquelle, ainsi que le prouve la lettre I il avait évité de s'engager à fond et du

1. HOLME, *op. cit.*, p. 234 ; DELARC, *op. cit.*, t. III, p. 50.

même coup il nous éclaire nous-mêmes. Ce qu'a refusé Cyriacus c'est d'ordonner à lui seul un nouvel évêque. Lequel ?

Il n'est pas difficile de le deviner si l'on remarque d'une part, que l'affaire intéresse le prince de Tunis et d'autre part, qu'au contexte du chapitre d'Ibn Haldûn sur les Banû Hurâsân il apparaît avec netteté que cette dynastie n'a jamais régné que sur Tunis et le plat pays environnant¹. Si l'on ne veut pas supposer, ce qui serait absurde, qu'Abd al-Haqq s'est employé à arbitrer une affaire de cette sorte qui ne concernât pas son propre état, il faut accepter que le différend de 1073 portait sur la nomination d'un évêque à Tunis et dès lors il devient parfaitement intelligible.

Tunis qui sera à la fin du moyen âge « la capitale incontestée de la Berbérie orientale » n'a longtemps été qu'une petite ville médiocre et n'a pris son essor qu'avec la dynastie de Banû Hurâsân². Cet essor il coïncide avec la mort de Carthage. Ibn Hawqal, au x^e siècle, en parle encore comme d'une ville où le commerce se maintient puisqu'elle exporte du coton vers Kairouan. Al-Bakrî, au xi^e, nous dit que le port n'est plus qu'un marécage mais que les ruines de Carthage sont « couvertes de beaux villages riches et bien peuplés ». Al-Idrîsî, moins d'un siècle plus tard, parle du territoire qui produisait jadis fruits, coton et chanvre et ajoute : « Carthage est maintenant ruinée. » L'aqueduc a cessé d'être entretenu. Une modeste portion de la ville entourée d'un mur de terre et occupée par des éléments arabes, les Banû Ziyâd, demeure seule habitée³. Si l'on se rappelle qu'au témoignage du même Idrîsî Tunis fut peuplée en partie par les habitants des villes voisines⁴, on est bien tenté de conclure que la croissance de Tunis n'est pas étrangère à l'accentuation de la décadence de Carthage. Or comment cela n'aurait-il pas eu d'incidences religieuses ? Était-il possible que se maintint sans difficultés à Carthage un évêque dont les fidèles avaient fui, alors que la communauté nouvelle qu'ils avaient constituée vivait désormais sans pasteur ? Les historiens ont si bien senti la crise que comportait en soi la proximité de Carthage et de Tunis qu'ils avaient inventé la fable de Gummi.

1. IBN HALDÛN, t. II, pp. 29 et ss.

2. R. BRUNSCHVIG, *La Berbérie orientale*, t. I, pp. 338 et ss. Du même, art. *Tunis*, dans *E. I.*, t. IV, pp. 881-888. — G. MARÇAIS, *Tunis et Kairouan*, pp. 73 et ss.

3. IBN HAWQAL, p. 178 ; AL-BAKRÎ, p. 95 ; AL-IDRÎSÎ, pp. 130 et ss. Les textes concernant Carthage sont groupés en appendice à A. AUDOLLENT, *Carthage romaine*, pp. 795 et ss.

4. AL-IDRÎSÎ, p. 130.

Comme on le voit les choses ont été tout autre. 'Abd al-Haqq indifférent à ce que les chrétiens de Tunis aient ou non un évêque était, Holme l'a bien vu, hostile en principe, comme sont tous les gouvernements à ceux qui troublent l'ordre public. Il a jugé comme Ponce Pilate. Puisque ces chrétiens voulaient un évêque il ne pouvait admettre que Cyriacus s'y opposât pour des raisons qui ne pouvaient que lui apparaître futiles. Il l'a traité comme son entêtement lui semblait le mériter. Pourtant, de son côté Cyriacus pouvait-il abandonner Carthage, renoncer à la longue tradition des siècles ? Or nommer un évêque à Tunis ce n'était pas seulement passer outre aux dispositions canoniques, c'était placer à côté de soi l'inévitable rival, celui qui ne pouvait manquer de contester un jour, comme l'avait fait vingt ans auparavant l'évêque de Gummi et pour les mêmes raisons, une primauté qui remontait aux débuts de l'église d'Afrique ? Cyriacus réagit comme autrefois Thomas, il s'adressa à Rome. Les trois lettres de Grégoire VII témoignent de l'embarras du pape pris entre le bon sens et le bon droit. Il ne peut sans doute contester la position prise par Cyriacus qui est dans la ligne même de la doctrine romaine. L'adresse de la lettre I « au clergé et au peuple chrétiens de Carthage » montre bien qu'il appuie l'archevêque. La lettre II le confirme. Mais trois ans plus tard il se résoudra à la consécration de nouveaux évêques « *necessitate ecclesiarum* ». Aucun document ne nous renseigne sur l'épilogue de l'affaire¹.

On en retiendra toutefois que Grégoire VII et al-Nâsir se trouvaient également en opposition aux Banû Hurâsân, le premier parce qu'ils étaient les persécuteurs de l'archevêque de Carthage, le second parce qu'ils étaient des vassaux révoltés².

Ce n'était peut-être pas la seule raison qu'avaient de s'entendre le souverain pontife et le prince hammadide. On a noté plus haut l'hostilité qui de leur avènement jusqu'à l'année 1077/8 a dressé l'un contre l'autre al-Nâsir et Tamîm. Or pendant les premiers mois de l'année 1076 Grégoire VII aura, du fait du retournement

1. La solution actuelle consiste à faire résider à Tunis l'archevêque de Carthage.

2. Notons que l'hostilité des Hammadides contre les Banû Hurâsân ne désarma pas. Le petit-fils d'Abd al-Haqq (mort en 1095), Aḥmad, se rendit de plus en plus indépendant des Zirides. Ceux-ci l'obligèrent à se soumettre (1116-1117), mais quatre ans plus tard, le roi hammadide vint assiéger Tunis et contraignit Aḥmad à accepter sa souveraineté. En 1128, celui-ci fut finalement destitué, emprisonné et remplacé par un officier hammadide, qui se maintint vingt ans. Cf. G. YVER, art. *Banû Khorāsân*, dans *S. I.*, t. II, p. 1024.

provisoire de sa politique sicilienne le plus grand intérêt à ce que se prolonge entre les deux princes musulmans, une guerre, dont l'un des résultats, au moins, était d'affaiblir la puissance d'action des Zirides en Sicile.

La conquête de la Sicile avait été commencée en 827 par les Aglabides. Elle était à peu près achevée lorsque les Fâtimides leur succédèrent en 910 et la prise de Taormina en 962 chassa de l'île les dernières forces chrétiennes. Malgré quelques places prises temporairement par les chrétiens l'île était en gros demeurée musulmane pour plus d'un siècle. Mais en 1060 Robert Guiscard lançait à l'assaut de la Sicile les troupes normandes commandées par son frère Roger et bientôt le nord de l'île fut en grande partie conquis. La prise de Messine en 1061, celle de Palerme en 1072 marquèrent les étapes essentielles de cette reconquête¹.

En face de ces événements l'attitude des Africains fut assez diverse. Les musulmans de Sicile s'étaient comportés de façon très indépendante vis-à-vis des Zirides dès avant la rupture de ceux-ci avec Le Caire. Les difficultés rencontrées par al-Mu'izz et par Tamim en Afrique au lendemain de l'invasion hilâlienne ne pouvaient que les encourager à secouer tout à fait la tutelle ziride. Al-Mu'izz essaya vainement de les maintenir sous son autorité. Les troupes qu'il envoya durent réembarquer. Les différents caïds se constituèrent des principautés indépendantes en Sicile comme en Afrique. 'Abd Allâh Ibn Mankût régna à Trapani et à Mazzara, 'Ali ibn Ni'ma, dit Ibn al-Hawwâs à Girgenti et à Castrogiovanni, Ibn al-Tumna à Syracuse et à Catane². Ibn al-Tumna ne tarda pas à entrer en conflit avec Ibn al-Hawwâs mais défait il fit appel aux Francs de l'Italie du Sud³. L'intervention normande détermina la rentrée en scène des Africains. Au témoignage d'Ibn al-A'tir «un groupe de musulmans» fit en effet immédiatement appel au Ziride al-Mu'izz qui trouvait là une occasion trop belle pour n'en pas profiter. Il envoya une flotte qui fut d'ailleurs prise dans la

1. Sources essentielles Geoffroi Malaterra. *De rebus gestis Rogerii Calabriae et Siciliae comitis*, dans MURATORI, *Rerum Italicarum Scriptores*, t. V; AIMÉ du mont Cassin, *Ystoire de li Normant*, éd. Champollion-Figeac, 1835. — Du côté normand, on consultera principalement W. COHN, *Das Zeitalter der Normannen in Sizilien* et surtout F. CHALANDON, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, t. I. — Du côté musulman, M. AMARI, *Storia dei Musulmani di Sicilia*, 2^e éd., t. II et III¹.

2. M. AMARI, *op. cit.*, t. II, pp. 613 et ss.

3. IBN AL-A'tir, pp. 498-504; IBN ABI DÎNÂR, p. 149; F. CHALANDON, *op. cit.*, t. I, pp. 191 et ss.

tempête et dispersée¹. En tout cas la tentative ziride avait suivi de près l'action du comte Roger puisqu'al-Mu'izz mourut dès 1062. Son fils Tamīm continua la même politique d'appui aux musulmans de Sicile et d'autant plus facilement qu'il l'emportait en Afrique sur ses vassaux révoltés. Vers 1063 il envoya en Sicile ses deux fils, Ayyûb et 'Ali. Ayyûb s'appuya sur Ibn al-Hawwâs et, après l'assassinat de ce dernier, le remplaça à Girgenti. Mais de nouveaux conflits ayant surgi entre les gens de Girgenti et les Africains les deux frères regagnèrent l'Afrique². Ibn al-Aṭīr ajoute bien à tort que dès lors les Francs ne rencontrèrent plus aucun obstacle en Sicile puisque la conquête ne fut terminée qu'en 1091. Notons d'ailleurs que l'intervention africaine ne s'arrêta pas après l'échec de 1068. En 1071 les Africains envoyèrent une flotte de secours qui parvint à pénétrer dans Palerme assiégée par Guiscard³. Les 28 et 29 juin 1074 une flotte ziride pillait Nicotera. En 1075 une autre assiégea Mazzara⁴. Mais cette opération marqua la fin des expéditions africaines. Lorsque la flotte de Tamīm parut en 1078 ou 1079 devant Taormina elle fit savoir aux Normands qu'elle n'avait pas d'intentions hostiles⁵.

1. IBN AL-AṬĪR, p. 502.

2. IBN AL-AṬĪR, p. 503; CHALANDON, *op. cit.*, t. I, pp. 204-205. — Le remplacement d'Ibn al-Hawwâs par Ayyûb doit être de peu antérieur à 1068. Le rembarquement serait, selon Ibn al-Aṭīr, du 30 octobre 1068. — Sur l'intervention des Musulmans d'Afrique, voir également MALATERRA, II, 32 et la *Chronique de Robert Viscart*, éd. Champollion-Figeac, I, 14, p. 280, qui nous apprend que, dès le lendemain de la prise de Messine, il y avait « moult Affricain » parmi les forces qui, à Castrogiovanni, s'opposèrent aux Normands. Allusion encore à la présence d'Africains, vers 1062, *ibid.*, I, 17, pp. 286-287.

3. AIMÉ, VI, 16 et ss.

4. Sur l'intervention musulmane à Nicotera, MALATERRA, III, 8, qui précise : *Saraceni, de familia regis Temini*. — Sur l'intervention à Mazzara, *id.*, III, 9. Le contexte indique qu'il s'agit d'une intervention de même origine. La *Chronique de Robert Viscart*, I, 26, p. 298, ajoute que dès 1073 « vint un exercit per mar de Affrica en terre de Otrente et Calabre ». Les combats furent parfois rudes. D'après la même source : *Li vieil home occicent et li jovène rendoient pour argent ; et aucun n'emportoient en Affrica à lo roy. El le secont an [1075] vindrent à Mazaire, après de Trapane o grant navie, et entrèrent en lo port par force et desrobèrent la cité...* Toutefois, les Africains durent fuir devant les Normands. LUPUS PROTOSPARIUS, *Chronique*, dans *P. L.*, t. CLV, col. 138, reporte l'affaire à 1076. Je crois, comme AMARI, *op. cit.*, t. III¹, p. 153, n. 1, suspecte la tradition sur laquelle il s'appuie. AIMÉ résume, V, 33 : *que non furent soul li Syccilien, mès furent autresi de Arabe et de Affrica*. — Sur l'ensemble de ces questions : AMARI, *op. cit.*, t. III¹, p. 153; CHALANDON, *op. cit.*, t. I, pp. 331-332.

5. MALATERRA, III, 17; AMARI, *op. cit.*, t. III¹, p. 160. Il est difficile de déterminer les raisons qui ont amené la fin de ces interventions. Faut-il penser que les traités invoqués par Roger pour refuser, en 1086, sa participation à l'expédition contre Mahdiya, MALATERRA, IV, 3, auraient été conclus dès avant 1079 ? C'est possible, non certain.

Il est très difficile, à travers nos textes fragmentaires et d'une chronologie assez peu certaine dans le détail, de nous faire une idée très claire de l'intervention africaine en Sicile. Mais ce qui est assuré, c'est cette intervention et nous voyons que dans les années qui ont précédé 1076 les Zirides n'ont cessé de prêter assistance à leurs coreligionnaires de Sicile contre leurs adversaires normands. Or cette assistance qui obligeait nécessairement les Francs à un plus grand effort ne pouvait plus être agréable à la papauté en 1076 comme dans les années précédentes du fait du renversement temporaire de sa politique normande.

Depuis Léon IX la papauté était placée entre le danger normand et le danger germanique. Suivant que l'un ou l'autre apparaissait plus menaçant elle se brouillait ou se réconciliait tantôt avec Guiscard, tantôt avec les seigneurs qui s'opposaient à lui¹. Au lendemain même de son élection, Grégoire VII rompit avec Guiscard à l'entrevue de Bénévent (août 1073) et au mois de mars 1074, le pape fort de l'alliance de Richard de Capoue se risquait à excommunier Robert. Mais la politique d'Henri IV en Italie, qui provoqua au cours de l'année 1075 la réconciliation des princes normands, allait du même coup obliger Grégoire VII à modifier son attitude vis-à-vis d'eux. Il est difficile de dire si la papauté fut à l'origine de la réconciliation² mais, au lendemain de la diète de Worms (24 janvier 1076), au cours de laquelle il fut déposé, Grégoire VII conscient du péril chercha à unir autour de lui les princes de l'Italie du Sud. Nous voyons cette politique se développer grâce à deux

1. Sur les rapports de la papauté et des Normands, CHALANDON, *op. cit.*, t. I, ch. IV, VI, IX et X, ce dernier intitulé *Robert Guiscard et Grégoire VII* (1073-1080), pp. 226-257. Du point de vue pontifical, A. FLICHE, *La Réforme grégorienne et la reconquête chrétienne* (1057-1123), dans A. FLICHE et V. MARTIN, *Histoire de l'église*, t. VIII.

2. CHALANDON, *op. cit.*, t. I, pp. 242-243. — Au témoignage d'Aimé, VII, 29, c'est aux efforts d'Henri IV pour s'assurer l'appui de Guiscard qu'il faudrait attribuer la réconciliation de celui-ci avec Richard de Capoue. Mais, la part prise par Didier du Mont Cassin aux négociations, laisse penser à Chalandon que ce dernier fut en l'occurrence l'agent de Grégoire VII. Fliche pense, au contraire, *La Réforme grégorienne*, t. II, p. 278, n. 3, que si Didier, étant donné l'intérêt de son monastère, était favorable à l'alliance normande, Grégoire VII ne s'y résigna qu'au printemps de 1076. — Sur la politique normande de Didier et ses rapports avec les Normands, A. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. III, *L'opposition antigégorienne*, pp. 195-214; F. HIRSCH, *Desiderius von Monte Cassino als Papst Victor III*, dans *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. VII, 1867, pp. 1 à 112, principalement pp. 59 et ss. — Également PALMAROCCHI, *L'Abbazia di Montecassino e la conquista normanna*, 1913; WOLLENBORG, *L'Abbate Desiderio de Montecassino e li Normanni*, 1934, et *Il papato e la formazione dello stato normanno*, 1937. — Je n'ai pu consulter ces deux derniers ouvrages.

textes. Le premier est une lettre de Grégoire VII à l'archevêque Arnould d'Acerenza du 14 mars 1076¹. Le pape s'y exprime ainsi :

Ta fraternité aura appris que le comte Roger, frère du duc Robert, a demandé l'absolution et la bénédiction du siège apostolique dont il désire être appelé et être réellement le fils. C'est pourquoi en vertu de notre fonction pastorale nous t'imposons le poids de cette tâche, ou plutôt, au nom du bienheureux Pierre, nous te prescrivons d'aller le trouver sans plus attendre et, en t'appuyant sur l'autorité de notre ordre, de l'absoudre de tous ses péchés, si, comme il l'a promis, il est décidé à nous obéir et à faire pénitence comme doit le faire un chrétien ; tu absoudras de même pleinement ses chevaliers qui vont avec lui combattre les païens, pourvu, toutefois, qu'ils fassent pénitence.

Et le pape priait ensuite l'archevêque de faire savoir à Roger que pourvu qu'il en manifestât l'intention et fit preuve des dispositions nécessaires, son frère Robert se verrait pareillement accueilli parmi les brebis divines. Une seconde lettre non datée mais un peu plus tardive (avril 1076 ?) adressée au chevalier Wifred de Milan² précise encore les choses :

Sache que les Normands sont en négociations avec nous pour avoir la paix, qu'ils l'auraient faite déjà avec grand plaisir et qu'ils auraient donné humblement satisfaction au bienheureux Pierre qu'ils désirent avoir comme seul maître et chef après Dieu si nous étions passé par quelques-unes de leurs volontés. Mais Dieu aidant nous espérons arriver bientôt à mener l'affaire, non pas au détriment, mais au bénéfice de l'Eglise romaine et à les ramener de façon nette et solide à la fidélité vis-à-vis du bienheureux Pierre.

Les espoirs de Grégoire VII furent déçus. Pour des raisons que nous ignorons, à une date que nous ignorons également de façon précise mais antérieure à l'automne de 1076 les négociations étaient rompues et la querelle reprenait entre le pape et les Normands. Robert Guiscard et Richard de Capoue commencèrent par s'entendre pour assiéger en juin 1076 Gisolf, allié du pape dans sa ville de Salerne et bientôt s'emparèrent même de territoires pontificaux³.

1. CASPAR, *op. cit.*, III, 11, pp. 271-272.

2. CASPAR, *op. cit.*, III, 15, pp. 276-277.

3. CHALANDON, *op. cit.*, t. I, pp. 244-245 ; DELARC, *op. cit.*, t. III, pp. 212 et ss. Le siège de Salerne est fixé certainement à tort, en mai 1075, par les *Annales de Benevent*, dans *M. G. H. ss.*, t. III, p. 181. J'accepte la date de juin 1076, donnée par Aimé, VIII, 13. On ne saurait toutefois en conclure que la rupture entre le pape et les Normands fut déjà consommée à cette date.

Dans une lettre du 31 octobre 1076¹, Grégoire VII mettait à peu près sur le même pied Henri IV et les Normands. Il faudra attendre quatre ans encore pour voir se sceller une alliance que semblait appeler la nature des choses.

Rapprochons maintenant les faits et les dates qu'on vient de tenter de mettre en lumière. Al-Nâsir est engagé dans une guerre contre les Zirides qui se déroule depuis son avènement et qui durera jusqu'en 1077. Les Zirides ne cessent d'appuyer les Musulmans de Sicile contre l'envahisseur normand jusqu'en 1078 ou 79. Or pendant les premiers mois de l'année 1076 Grégoire VII négocie avec les Normands et avec al-Nâsir. Son intérêt à l'alliance normande ne pouvait que le rendre hostile aux Zirides qui en affaiblissaient la portée. Une fois encore Grégoire VII et le prince hammadide se retrouvaient avec des intérêts convergents en face du même adversaire.

On pourrait dire que c'est prêter aux Zirides une part excessive dans les préoccupations pontificales si des faits de dix ans plus tardifs n'y autorisaient pleinement. Un texte de Pierre Diacre² nous apprend en effet que le successeur de Grégoire VII, Victor III, avait le plus grand désir de mettre fin à « l'infidélité » de l'Afrique, qu'il réunit à cet effet un concile d'évêques et de cardinaux et fit appel à tous les peuples chrétiens d'Italie pour aller combattre les Sarrasins sous la bannière du Saint-Siège. L'expédition qu'il parvint à organiser s'empara en 1087 de Mahdya. Si l'on se rappelle que Victor III élu en mai 1086 n'accepta la tiare qu'en mai 1087 on conviendra que la question d'Afrique lui apparaissait d'une certaine urgence³. Or Victor III n'est autre que l'abbé du Mont Cassin, Didier, qui ne cessa de préconiser l'alliance normande et qui fut précisément en 1076 l'intermédiaire entre la papauté et les Nor-

1. CASPAR, *op. cit.*, IV, 7, p. 305.

2. Pierre DIACRE, *Chron. Casin.*, dans *P. L.*, t. CLXXIII, col. 808. Sur cette expédition, voir également BERNHOLD, *Chron.*, année 1088, dans *M. G. H. ss.*, t. V, p. 447; *P. L.*, t. CXLVIII, col. 1397; *Annales Pisani*, année 1088, dans *M. G. H. ss.*, t. XIX, p. 239, dans MURATORI, *R. I. S.*, t. VI, p. 6-7; *Annales Cavenses*, année 1087, dans *M. G. H. ss.*, t. III; *Annales de Benevent*, année 1089, *id.*, p. 182. — *Annales Casinenses*, année 1087, éd. t. XIX, pp. 306-307; Malaterra, IV, 3, dans MURATORI, *R. I. S.*, t. V¹, p. 86-87, indique que la ville fut offerte au comte Roger par les légats des coalisés, mais que celui-ci refusa de créer un dommage au roi Tamim. Il préférerait évidemment laisser les Pisans et les Gênois tirer les marrons du feu. Que pouvait-il demander de mieux que la promesse imposée à Tamim de ne plus attaquer les pays chrétiens? — Sur la date de 1087, F. HIRSCH, *op. cit.*, p. 102, n. 1.

3. ERDMANN, *op. cit.*, p. 272; VILLEY, *op. cit.*, p. 61.

mands. Arrivé au pontificat il réalisait la politique dont il était depuis longtemps le promoteur. Si Roger refusait alors de suivre les peuples chrétiens d'Italie c'est parce que la conquête de la Sicile n'était pas encore achevée, il avait mieux à faire, et qu'il était inutile qu'il allât combattre en Afrique alors que, sous l'inspiration intéressée de la papauté, les Pisans et leurs alliés se chargeaient d'une besogne dont il devait être en fin de compte le principal bénéficiaire et ouvraient les voies à une politique que Roger II n'oubliera pas.

* *

Comme on comprend mieux alors la lettre de Grégoire VII à al-Nâsir, sa bienveillance paternelle, la mission qu'elle annonce. Jusqu'au milieu du XI^e siècle les papes avaient dû borner leurs regards, résignés ou contraints, à un horizon plus ou moins étroit et qui parfois ne dépassait pas les murailles de Rome. Voici qu'avec les grands papes réformateurs cet horizon s'élargit. En même temps que les pays du Nord l'Afrique s'introduit dans le cadre de leur politique. Elle apparaît comme un terrain possible à la reconquête chrétienne et suivant qu'on en considère tel ou tel pion comme un élément favorable ou défavorable sur l'« échiquier international ». Au terme de cette étude, j'ai conscience d'avoir fait une large part, trop large diront certains, à la conjecture et à l'hypothèse. Parti de textes disparates, incohérents, difficilement compréhensibles quand on les considère dans leur dispersion, j'ai tenté de reconstituer un édifice possible et cela comporte d'inévitables erreurs. D'autres les rectifieront. Mais on pourra, je crois, retenir des pages qui précèdent deux idées essentielles :

La première c'est que le christianisme africain n'a pas disparu comme on a coutume de le dire, brutalement avec la conquête arabe. Si pour la plupart les Berbères ont abandonné rapidement et sans regrets tout ce que Rome leur avait apporté de méthodes intellectuelles et d'organisation sociale¹ un certain nombre d'entre eux sont demeurés fidèles, d'une fidélité appauvrie et médiocre, aux traditions religieuses de Rome, peut-être parce qu'un homme hésite à choisir un autre paradis que celui où reposent ses ancêtres. Au XI^e siècle c'est un christianisme assurément dégénéré qui survit

1. Ch. COURTOIS, *De Rome à l'Islam*, dans *Revue Africaine*, 1942, pp. 24-55.

au Maghreb mais il convient de ne pas négliger l'importance que conservent ses adeptes dans la société musulmane de ce temps.

La seconde c'est que l'Afrique du Nord a joué dans la diplomatie pontificale à cette époque, dès le règne de Léon IX, encore sous celui de Victor III mais principalement pendant le pontificat de Grégoire VII un rôle qu'on aurait également tort d'exagérer et de méconnaître. La chose est importante du point de vue de l'Afrique qu'on a coutume d'ignorer dans le déroulement traditionnel qu'on fait de l'histoire de ce siècle. Elle l'est, je crois aussi, du point de vue de Grégoire VII qui n'est pas moins un grand pape politique qu'un grand pape religieux et peut-être verra-t-on mieux qu'ailleurs dans sa politique musulmane, l'ampleur de ses conceptions, la souplesse de ses méthodes, ou pour mieux dire, ce savant opportunisme qui pourrait bien être quelquefois le suprême secret des doctrinaires.

15-IX-42.

Christian COURTOIS.

MÉLANGES

LA BOURGOGNE RURALE DU HAUT MOYEN AGE

A PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT¹

André DÉLÉAGE est tombé sur le front du Luxembourg où l'avaient appelé son courage et son esprit de sacrifice. En pleine guerre, il avait achevé son livre tant attendu sur la vie ancienne des campagnes bourguignonnes. Un cruel destin a voulu que cette œuvre de jeunesse, prometteuse et riche, soit la seule grande tâche d'une vie brutalement brisée et qui devait être emplie d'autres labeurs féconds. L'ouvrage nous en est d'autant plus précieux.

Sept cents pages de texte, près de huit cents pages de tableaux statistiques, d'index, de bibliographie et de pièces justificatives, trente et un croquis et plans, telle est l'impressionnante étendue de cette thèse de doctorat. Le titre promettrait un sujet strictement bourguignon ; il n'en est rien. En réalité, un tiers de l'étude au moins traite de pays étrangers à la Bourgogne du VIII^e au XI^e siècle. L'enquête atteint toute l'Europe occidentale et remonte jusqu'aux profondeurs de la préhistoire. Déviation voulue et importante : le caractère de l'ouvrage, son originalité, ses qualités, ses faiblesses, la méthode de recherche et d'interprétation, le plan, tout est venu d'une telle conception du sujet et de son extension hardie dans le passé et dans l'espace. L'origine en fut-elle dans l'analyse des documents bourguignons ou plutôt dans les travaux des quinze dernières années ? La tentation était grande, après les récentes et brillantes synthèses d'histoire rurale, de rechercher si la Bourgogne, éternelle terre des contacts, n'avait pas été un champ de lutte entre les systèmes agraires du Nord et du Midi. Il y avait là de quoi séduire un esprit vigoureux et d'imagination constructrice. André Déleage a mené cette redoutable entreprise, avec une énergie qui était l'un des traits essentiels de son caractère.

La Bourgogne exprimerait donc la rencontre des deux Frances et des deux Europes. Elle se révélerait en effet pleine de contrastes. Le sud-

1. André DÉLÉAGE, *La vie économique et sociale de la Bourgogne dans le haut Moyen Age*, Mâcon, Protat, 1941, 2 vol. in-8°, vi-698 et 774 p. (pagination continue), 1 fasc. de 31 cartes, Th. lettres, Paris. Le livre est publié sous un titre légèrement différent : *La vie rurale en Bourgogne jusqu'au début du XI^e siècle*.

ouest serait le pays des dolmens, des habitats petits et rapprochés, des parcelles irrégulières en puzzle, des seigneuries faibles et dispersées, de l'assolement individuel ; le nord-est, au contraire, pays des tumulus, des gros villages espacés, des terroirs à parcelles allongées, des seigneuries puissantes et concentrées, de l'assolement collectif. Par ailleurs se heurteraient la Bourgogne de l'est aux chemins en damiers et la Bourgogne de l'ouest aux chemins en étoile, le Dijonnais à l'exploitation importante et de structure dispersée, et le Mâconnais au *meix* plus petit et plus cohérent. Deux courants se seraient ainsi rencontrés sur l'insigne belvédère bourguignon : l'un venu du nord-est, indo-européen, la civilisation de la lourde charrue à avant-train, de la vaste famille, du village fortement groupé autour d'un chef ; l'autre venu du sud-ouest, du Proche-Orient, la civilisation de l'araire léger, de la communauté villageoise sans chef, de la famille restreinte. Tel serait ce fameux choc « dont nos cartes agraires indiquent si nettement les directions et les lignes de contact ». L'affirmation est un peu optimiste car les « lignes de force », les « courants », les « zones », les « districts » ne sont pas toujours nets. Mais dans l'ensemble, la construction tient. La lecture achevée, on est tenté de ne pas revenir sur des conclusions claires, vigoureusement frappées et appuyées sur une parfaite connaissance de la littérature du sujet. Mais l'abondance des documents, qui sont livrés très loyalement, incitera plus d'un lecteur à regarder de près les fondations de cette synthèse, à fouiller les mille sentiers de ce livre alerte et vivant, à discuter aussi, comme André Déléage aimait à le faire et comme il aimerait sans doute le voir faire, s'il était encore là parmi nous, parmi ceux qui savent le prix du travail et ne critiquent que dans l'intérêt d'une science qu'il illustra si brillamment.

Dans tout l'ouvrage, le chiffre est roi. Rares sont les pages où l'on ne trouve pas de valeurs numériques. Il fallait mettre de l'ordre dans l'extraordinaire variété des nombres fournis par les textes, trouver des coefficients, des rapports simples : la comparaison précise des structures agraires l'exigeait. Mais il est certain que le procédé a conduit l'auteur à quelques faiblesses. Il y aurait parfois à dire sur l'établissement des moyennes qui viennent étayer les développements essentiels. Trop de chiffres sont rejetés comme aberrants, trop de calculs semblent dirigés, au risque de faire paraître suspecte la démonstration et de laisser croire que l'interprétation du document est menée par une idée préconçue. Pourquoi la surface du *chef-meix* de Saint-Bénigne, amputée de 100 modières pour des raisons peu convaincantes, et ramenée ainsi à 53 hectares, a-t-elle « beaucoup plus de chance de représenter la surface arable moyenne d'un *chef-meix* » ? On pourrait croire qu'il y a dans les résultats une probabilité préétablie. La valeur ordinaire de la seigneurie mâconnaise (3 à 4 *meix*) est obtenue en éliminant 17 données sur 31 ; aussi la moyenne passe-t-elle de 11,3 à 3,3 *meix*. Et d'ailleurs, ces moyennes fussent-elles exactes, pourraient-

elles emporter l'adhésion ? Si les réserves du censier de Lorsch varient de 18 à 1.000 journaux, quel intérêt présente la moyenne 177 journaux ? Si le rapport entre la longueur et la largeur d'une série de parcelles arables varie de 1,4 à 20,5, peut-on admettre la moyenne 7,8 ? Le seul fait remarquable, c'est la diversité, plus évocatrice, plus vivante qu'une uniformité artificielle née d'un calcul arithmétique. Il y a peut-être d'autres hardiesses. La contenance de la seigneurie dijonnaise est établie avec cinq données, en Basse-Bourgogne avec quatre, dans le Charolais avec sept, dans le Mâconnais avec quatorze. Et pourtant, quelle précision dans la conclusion ! « La seigneurie d'une douzaine de meix est donc celle du nord, et la seigneurie d'une demi-douzaine ou d'un quart celle du midi. » C'est aller vite en besogne et ici construire sur le sable. Suffit-il de 52 parcelles pour établir la forme moyenne des milliers de champs du Dijonnais au x^e siècle, et même de 350 en Mâconnais, pour affirmer que « les champs sont deux fois plus étirés en longueur dans le nord-est que dans le sud-est de la Bourgogne ? » Il est peut-être imprudent d'intégrer dans un vaste système européen cinq chiffres d'exploitations dijonnaises des ix^e et x^e siècles, probablement déjà très dégradées. Faut-il donner force de loi à quelques valeurs numériques si la terre est en « remaniement continu », en « perpétuel brassage » ? On ne peut croire qu'un texte assez obscur sur la grange de Savigny-le-Sec permette d'affirmer que la charrue dijonnaise est la charrue anglaise de 8 bœufs, et que « la Bourgogne appartient donc bien au système agraire qui s'est étendu à l'Angleterre ». La technique rurale a sans doute été beaucoup plus souple que tous ces systèmes. En tout cas, il semble difficile d'accorder un entier crédit à d'aussi fragiles déductions.

Après la donnée numérique et en liaison avec elle, les cartes ont été dans l'ouvrage un grand moyen de synthèse. La plupart d'entre elles sont destinées à illustrer la « stratification » de la Bourgogne en zones de civilisations, idée centrale de la thèse. L'habitat aux diverses époques a été particulièrement étudié. Essai méritoire, mais les moyennes reparaissent avec leurs inquiétantes déformations ; en dépit d'un effort très louable, les conclusions paraissent trop rigoureuses en face de la légèreté des points d'appui. Lourde problème que de reconstituer la densité de l'habitat vers l'an 1000, vers 750, vers 250, et de saisir la réalité ancienne. Un état des fouilles, ou un relevé des lieux-dits connus, n'est pas une carte. On ne peut assimiler l'habitat réel à la série des stations que le hasard de la conservation des textes permet de retrouver. L'auteur reconnaît la difficulté mais dresse néanmoins ses cartes. Grâce aux pourcentages, il dessine les aires et les limites des « civilisations », et, en dernière analyse, pousse jusqu'aux âges du fer et de la pierre : « notre habitat avait déjà sa figure aux temps de la préhistoire ». Quelques rares dolmens isolés suffisent-ils à prouver la « civilisation familiale » dispersée du sud-ouest, et quelques

tumulus rassemblés, la « civilisation tribale » groupée du nord-est ? La carte V n'indique d'ailleurs pas la prédominance des dolmens dans le sud-ouest, mais l'indiquerait-elle, le témoignage resterait faible. Que serait la vraie carte des dolmens en face de l'infime résidu que nous connaissons ? Il n'est pas douteux que certains villages sont établis sur des sites préhistoriques, mais il semble vain de vouloir trop préciser les formes antiques de l'habitat. Ces villages, ces hameaux, ces écarts qui entrent dans la même moyenne inerte sont presque toujours une bigarrure chronologique qui ne peut être utilisée sans précautions. Au point de vue du site, tel village peut être séparé de ses hameaux par dix ou quinze siècles. Autant vouloir alors ramener à un style moyen un palais dont la construction s'étendrait sur une immense période. Au reste, que sont les « civilisations » agraires ? Avaient-elles donc tant de conceptions *a priori* ? Les qualités du sol, l'état démographique, le régime social, les vicissitudes économiques ont été sans doute, dans leurs variations innombrables, des forces plus puissantes que les coutumes ethniques. De plus en plus s'efface l'opposition entre le Nord et le Midi. La thèse de M. Le Lannou découvre en Sardaigne, au cœur de la Méditerranée, les formes prétendues nordiques ; M. Latron les retrouve en Syrie. Il semble bien qu'on ait trop travaillé dans le sens de l'originalité de chaque société rurale primitive ; c'est vraisemblablement la thèse de l'unité d'organisation de tous les peuples terriens, soumis aux conditions mouvantes de la vie, mais partout rivés aux éternelles nécessités du sol et du groupe, qui nous donnera la solution de nombreux problèmes.

Il faut du moins ne pas fonder les contrastes sur des calculs et des schémas partiels. Combien l'on préfère aux savants jeux de chiffres la simple étude des termes fondamentaux relevés dans les textes et dans la toponymie. On aime à suivre les discussions neuves et fouillées sur les thèmes végétaux et les lieux-dits, sur la structure du finage, sur le tracé des chemins — un des chapitres les plus attachants de l'ouvrage — sur les termes mystérieux de *coulure*, *ansange*, *condemine*, *breuil*, *clos* et tant d'autres. Il y a là des observations perspicaces et de grande valeur. Certes, on ne peut dire que l'analyse soit toujours convaincante, mais elle est toujours passionnante. Le désir de ramener les oppositions provoque parfois des traductions difficilement acceptables¹. Est-il sûr que *mansus*, *colonica*, *curtilus* soient « interchangeables » ? Comment traduire alors *curtilus cum manso* ; ce n'est pas « le curtil avec la maison », car le mot

1. Ainsi, *unus curtilus vocatus ad Pomerium* ne peut se traduire « un curtil au lieu-dit au Pommier », mais bien « un curtil appelé au Pommier ». Il est alors inutile de le chercher dans le finage comme preuve d'écart isolé. Il est vraisemblablement au village et l'on ne saurait en déduire la dispersion de l'habitat. — *Una pertica de manso* n'est pas « un centre d'exploitation d'une perche », mais « une perche de meix » ; la nuance est importante.

mansus ne désigne jamais la maison. D'ailleurs, il faut reconnaître que le problème du manse n'a pas été repris, sauf dans le cadre européen et pour les nécessités de la thèse. Le manse est longuement comparé à la *hide* anglaise et à la *hufe* germanique, mais la valeur sociale et juridique du *mansus* n'est pas vraiment abordée. C'est le plus bel exemple du tort que la conception « européenne » du sujet a pu faire à la simple étude de nos institutions agraires. De même, l'habitat est moins examiné dans sa structure foncière que dans la répartition spatiale de ses formes. Le village n'est pas vu en lui-même, comme groupe humain, mais plutôt comme un élément de statistique. Des définitions de mots aussi importants que *villa* et *finis* ne sont pas concordantes. « *Villa* signifie indifféremment village ou finage » (p. 276) — « *Villa* est le finage correspondant à un village » (p. 297) — « Le terroir d'un village est toujours désigné dans les chartes par le terme *finis*, surtout dans la Bourgogne méridionale » (p. 371). Ces trois interprétations relatives au Mâconnais ne peuvent se concilier. A son insu, pour les besoins des conclusions générales, l'auteur change les bases de son raisonnement.

On ne saurait lui reprocher de n'avoir pas expliqué de nombreux lieux-dits, mais certains termes très courants dans le vocabulaire de la campagne bourguignonne font curieuse figure parmi les « incompris ». Il faut dire qu'André Délage, dédaignant les sources fragmentaires, s'est privé des documents postérieurs au XI^e siècle, comme si l'organisation agraire du haut Moyen Age s'était évanouie brusquement pour se réveiller au cadastre. On voudrait plus de références à nos terriers, à nos atlas parcellaires du XVIII^e siècle. Il eût sans doute mieux valu descendre le cours des siècles sur le vieux sol bourguignon plutôt que parcourir les terres étrangères à la recherche de fuyantes concordances.

On a plaisir à se retrouver mieux chez nous avec d'importantes questions où l'histoire comparée n'a pas trop joué : « la technique et les échanges », étude que la médiocrité des documents ne permettait guère d'étoffer davantage ; « la répartition de la terre », chapitre qui semble venu trop tôt, car trop de termes y sont employés — *seigneur, tenancier, possesseur, serf, homme libre* — qui ne seront définis, sous peine de redites, que dans l'étude de la seigneurie. « La communauté de village » a fait l'objet d'un développement original et dense. Prenant le contrepied de la thèse qui fait naître la seigneurie d'une usurpation de la communauté primitive, l'auteur affirme au contraire que la communauté « ne se constituera qu'en face de la seigneurie territoriale par une conséquence de celle-ci et par réaction contre elle ». Idée séduisante, mais grave de portée ;

1. Quelques exemples : les *soillons* ne sont que les sillons de labour. Les *renouillies* évoquent des lieux bas peuplés de grenouilles. Les *nazoirs* sont les endroits où l'on fait rouir le chanvre.

admettre ou rejeter la communauté paysanne, c'est orienter la recherche dans des directions opposées. Dans le second cas, quel beau chapitre d'histoire à écrire sur la formation de cette communauté après le x^e siècle ! Dès maintenant, on a peine à croire que les *communia*, les *terre communie* n'étaient pas une possession collective et que l'apport des peuples de l'est et du sud, qui tous ont connu la terre commune, n'ait pas laissé plus de traces dans notre civilisation agraire. Quoi qu'il en soit, on ne peut admettre que cette terre, si elle existait, devrait s'appeler *terra finalis* ; on ne peut nier une institution sous prétexte de l'absence d'un terme forgé de toutes pièces.

L'étude de la seigneurie tient un énorme chapitre final de 300 pages ; il lui revenait d'être au cœur du sujet. Dans la pénombre du ix^e siècle, la seigneurie se dessine encore mal. Le mot n'est pas créé : « ma terre », dit le seigneur. La qualité des possesseurs de seigneuries est très variée ; c'est à tort qu'on y pourrait voir la rétribution du service du roi. Mais toujours un caractère distingue le seigneur : il vit du sol sans le travailler. La seigneurie est encore un domaine territorial lâche. Avant tout, il faut, pour en prendre notion, considérer l'étendue des fonds. « C'est l'importance des biens, non leur nature qui fait le seigneur... » — « Le grand seigneur qui possède de nombreuses seigneuries et le gentilhomme campagnard possesseur d'une seule seigneurie sont deux hommes différents ». Quant à l'existence d'hommes dépendants, elle n'est pas un critère de la seigneurie, comme le pense Gracianski. Au total, semble-t-il, le seigneur est simplement un grand propriétaire qui ne travaille pas.

Au début du xi^e siècle, la situation n'est plus la même. La seigneurie est devenue « une sorte de puissance territoriale dominant un ensemble géographique cohérent ». Le seigneur a pris un caractère de chef ; il a son château, il assure la police, la défense du pays et la justice, fonction qui rapporte. Les services se sont allégés, les redevances en nature se sont accrues. L'indépendance paysanne est de plus en plus en leurre ; la grande seigneurie l'entraîne, avec les petites seigneuries, dans son orbite, par le détour du contrat à cens et du contrat de fief. La condition des personnes s'est uniformisée, s'allégeant pour le serf, s'aggravant pour le colon et le franc, pour aboutir à un système général de protection du vassal par le suzerain. Toutes ces transformations ont été provoquées par la décadence du pouvoir public.

Telle est la thèse, exposée en d'excellentes pages. Dans ce diptyque, le tableau de la seigneurie évoluée du xi^e siècle est plus convaincant que celui de la seigneurie du ix^e siècle. N'y a-t-il donc rien d'essentiel dans la seigneurie ancienne que la vie noble et la possession de terres exploitées par d'autres ? Terre ou droit de la terre, ou l'une et l'autre ? Si les « paysans aisés se rapprochent insensiblement des petits seigneurs », à quel moment franchiront-ils la légère ligne de séparation ? La seigneurie est-elle donc

encore si informe qu'on ne puisse la concevoir que comme un domaine à peine différencié des domaines voisins ? « Dès le VIII^e siècle, le seigneur a des prérogatives de basse justice » : simple affirmation glissée dans une conclusion et qui aurait mérité de recevoir un développement.

Il n'aurait pas été sans intérêt d'enquêter quelque peu, malgré toutes les difficultés, autour de certains termes. *Proprietas*, jus ne figurent pas à l'index. Que sont au juste les *res nostrae proprietatis*, les *res juris nostri* ? Ne faudrait-il pas s'arrêter à plusieurs dérivés de *dominus* ? *Indominicatus* demanderait une analyse plus minutieuse. *Dominatio*, *dominium*, *dominare* mériteraient d'être relevés et analysés ; ils sont fréquents dans les chartes des VIII^e et IX^e siècles. N'évoquent-ils pas un seigneur qui serait mieux qu'un grand propriétaire non-exploitant ? Quand Goyla donne à Saint-Bénigne, en 679, sa terre de Longvic, elle le fait avec une formule significative : *quicquid ibidem visa sum habere, vel possidere, aul dominare*¹. Qu'est-ce que *dominare* ? Pourquoi le texte l'oppose-t-il si formellement aux deux autres termes ? Il serait trop long de le discuter ici, mais il ne semble pas douteux que le droit seigneurial est fortement constitué dans ses éléments domaniaux bien avant le X^e siècle, antérieurement sans doute aux liens de dépendance personnelle. L'évolution retracée par l'auteur n'emporte pas toujours la conviction. Il y a de grandes et belles seigneuries avec 20 ou 30 meix dès le IX^e siècle, et sans doute plus tôt encore ; les éliminer sous l'inculpation de « monstres » paraît trop aisé.

Quant aux limites de la seigneurie du VIII^e siècle, elles ont été fixées selon des règles toutes personnelles. Et pourtant, la question est d'importance. On ne peut étudier la contenance d'une seigneurie, sa structure, ses transformations sans savoir nettement où elle commence et où elle finit. Il n'est pas sûr qu'une série de possessions d'un seigneur forme une seigneurie et que celle-ci ait été ainsi généralement faite de pièces et de morceaux fort éloignés les uns des autres². Si la seigneurie ne correspond pas au village, où l'arrêter ? L'auteur a eu conscience de la difficulté. Des définitions données parfois curieusement, comme des postulats, en tête des chapitres, trahissent une certaine gêne. « La seigneurie est l'ensemble des terres d'un même possesseur ne cultivant pas lui-même dans un certain rayon géographique » : cet axiome éclate à la cinquième page de l'étude de la seigneurie (p. 411).

Au fond, l'évolution essentielle à expliquer dans la seigneurie du haut Moyen Age est celle qui fait passer les services de trois jours par semaine à trois jours par an, et c'est là une révolution. Le problème de cette éton-

1. PÉCARD, *Recueil de plusieurs pièces...*, 1664, p. 8.

2. Si Nivelon possède 10 meix à Villesavoie, 1 meix à Pesteau, 10 meix à Bessy, l'ensemble constitue-t-il une seule seigneurie ? (p. 410).

nante métamorphose aurait pu être attaqué plus directement ; il est la grande énigme.

Revenant une dernière fois, par une brillante échappée sur l'origine de la seigneurie, à l'idée maîtresse de sa thèse, André Déléage nous montre en Occident la conjonction de deux influences : celle de l'est avec les liens d'homme à homme, celle du sud avec les éléments de la structure domaniale. On ne peut mieux parachever la description du heurt des civilisations. Il faudrait évidemment être sûr que le Midi n'offre pas d'exemple de dépendance personnelle, et que les plaines de la Germanie et de la Russie — la Russie, d'où sont sans doute venus vers l'ouest tant d'usages agraires, n'est jamais citée dans l'ouvrage — n'ont pas connu très anciennement les tenures et les corvées.

Jusqu'à la dernière page, le livre garde ainsi le leit-motiv qui l'anime. Jamais ouvrage ne fut plus thèse. Il a une ampleur qui en impose et ses vertigineuses perspectives qui confondent nos habituelles prudences, reposent sur un inventaire critique de la documentation qui restera sans doute la partie la plus admirable du travail. Le « matériel », selon une expression familière à l'auteur, est considérable ; et il n'était pas aisé de manœuvrer une pareille masse. On se plaît à rendre hommage à cet immense effort d'histoire comparée, à cet appel aux sciences neuves, à la toponymie en particulier, à ce recul hardi dans les lointains où jamais ne faiblit l'intérêt de la tentative. Que le sujet européen ait fait tort au sujet bourguignon, que trop de problèmes aient été saisis du dehors plutôt que dans leur armature interne et dans leur valeur propre, cela est certain. Telle est souvent la rançon des larges généralisations lorsqu'elles prennent le pas sur l'étude régionale qui les accompagne ; l'analyse devient alors la servante docile de la synthèse. Mais la longue fresque qui nous est présentée a de la fougue et de la couleur. Des retouches seront apportées à maints détails, sans doute aussi aux lignes de structure. L'ensemble restera une œuvre évocatrice d'idées, et d'un fond de travail à toute épreuve. On songe avec peine qu'André Déléage et son maître Marc Bloch ne seront plus là pour en suivre et en parfaire le rayonnement.

P. DE SAINT-JACOB.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

(1934 à 1940)

(Fin¹)

III. — DE 1825 A LA GUERRE DE 1939 (suite)

B) LA GUERRE DE SÉCESSION ET SES CONSÉQUENCES. — Seule, la guerre de Sécession allait changer cet état d'esprit. Aucun livre sur les origines du grand conflit ne nous est parvenu². L'absence de biographies récentes de Lincoln donne à Mr. J. G. RANDALL³ l'occasion de discuter l'opinion suivant laquelle le thème lincolnien serait aujourd'hui épuisé. L'auteur nie la légitimité d'une telle conclusion et prouve que les documents de la collection Robert Todd, le *Diary of a public man*, les papiers Herndon et Beveridge, pourront, au cours des années 1940-1950, donner matière à un gros effort critique. L'ouvrage le plus général sur la guerre de Sécession est celui de Mr. L. LEMONNIER⁴. Long, précis et généralement exact⁵, il mérite de rencontrer la faveur du grand public français, des étudiants et des professeurs. Sa première partie est une bonne introduction à l'étude du sujet, la seconde (*les victoires du Sud*) se distingue par de bonnes pages sur Halleck et sur la crise politique d'octobre-décembre 1861. La troisième, les *victoires du Nord*, contient une belle description de la bataille

1. Cf. *supra*, p. 36 et 140.

2. Dwight Lowell DUMOND. *Antislavery origins of the civil war in the United States*. Ann Arbor, 1939, in-8° de vii-143 p., \$ 2.00. — Arthur Young LLOYD. *The Slavery controversy, 1831-1860*. Chapel Hill, U. Press, 1939, in-8° de xi-337 p.

3. J. G. RANDALL. *Has the Lincoln theme been exhausted?* *Am. Hist. Rev.*, 1936, 270-292.

4. L. LEMONNIER. *La Guerre de Sécession*. Paris, Gallimard, 1943, in-8° de 364 p., 55 francs.

5. P. 19 : Les dates sur la Louisiane sont fausses. La Nouvelle Angleterre n'a pas été peuplée surtout de révoltés contre Charles I. Jefferson ne fut pas Président en 1800.

de Gettysburg, de bons paragraphes sur les opérations finales et des insuffisances sur les forceurs de blocus. Sans originalité quant à la documentation ou l'interprétation, le livre vaut par ses biographies, par un réel souci de comparer les événements américains ou européens à la lumière de l'unité nationale. C'est aux mêmes lecteurs que s'adresse M. LEPOTIER¹ dans son étude des corsaires du Sud. Composé d'après des ouvrages de seconde main, il n'est ni très nouveau, ni minutieux. La première partie, exposé net de la situation maritime des belligérants, met en beau relief l'attitude de l'Angleterre et de la France, le rôle des Unionistes et de Gideon Welles ; les liaisons navales possibles par Panama, le cap Horn, les canaux du Vent et San Roque, les détroits de la Sonde et de Béring. Jusqu'en février 1863, les corsaires font merveille : le *Sumter* et le *Trent* parcourent les mers d'Europe et le Golfe. Le livre se termine par le bilan commercial de la guerre de course, l'histoire du bateau piège et des premiers cuirassés.

Les autres ouvrages concernent l'histoire de la Confédération. L'article de Mr. William M. ROBINSON JR² reproduit les titres de cent cinquante-sept lois publiques et secrètes votées par le Congrès sudiste du 17 février 1864 au 16 mars 1865. Les textes, dispersés dans les bibliothèques de Duke University et de l'État de Virginie, mériteraient une analyse détaillée. L'ouvrage de Mlle Ella LONN³ expose dans ses quinze chapitres le rôle des étrangers résidents confédérés de 1861 à 1865. Au nombre de 12.500 en Virginie et en Alabama, de 22.000 à La Nouvelle Orléans, ils constituaient le cinquième de la population à Savannah et un peu moins en Caroline du Sud. Comme ceux du Texas, Allemands proscrits de 1848, ils étaient souvent hostiles aux nègres concurrents des pauvres blancs, à l'esclavage mais aussi à la Sécession. La *Deutsche Zeitung*, l'*Anzeiger des Südens*, la *Neue Braunfelser Zeitung*, prosécessionnistes avérés faisaient figure d'isolés. De ces colonies étrangères s'est dégagée une élite. Trois étrangers furent ministres : le gentilhomme juif Judah P. Benjamin, ami

1. M. LEPOTIER. *Les leçons de l'histoire. Les corsaires du Sud et le pavillon étoilé*. Paris, Société des Études géographiques, maritimes et coloniales, 1936, in-8° de 203 p.

2. M. William M. ROBERTSON Jr. *The second Congress of the Confederate States, Enactments at its second and last session*. Am. Hist. Rev., 1936, 306-317.

3. Ella LONN. *Foreigners in the Confederacy*. Chapel Hill, 1940, in-8° de viii-566 p., \$ 4.00.

de J. Davis ; C. G. Memminger, négociateur incompétent de l'emprunt du coton ; le curieux Mallory. Près d'eux, les agents diplomatiques officiels ou officieux : le prince de Polignac qui s'affaira à une impossible reconnaissance, les Irlandais Prost, Holze, Capston, saboteurs de l'immigration. Le gros des étrangers servit dans l'armée. Organisés en compagnies à Montgomery, à Mobile, en brigades en Louisiane, ils défendirent vaillamment La Nouvelle Orléans, alors que la garde française s'illustrait sur d'autres champs de bataille. Parmi leurs officiers, l'histoire retient les noms de l'Irlandais Patrick Cleburne, héros de Shiloh, de l'Écossais Mac Glashan, du Français Xavier Debray, de l'Espagnol Gonzalez qui fortifia la côte entre Georgetown et Savannah. Au-dessous de ces officiers généraux, quelques colonels dont l'ingénieur polonais Sulakowski, des dizaines de majors et de capitaines, environ cent cinquante lieutenants, acquirent la renommée de chefs valeureux, d'originaux fieffés, de chevaliers errants (Borcke). Plus tard, d'anciens officiers Confédérés, comme lord Grenfell et Stanley, devaient acquérir ailleurs la renommée. A côté des 97.000 soldats d'origine européenne qui combattirent pour le Sud, quelques étrangers : professeurs comme Deloffre, négociants comme Heidsieck, financiers comme le baron Erlanger venu pour l'emprunt du coton, rendirent d'importants services civils à la Confédération. La nature même des documents utilisés met en relief l'attitude particulière des Allemands du Texas qui subirent la persécution pour s'être opposés à l'esclavage. Bien documenté, intéressant, le livre de Mlle Lonn est très suggestif, mais se relie mal à l'histoire générale. Il eût été souhaitable que l'enquête de l'auteur pût s'étendre à d'autres États que la Louisiane, le Texas et l'Arkansas et aux nations d'origine des étrangers sudistes. L'article de Mr. J. Duanes SQUIRES¹ évoque Thaddeus. S. Lowe, pionnier de l'aéronautique militaire nordiste et dont les cinq ballons captifs rendirent de signalés services à l'armée de Mac Clellan. Mais son désaccord avec l'ingénieur topographe Colmstock lui fit quitter l'armée. L'ouvrage que Mr. Ralph Ray FUHRNEY a consacré à Horace Greeley et à ses articles de la *New-York Tribune*² est l'étude des variations du grand journaliste pendant la

1. J. Duanes SQUIRES. *Aeronautics in the Civil War*. *Am. Hist. Rev.*, 1937, 652-669.

2. Ralph Ray FUHRNEY. *Horace Greeley and the « Tribune » in the Civil War*. Cedar Rapids, The Torch press, 1936, in-8° de ix-229 p., \$ 2.50.

guerre de Sécession. Lui qui avait accepté l'imminente indépendance du Sud, en vint (février 1860) à répudier tout compromis avec les traîtres, avec les tièdes comme Gordon Bennett et même Lincoln. Il fut ainsi le baromètre sensible d'une opinion vite affolée et dont le lecteur voit parfois mal les sautes d'humeur réelles ou provoquées.

C) LA RECONSTRUCTION. — C'est encore la guerre civile qui constitue le thème majeur du beau livre de Mr. J. G. RANDALL¹ puisque trente de ses trente-sept chapitres lui sont consacrés. C'est — une bibliographie de quarante pages, le montre — une synthèse de tous les travaux récents. Lumineux est l'exposé de l'affaire Dred Scott. Buchanan sort réhabilité de l'enquête faite par l'auteur. La sécession de la Virginie et de l'Arkansas est attribuée ici à la brutalité de la politique du Président après l'attaque du Fort Sumter. La rigueur du statut imposé aux fonctionnaires dans le Sud et aux propriétaires sudistes résidant dans le Nord, l'esprit conciliant de la pratique journalière, évoquent le sectarisme de Seward et la compréhension de l'Attorney General Bates. Intéressants comme le sont les chapitres consacrés aux opérations militaires, ils valent surtout par des remarques de détail. Ils révèlent que le commandement nordiste ne sut pas réaliser un « amalgame » qui eut fait des réguliers les instructeurs des recrues, que le nombre astronomique des prisonniers : 247.000 Sudistes, 462.000 Nordistes contraignit les belligérants à mettre en liberté sur parole la moitié des captifs, faute d'avoir aménagé un nombre suffisant de camps. A l'étude de la Reconstruction l'objectivité fait défaut. L'âge de la haine, cher à M. M. Milton et Stryker n'est pas encore révolu.

A ce reproche échappe l'ouvrage d'analyse d'objectif plus limité de Mr. W. M. CASKEY². L'auteur fait ici, pour la Louisiane, un travail analogue à celui qu'ont accompli ailleurs Dunning, Wooltey, Garner, W. L. Fleming et plusieurs autres. État acheté à la France, la Louisiane pouvait difficilement faire admettre sa souveraineté primitive, invoquée par Judah B. Benjamin. L'importante minorité unioniste qui le comprit et soutint Lincoln ne put pourtant l'emporter avant la reconquête de La Nouvelle

1. J. G. RANDALL. *The Civil War and Reconstruction Meath*, s. d., 1937, in-8° de xvii-959 p., 88 gravures, 24 cartes, \$ 5.00.

2. W. M. CASKEY. *Secession and Restoration in Louisiana*. Louisiana State U. Press, 1938, in-8° de xii-318 p., \$ 3.50.

Orléans. Alors Benjamin Butler se distingua par ses mesures arbitraires : l'adoption des mesures à la base de la politique du « carpet bag », le serment imposé à 67.000 personnes, les six classes de suspects, les vexations dirigées contre les dames de La Nouvelle Orléans. Rappelé pour avoir dépassé le but, il eut pour successeur Banks, qui, plus souple, accorda des laissez-passer, libéra des esclaves au prix du service militaire ou d'un travail effectif. Si le serment fut maintenu, il ne servit qu'à distinguer les Louisianais loyaux qui purent élire le gouvernement de Hahn reconnu par Lincoln et voter la constitution unioniste de juillet 1864. L'opposition des radicaux du *Free State* fit rappeler Banks et mettre en échec son successeur et ami Wells, surtout après un massacre de nègres à La Nouvelle Orléans. Ce fut la fin de la reconstruction modérée. Du même type que l'ouvrage précédent serait celui de Mr. Welch PATTON¹. Il ne nous est pas parvenu.

Les autres travaux sur la Reconstruction ne s'attaquent qu'à des questions de pur détail : le statut des sénateurs des États ex-confédérés², la carrière de certains politiciens mineurs comme Roscoe Conkling, traître de mélodrame³ et sa « bien-aimée » Kate Chase⁴ évoqués par Mr. Donald Barr CHILENY et Mme Mary Merwin PHELPS.

D) LA PÉRIODE DU GRAND CAPITALISME (1878-1919). — Sur la période du grand capitalisme qui s'ouvre avec Chase et Conkling, Mme Ida M. TARBELL a écrit une œuvre de synthèse économique et sociale⁵ fort instructive. Les six chapitres consacrés à l'agriculture, à l'industrie, au commerce exposent avec conscience mais sans originalité foncière, des problèmes connus et résolus. L'étude des éléments sociaux, plus neuve, évoque le milieu fermier, la paix industrielle, la lutte pour le tarif, les monopoles, la panique de 1893, l'argentisme. Elle vaut surtout par les détails donnés sur les quatre royaumes ferroviaires de San Francisco,

1. James Welch PATTON. *Unionism and Reconstruction in Tennessee, 1868-1869*. Chapel Hill University of N. Carolina Press, 1934, in-8° de xii-267 p., \$ 3.50. Voir *Am. Hist. Rev.*, 1935, 385-386.

2. R. Earl Mac CLENDON. *Status of the Confederate States as seen in the readmission of United States senators*, dans *Am. Hist. Rev.*, 1936, 703-709.

3. Donald Barr CHILENY. *The gentleman from New York : a life of Roscoe Conkling*. Yale U. Press, 1938, in-8° de viii-438 p.

4. Mrs Mary Merwin PHELPS. *Kate Chase, dominant daughter, the life story of a brilliant woman and her famous father*. New York, T. Croywell C., 1935, in-8° de x-316 p., \$ 3.00.

5. Ida M. TARBELL. *The Nationalizing of business, 1878-1898*. N. York, Macmillan, 1936, in-8° de xvi-313 p., 15 illustr., \$ 4.00.

de Saint-Louis, de l'« Oregon » de Villard, du « Saint Paul » de Hill, sur les progrès de l'irrigation dus à Powell, sur la protection du domaine public au temps de W. A. J. Sparks, sur les inventions de Sprague et de Depoële en vue de l'utilisation du trolley. Mme Ida Tarbell accumule les renseignements sur les trois à quatre mille millionnaires de l'époque. Puis défilent les doctrines sociales : Bellamy, Henry George, surtout Ely qui touche la foule par l'*Outlook* et l'élite par deux de ses disciples : W. Wilson et l'évêque Vincent dont l'action se prolonge par le mouvement Chautauqua. Si les développements réservés aux *Knights of Labor*, au *People's Party* ne sont qu'honnêtes, on trouverait difficilement ailleurs l'exposé des « œuvres » du paternalisme patronal du Baltimore et de l'Ohio et de Pullman. Le livre intéressant, critique et vivant d'une célèbre *Mugwump* n'est pourtant qu'une ébauche de la synthèse attendue pour cette période, faute d'étudier assez les assurances, la marine marchande, la vie des travailleurs restés en dehors des *labor unions*.

a) VIE ÉCONOMIQUE. — Un des hérauts du grand capitalisme, Jay Cooke, est tiré d'un demi oubli par Mme Henriette M. LARSON¹, en une belle étude qui est une demi-réhabilitation du grand financier de la guerre civile et un des précurseurs des innovations bancaires modernes. Employé du grand commissionnaire (entre l'Ouest et l'Est) E. W. Clark de Philadelphie² avant 1860, agent fiscal du Trésor nordiste de 1861 à 1865, banquier peu scrupuleux pendant les années de *Reconstruction*, il sut faire usage du télégraphe dans un but spéculatif, inventa des procédés de publicité nouveaux pour drainer les économies des petits épargnants. C'est dire que son nom ne doit pas seulement être retenu pour le million et demi de dollars que Cooke tira de la guerre ou pour sa collusion avec les financiers véreux du grantisme, mais que ses méthodes méritent d'être étudiées et méditées.

Les industries en plein essor de la période contemporaine n'ont attiré que de jeunes docteurs de Johns Hopkins. Mr. George BROWN³ étudie l'histoire de l'éclairage au gaz à Baltimore. Utilisé dès 1802 par Benjamin Henfrey, objet des expériences vaines de C. Klingler,

1. Henrietta M. LARSON. *Jay Cooke, private banker*. Harvard U. Press, 1936, in-8° de xvii-512 p., \$ 5.00.

2. Il serait intéressant de savoir, si en cette qualité, il a joué un rôle politique.

3. George E. BROWN. *The gaslight company of Baltimore : a study of natural economy*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, in-8° de 112 p.

réussies de David Melville, il ne devint d'un intérêt pratique qu'avec la fondation d'une compagnie à monopole, ce fut la *People Gas company*, organisée par James Wheedon, qui fonctionna (1865-1870) ; en 1876, une nouvelle concurrente apparut sur la place : la *Consumers Mutual Light Company*. La fusion (7 juin 1880) des trois Compagnies urbaines du Gaz donna lieu à des abus, qui firent souhaiter un contrôle de l'État du Maryland. La firme subventionnant les deux partis adverses, lors des élections, il fallut la nomination d'une *Public utility commission* pour que la ville fût intéressée aux profits (1907-1910). Le livre clair, intéressant, de Mr. Brown, qui a été construit d'après les articles de journaux et peu d'après les documents de la Compagnie, révèle l'influence du grand capitalisme. C'est la puissance de la publicité que démontre le livre de M. Laurence N. BLOMBERG¹. Il tire grand parti du travail de Moody *Industrial volume* (1936), qui ne nous est pas parvenu. Alors que, pour les denrées de première nécessité et pour certaines matières premières, la valeur réelle des matériaux et des méthodes (*physical assets*) joue un rôle essentiel, d'autres entreprises (*Business Machine Corporation, National Supply Cy., Westinghouse Brake Cy*) doivent leur succès à l'organisation de la publicité. En utilisant des *tests* qui paraissent d'un maniement délicat, l'auteur montre que les actions et les obligations des affaires publicitaires rapportent plus de dividendes et d'intérêts que les autres, sauf au tout début. Le livre paraît utile. Mais l'auteur, sans doute un débutant, s'exprime de façon abstraite, souvent incompréhensible. Un troisième facteur d'activité industrielle est l'organisation du travail. Elle fait l'objet d'un article de Mr. G. FRIEDMANN². L'auteur montre que cet ingénieur d'élite, esprit systématique, chef sévère et craint, associa dans ses écrits la défiance qu'il éprouvait à l'égard des ouvriers lonchalants, l'application brutale des méthodes physico-chimiques et les préoccupations morales qui imposaient au travailleur un emploi du temps rationnel au profit du patron. Il suggère par là toute la fragilité d'une doctrine contradictoire composée d'éléments hétérogènes.

b) LA VIE POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS. — L'intérêt porté aux questions sociales ne s'étend pas aux problèmes politiques.

1. LAWRENCE N. BLOMBERG. *The investment value of goodwill*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938. in-8° de 70 p.

2. G. FRIEDMANN. *Frederick Winslow Taylor, l'optimisme d'un ingénieur*. *Annales d'Histoire économique et sociale*, 1935, 584-602.

Il ne s'est exprimé que dans trois ouvrages. Celui de Mr. Nelson B. LASSON¹ est un bon essai sur l'inviolabilité du domicile en Amérique. Il remonte plus aux origines qu'il ne traite la période contemporaine. Le vieil adage : « A man's house is his castle » tire sa force d'un instinct profondément humain, renforcé par les lois du droit romain et les commandements mosaïques ou bibliques.

Reconnu par la loi au xiv^e siècle, contesté par la *Star Chamber* et par la *Court of High Commission*, il entraînait la nullité d'un *general warrant* d'arrestation. Pour en avoir émis, Scroggs (1680), les parrains de l'*Excise Bill* (1733), les adversaires de Wilkes, eurent à s'en repentir. L'effet des mandats spéciaux, limité à six mois (1761), s'étendit à la Virginie, au Maryland, à la Pennsylvanie au temps de l'Indépendance. Pour avoir omis cette garantie primordiale, la Constitution de 1787 rencontra des résistances, que seul le vote (24 août 1789) du IV^e Amendement put désarmer. Le principe de l'inviolabilité du domicile a permis depuis à la Cour Suprême de taxer d'illégalité les saisies policières subreptices de documents. Intéressant et curieux, l'ouvrage est mal lié à l'histoire générale et à l'évolution des conceptions libérales de l'État. *A fortiori*, traite-t-il par préterition les questions où se trouve engagée la raison d'État. Elles sont la matière même de la thèse de Mr. Charles Gordon Post, qui s'attache à l'examen des cas où la Cour Suprême, se déclarant incompétente, renvoie les demandeurs au législatif ou à l'exécutif², particulièrement quand il s'agit des affaires indiennes, du statut des diplomates, surtout des questions extérieures, des reconnaissances « *de facto* » ou « *de jure* » des États. Peut-être l'auteur ne nuance-t-il guère l'exposé des conflits qui mettent en jeu le droit des gens.

c) LA CULTURE AMÉRICAINE. — Un autre aspect important de la vie américaine, l'histoire des idées, a donné lieu à la publication d'un certain nombre d'ouvrages. Les plus caractéristiques³

1. M. Nelson B. LASSON. *The history and development of the 4th Amendment in the United States Constitution*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936, in-8° de 154 p.

2. Charles Gordon Post. *The supreme court and political questions*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, in-8° de 145 p.

3. Everett E. Edwards, FULMER MOOD. *The early writings of Frederick Jackson Turner*. Madison, Wisconsin U. Press, 1938, in-8° de xi-316 p., \$ 1.50.

Frank Luther MOTT. *A history of American magazines*. T. II et III : (1850-1885). Harvard U. Press, 1938, 2 vol. in-8°, \$ 10.00. (Voir *Am. Hist. Rev.*, 1939, 937-938.)

Allan NEVINS. *The letters and journal of Brand Whitlock*. New York, D. Appleton Cy., 1936, in-8°, 2 vol., \$ 10.00.

n'ont pas été envoyés à la *Revue*, ce que l'on peut regretter pour la qualité des relations intellectuelles franco-américaines. Le *Journal de John Franklin Crowell*¹, Président de Trinity College de 1887 à 1894, évoque l'activité d'un éducateur autoritaire, en délicatesse avec certains Professeurs et avec les Méthodistes. Il put transférer son établissement de Randolph à Durham avec l'aide de Carr et de Duke. Il améliora le logement des étudiants, ouvrit une école de technologie, premier jalon de la rénovation de la Caroline du Nord. Son œuvre, interrompue par sa démission, fut continuée par son successeur John Carlisle Kilgo, héros du livre de M. Paul Neff GARBER². Dans le cadre de cette étude, il évoque la mémoire de ce fils de ministre méthodiste, agent financier de Wofford College. Sa Déclaration du 11 décembre 1896 sur l'éducation chrétienne non sectarienne lui valut l'inimitié de deux périodiques non caroliniens, le demi-échec d'une souscription publique pour la construction du nouveau Collège, compensé et au delà par le mécénat de Duke, sont les traits saillants d'une Présidence dont les bienfaits se prolongèrent dans les milieux éclairés de la Caroline du Nord. Quand, en 1910, il devint évêque méthodiste, il avait gagné la partie.

Deux autres travaux revisent la valeur critique d'historiens. William A. PERAN³ juge surfaite la réputation de John Marshall, historien de Washington et de Virginie, copiste de Smith et de Chalmers. Mr. W. Stull HOLT⁴, analysant la correspondance d'Henry Adams, historien, rend tangible les progrès de la spécialisation parmi ses étudiants. Lui-même, élève des Universités germaniques, introducteur du travail d'équipe dans son Collège, correspondant de W. Wilson et des professeurs britanniques, se mit à l'étude des institutions anglaises dont il entendit prouver la continuité historique. Puis ce fondateur de l'*American historical Association* se mit à l'école des historiens français, prenant ainsi place dans la galerie des Barrett Wendell, des William James, des Kingsley Porter, des K. Connant, intermédiaires entre Harvard et la France⁵.

1. John Franklin CROWELL, *Personal recollection of Trinity College (N. Carolina, 1887-1894)*. Durham N. c. Duke University Press, in-8° de xiv-280 p.

2. Paul Neff GARBER. *John Carlisle Kilgo, President of Trinity College, 1894-1910*. Duke U. Press, in-8° de xi-412 p.

3. William A. PERAN. *John Marshall as a historian*. *Am. Hist. Rev.*, 1937, 51-64.

4. W. Stull HOLT. *Historical scholarship in the United States, 1876-1901*. Baltimore The Johns Hopkins Press, 1938, in-8° de 314 p.

5. *Harvard et la France*. *Rev. hist. mod.*, 1936, in-8° de 240 p. (*Rev. Hist.*, CLXXXII 156-158.)

Le grand philosophe du pragmatisme a dû beaucoup au génial auteur de *Matière et mémoire*, les historiens de l'art aux cathédrales gothiques¹. Peut-être les auteurs eussent-ils gagné d'être moins discrets sur l'influence des maîtres d'Harvard sur quelques-uns de nos intellectuels.

Tous les ouvrages qui viennent d'être analysés, quelque instructifs qu'ils soient, donnent une idée statique d'une période qui fut aussi dynamique que possible avec ses mouvements de mécontents, tournés vers l'argentisme, le populisme, l'impérialisme.

d) L'ARGENTISME. — De l'acuité des problèmes monétaires, les deux thèses de Mr. J. P. HUTTER donnent au public français une idée plus exacte que toujours claire. La première, la plus courte², distingue les cinq sortes de dollars d'argent : les divisionnaires, les *trade dollars* (1873-1876), les *silver standard dollars* (1878-1891), les *silver certificates*, les *treasury notes*. Du caractère de chacune de ces pièces l'auteur dégage les réactions de l'opinion publique devant la frappe de l'argent. Toujours favorables parmi les ouvriers, plutôt pour faire pièce aux banques qu'en véritable connaissance de cause, aussi dans les milieux de l'Ouest (1879-1885, 1886-1893) parce que le métal blanc freine la déflation, elles sont uniformément hostiles autour de Wall Street. A l'encontre du regretté Simiand, l'auteur ne croit pas à un rapport de cause à effet entre la valeur de la frappe de l'argent et la balance du commerce ou la situation monétaire. Autrement important est le sujet traité par Mr. Hutter dans sa thèse principale. Documentée³, mais trop longue, elle est tissée de démonstrations lourdes et parfois incompréhensibles. Ses trois premiers chapitres, qui conduisent l'exposé jusqu'en 1878, énumèrent les pièces d'argent de l'époque coloniale, les divers types de papier-monnaie dont le Rhode Island fit une consommation exagérée. La circulation intense des pièces blanches étrangères : *long et short bits*, dollars mexicains, empêcha l'établissement du monométallisme jusqu'en 1853. C'était le moment même que choisit le directeur de la Monnaie pour rétablir la frappe libre de l'argent, messa-

1. Voir aussi Firmin Roz et E. PRÉCLIN. *L'influence de la France sur la vie intellectuelle des Canadiens Anglais et des États-Unis*. France-Amérique, 1936.

2. J. P. HUTTER. *L'incidence économique de la frappe de la monnaie d'argent aux États-Unis*. Paris, Presses Modernes, 1938, in-8° de 83 p.

3. J. P. HUTTER. *La question de la monnaie d'argent aux États-Unis, des origines à 1900*. Paris, Presses Modernes, 1938, in-8° de 493 p.

gère d'une inflation qui s'instaura jusqu'à la guerre de Sécession et qu'aggrava l'émission des *greenbacks*. Pour les résorber, le *Resumption Act* du 12 février 1873 parut rétablir l'équilibre monétaire. En fait, la loi, qui a été l'objet d'une légende argentine, inventée par W. H. Harley, bien loin d'être le crime déflationniste que l'on suppose, n'a pas démonétisé le dollar d'argent et ne lui a pas enlevé tout pouvoir libératoire. Puis le grand discours de Percival Jones du 24 avril 1876 dénonça avec plus d'ampleur le complot ploutocratique des grandes puissances capitalistes européennes contre les États-Unis. Quand, en janvier 1879, le *greenback* redevint convertible, le *Bland Allison Act* (16 février 1878) perdit sa raison d'être. Il fallut contraindre les *National Banks* à recevoir le métal blanc (12 juillet 1882) : il s'entassa dans les banques. Pendant ces années de prospérité, les troupes argentistes, composées de mineurs et de débiteurs, ne purent que s'agiter à la conférence de Denver (26 novembre 1889) et, par la loi Sherman du 7 juillet 1890, obtenir une frappe mensuelle de \$ 2.000.000.

En 1893, la situation financière devenant difficile, Belmont et Pierpont Morgan tonnent contre l'inflation, nonobstant les efforts de Teller, Wolcott, de la revue *Commonwealth*, du quotidien *West and South*. L'abrogation de la loi Sherman semble régler la question. Aux élections de 1896, l'argentisme allait unir tous les démocrates sur le nom de Bryan. Ici, des pages vivantes et bien venues. « Il fut battu parce qu'au milieu d'une société capitaliste déjà relativement stabilisée, il n'avait su que faire revivre magnifiquement... les mots d'ordre de la grande époque des Pionniers » (p. 397). Dès 1900, l'impérialisme, les trusts, la crise agricole reléguèrent au second plan la question de l'argent.

e) LE POPULISME. — L'époque pionnière était bien révolue, en dépit de la grande promesse du *Homestead Act*. Il est étudié dans deux articles de l'*American Historical Review*. Le premier¹, dû à Mr. Frederick A. SHANNON, montre que, de 1882 à 1891, 139.000 bénéficiaires de la loi ont acquis vingt millions d'acres. Depuis, 372.659 *homestead settlers* ont acquis 48.225.736 acres, surface imposante, mais quatre fois moindre que les concessions accordées aux compagnies de chemins de fer. C'est dire que M. Shannon donne de bonnes raisons contre un préjugé commun

1. Frederick A. SHANNON. *The Homestead Act and the labour surplus*. *Am. Hist. Rev.*, 1936, 637-651.

qui place en 1890 la fin de la « *frontière* ». Intéressante et neuve, cette hypothèse doit être nuancée à la lumière des livres de J. B. HEDGES, *Building the Canadian West*¹ et de Paul Wallace GATES². Le premier démontre que la Prairie canadienne a été mise en valeur par des Américains sans terre, le second que le *Homeslead Act* n'a pas rompu avec la tradition. Il n'a supprimé ni la vente aux enchères pour les meilleures terres, ni le droit de préemption pour les mines, les forêts, les Indiens, les États. La lutte entreprise par Harlan, Julian et Shacks contre les *land business bosses* n'aboutit à la suppression des enchères qu'en 1891. Le désaccord apparaît évident entre les thèses de MM. Shannon et Gates et celles de MM. Hedges et John D. Hicks³. Dans son beau livre sur le populisme, ce dernier auteur met en haut relief les maux dont, dans l'Ouest, souffrent les hommes de la *frontière*, consécutifs à la disette de terres. Non sans plaindre le sort des petits Blancs du Sud accablés par les crises agricoles et la lourdeur des dettes hypothécaires. Le réflexe de défense des uns et des autres fut la constitution de sociétés agricoles : la *Farmer's Alliance* (Kansas, Grangers de N.-York, la *Southern Alliance* qui déploierent une activité éducative, coopérative et politique parallèle. Les élections propulistes du Kansas, du S. Dakota, du Nebraska ne mûrirent pas plus en réformes agraires que dans huit États du Sud, nonobstant l'alliance démocrate. *Macune* forma le parti populiste national (1891-1892) sur la base de l'ambitieux programme de O'Donnelly. Les élections présidentielles de 1892-1896, marquées par des alliances avec les argentistes, se terminèrent par un échec qui devint définitif avec le retour à la prospérité et la guerre de 1898. Le Populisme contamina, par osmose, les deux grands partis. T. Roosevelt (lois Hepburn, Mann Elkins) puis F. D. Roosevelt, ont réalisé certaines de ses aspirations. Le lecteur souhaiterait savoir pourquoi elles n'ont pu directement aboutir dans les États du Centre Ouest.

1. James B. HEDGES. *Building the Canadian West*. N. York, Macmillan, 1939, in-8° de vii-422 p. — Cf. Chester MARTIN. *Dominion Land's policy*. N. York, Macmillan Cy., 1938, in-8° de xviii-571 p., \$ 9.00.

2. Paul Wallace GATES. *The homestead law in an incongruous land system*. *Am. Hist. Rev.*, 1936, 652-681, gagnerait à être comparé avec Glenn CHESNEY-QUIETT. *They built the West : an Epic of rails and cities*. N. York, D. Appleton Century, 1934, in-8° de xx-569 p.

3. John D. HICKS. *The Populist revolt : The Farmer's Alliance and the People's Party*. Minneapolis, The University of Minnesota Press, in-8° de xiii-472 p. et 16.

f) L'IMPÉRIALISME. — La dernière et la plus puissante des réactions américaines, l'impérialisme a autrement intéressé les historiens. Leurs travaux n'ont malheureusement pas atteint les bureaux de la *Revue*. L'un des plus généraux, celui de M. Dexter PERKINS sur la doctrine de Monroe¹, mêle sans cesse dans son exposé l'histoire des principes de 1823 à celle de l'impérialisme américain à Cuba, Panama, Saint-Domingue. Dualité inhérente au sujet même et qui a pour effet d'expliquer lumineusement comment une doctrine purement défensive est devenue un système d'intervention dans les affaires du voisin, fût-ce à l'encontre d'une grande puissance européenne (Mexique, Vénézuéla). M. Perkins fait preuve d'une très belle impartialité. La biographie d'Elihu Root due à M. Philip C. JESSUP ne nous est pas parvenue². D'intérêt plus général est le livre de Robert D. GREGG³ sur les rapports américano-mexicains. Dans les solitudes que traverse la frontière des deux pays, les conflits étaient inévitables. Indiens et métis en difficultés, voleurs de troupeaux, contrebandiers et tyranneaux militaires pourchassés par les autorités, passaient naturellement d'un pays à l'autre. En mars 1858, une zone franche de vingt kilomètres avait été établie sur territoire mexicain. En 1876, Lee Plumbs, « roi » mineur des chemins de fer, bénéficiaire d'une concession de Lerdo, annulée par Diaz (26 sept. 1876), excite Washington contre le nouveau régime. Celui-ci ayant payé ses dettes, le consul Foster recommande la reconnaissance *de facto*. Hayes s'y résout (9 avril 1878) après maintes hésitations. Dès lors, les conflits frontaliers seront réglés au moyen d'accords entre généraux (Trévinó, Ord), de la reconnaissance du droit de suite réciproque (29 juillet 1882), surtout contre les contrebandiers et l'Apache Victoria. L'ouvrage de Mr. Julius PRATT⁴ réfute les thèses dû matérialisme historique, quand il prouve que les sucriers de Cuba et de Hawaï (Sprecks) à qui on attribue la responsabilité du conflit de 1898 ont souffert de la guerre et parfois de l'annexion. Comme Mr. WILKINSON⁵ il prouve

1. Dexter M. PERKINS. *The Monroe Doctrine, 1867-1907*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1937, in-8° de ix-480 p., \$ 3.50. Voir *Rev. Hist. Mod.*, 1939, 213-215.

2. Philip C. JESSUP. *Elihu Root*. N. York, Mead and Cy., 1938, in-8° de xi-563 p., \$ 7.50.

3. Robert D. GREGG. *The influence of border troubles on relations between the U. States and Mexico*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938, in-8° de 200 p.

4. Julius PRATT. *Expansionists of 1898*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936, in-8° de ix-393 p., prix : \$ 3.00.

5. *Rev. Hist.*, t. CLXXIV, 567.

que les « Faucons » de la guerre de 1898 furent les épigones de Sullivan : J. Fiske, Burgess ; Mahan, B. Kidd. En même temps que, pour sa thèse, il tire un admirable parti de l'affaire des Hawaï et du projet d'annexion de Fidji-Falkland conçu par H. Cabot Lodge, Platt et Teller, M. Pratt Brosse un panorama de l'opinion américaine en 1898 avec ses pacifistes : les Quakers, les Unitariens, certains Baptistes, le sénateur Gray, certains industriels, avec ses représentants belliqueux ; Hearst, Pullitzer, Mark Hanna, Mac Kinley, H. Cabot Lodge, T. Roosevelt. C'est un Roosevelt apaisé, ondoyant et divers qu'évoque Mr. Thomas A. BAILEY¹. Sans doute, à l'époque du conflit avec le Japon en Californie, l'homme du « *big stick* » a-t-il sacrifié à la popularité, aux exigences de Hearst et des syndicats californiens. Avec une grande habileté, il sut écarter la guerre avec le Japon. Du voyage de la flotte américaine autour du monde qui eût pu menacer la paix, il fit un gage de réconciliation avec l'Empire du Soleil Levant.

g) LA GUERRE MONDIALE. — C'est la même impression que laisse l'article de Mr. Russell BUCHANAN où l'auteur² montre que l'ex-Président, bien qu'ami des Allemands Münsterberg et L. Hegenmüller, mit son influence au service des Alliés. Par des articles de septembre 1914, de février 1915, par des discours où il poussa le gouvernement à accélérer ses préparatifs militaires.

Le livre de M. Charles SEYMOUR³ sur la diplomatie américaine pendant la guerre a fait ici même l'objet d'un compte-rendu⁴ qui montre l'intérêt d'un exposé favorable à Wilson, au fait des pièges de la neutralité, des atouts de la propagande germanique parmi les ouvriers et les pacifistes. C'est dans ces milieux que Mme Marie Louise DEGEN⁵ plonge le lecteur. Son livre expose l'action de femmes de cœur : Mmes Jane Hull Addams, Carrie Chapman Catt, Fanny Fern Anderson contre la guerre. Dès janvier 1915, les cinq groupements pacifistes féminins aux effectifs

1. Thomas A. BAILEY. *Theodore Roosevelt and the Japanese American crises : an account of the international complications arising from the race problems of the Pacific coast*. Stanford U. Press, 1936, in-8° de ix-353 p., \$ 3.00.

2. Russell BUCHANAN. *Theodore Roosevelt and American Neutrality*. *Am. Hist. Rev.*, 1938, 775-790.

3. Charles SEYMOUR. *American diplomacy during the World war*. Baltimore. The Johns Hopkins Press, 1934, in-12 de x-417 p., \$ 3.00.

4. *Rev. Hist.*, t. CLXXVIII, 616-618.

5. Marie Louise DEGEN. *The history of the Woman Peace's party*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1939, in-8° de 266 p.

de 1.785.000 membres se groupèrent en une société unique : le *Woman Peace's party* qui se réunit au Congrès de Washington (janvier 1915). Puis le meeting d'Amsterdam (28 mai-1^{er} juin 1915) fut prolongé par les visites faites par certaines congressistes américaines à Bethmann Hollweg, von Jagow, Tisza et Sturghk. S'ils apprécèrent peu le projet d'une médiation des neutres qui leur fut présentée, ces ministres furent corrects, alors que le conseiller fédéral Hoffmann, les hommes d'État français et italiens manifestèrent la désapprobation la plus nette. Une seconde période s'ouvrit quand Henry Ford voulut faire voguer le vaisseau de la paix, annonciateur de la trêve de Noël. Mme Jane Hull Addams, disciple de Tolstoï, idéaliste et bête noire de T. Roosevelt, mais douée d'un certain esprit pratique, vite convaincue de l'impossibilité du projet Ford s'appliqua, dès 1916, à des tâches plus réalisables : la limitation des armements, l'embargo économique, la lutte contre les préparatifs de guerre et contre l'impérialisme dominicain et mexicain. Le beau livre de Mme Degen, qui tourne à l'apologie de Mme Addams, est clair et nuancé. Mais il est mal rattaché à l'histoire générale. L'attitude des ouvriers anglais en 1918-1919, leur vénération pour le Président Wilson font la matière de l'article de Mr. Carl F. BRAND¹. Au grand meeting d'Albert Hall du 2 janvier 1919, dans les colonnes du *Daily Herald*, dans la célèbre motion de Arthur E. Henderson, les travailleurs exprimèrent leur confiance à l'égard de l'auteur des quatorze points, leur espoir d'une harmonie entre les programmes du *Labour Party* et de la S. D. N. La capitulation de Wilson devant Mr. Lloyd George et devant Clemenceau indigna les ouvriers et les rejeta vers l'*Independent Labour Party*.

E) LA TRÊVE DE 1919 A 1939. — a) POLITIQUE EXTÉRIEURE. — Au cours de la trêve précaire qui a suivi le traité de Versailles, l'insécurité ressentie a laissé la politique extérieure au premier plan. La synthèse provisoire, documentée aux sources courantes de Mr. Frank H. SYMONDS² plus judicieuse qu'originale, mais souvent pénétrante, cherche à justifier l'éloignement américain pour la S. D. N. privée de tout pouvoir de coercition. Il plaide pour la politique de parité navale tripartite, pour le protection-

1. Carl F. BRAND. *British labor and President Wilson*. *Am. Hist. Rev.*, 1937, 244-255.

2. M. Frank H. SYMONDS. *American foreign policy in the post war years*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1935, in-12 de 160 p.

nisme et pour la reconnaissance de l'importance du Japon dans le Pacifique.

Au problème cardinal de la vie américaine d'hier et d'aujourd'hui : les rapports américano-japonais, s'attaque le livre de Mlle Eleanor TUPPER et de M. George MAC REYNOLDS¹. Après une introduction consacrée aux problèmes californiens et pacifiques antérieurs à 1917, les auteurs exposent les incidences de la Grande guerre, des révoltes de Corée, de la politique de la porte fermée, de l'immigration contingentée, de la conférence navale de Londres de janvier 1930, de la guerre d'Extrême-Orient de 1931 à 1933. C'est l'histoire des progrès d'un conflit qui, limité à une zone éloignée du Japon, s'en est rapproché avant de s'aggraver par le refus nippon d'adhérer au Consortium bancaire et par les 21 demandes japonaises puis de paraître s'apaiser par l'accord naval de 1921. Depuis 1924 mûrissent quatre causes de friction : l'immigration, la rivalité navale dans le Pacifique, la guerre sino-japonaise de 1931-1933, le choc des doctrines de Monroe, japonaise et de la porte ouverte. Ce sont les signes annonciateurs de la guerre qui devait finalement éclater entre les deux pays. Les auteurs qui ont diagnostiqué avec précision les symptômes du conflit ne paraissent pas les avoir exposés de façon assez vivante, faute d'avoir disposé d'une documentation manuscrite. C'est à l'un des points en litige, l'immigration, que se rapporte l'ouvrage de Mr. Rodman W. PAUL². Le *Gentleman's agreement* chargeait le gouvernement nippon de la délivrance des passeports réservés aux émigrants non travailleurs ou aux parents japonais d'un résident américain. Il laissait donc la question à la bonne foi et à l'appréciation du Japon. Quand le recensement de 1920 dénombra 39.000 Japonais de plus qu'en 1900, et que furent connus les abus des « mariages » d'après « photographie », les Représentants abrogèrent le *Gentleman's Agreement* (13 avril 1928).

Au même titre que les problèmes japonais, les problèmes panaméricains préoccupent l'opinion américaine éclairée. A Panama d'abord. Aussi le livre de Mr. William MAC CAIN³, impartial jus-

1. Eleanor TUPPER, George MAC REYNOLDS. *Japan in American public opinion*. New York, Macmillan, 1937, in-8° de xii-465 p.

2. Rodman W. PAUL. *The abrogation of the Gentleman's agreement*. Cambridge (Mass), s. d., in-8° de xiv-117 p.

3. William MAC CAIN. *The United States and the Republic of Panama*. Duke U. Press 1937, in-8° de xiii-278 p., 1 carte. Préface de Frederic J. Rippy.

qu'à l'hypercritique, mérite-t-il un examen. De 1903 à 1933, la grande République fit construire les voies de communication panaméennes qui lui servaient — pas la route Panama-Colon —, à la mise en valeur des provinces de Chiriqui et de Panama, tandis que J. Pierpont Morgan maintenait l'équilibre financier. L'arrivée au pouvoir de F. D. Roosevelt rendit quelque liberté à la petite République : le traité du 2 mars 1936 mit fin au monopole américain des voies transisthmiques, augmenta le montant des versements américains et Panama récupéra le droit de refuser une cession de territoire aux États-Unis. L'ouvrage qui a été composé d'après les Archives de Panama, du Costa Rica, du *Department of State*, non d'après celles de Colombie donne de très intéressants détails sur l'affaire du Chiriqui, sur les conflits de Panama avec Costa Rica, sur l'activité d'Amador. Mais certaines lacunes frappent sur la politique colombienne, sur Aroso, Taft, Elihu Root. Les deux ouvrages suivants, qui sont plus généraux, revêtent le caractère de livres de mise au point, sans bibliographie originale ni critique. Celui de M. Alfonso Garcia ROBLES¹ plaira au grand public cultivé et curieux par la simplicité de son plan, par l'optimisme du développement, qui oppose la politique de mauvais voisinage pratiquée par les États-Unis à Panama (1826), au Mexique (1846), aux îles Hawaï, dans l'isthme (1903), dans les Antilles à la pratique du bon voisinage, inaugurée par Blaine, affirmée dans les Congrès panaméricains, par le traité de Washington du 5 janvier 1929. Les spécialistes ne trouveront rien à retenir de l'ouvrage que ses vues fédéralistes, analogues à celles de Carleton Beale. L'ouvrage de Mr. E. PÉPIN sur le panaméricanisme est plus instructif². Un court historique distingue les Congrès panaméricains avortés, sans représentants de Washington : de Panama (1826) à Caracas (1883), des Congrès réunis après Blaine en présence de délégués américains. Mais jusqu'à celui de la Havane (1928) l'Oncle Sam impose ses volontés et ses interventions. Avec Hoover et F. D. Roosevelt, le Panaméricanisme devient une politique de solidarité continentale, de libre association entre les peuples. Puis Mr. Pépin définit la dualité des Amériques anglo-saxonne et latine. Le livre se termine par un bilan des réalisations panaméricaines : les

1. Alfonso Garcia ROBLES. *Le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage*. Paris, Librairie Médicis, in-8° de 60 p.

2. Eugène PÉPIN. *Le Panaméricanisme*. Paris, A. Colin, 1938, in-16 de 220 p.

codifications de lois et les mesures de coopération. Très instructif, il sera une révélation pour beaucoup de Français, parce qu'il leur fait saisir l'aspect statique et américain de la politique de Washington.

Un autre pôle de son activité en est constitué par les rapports avec l'Angleterre. Le livre de Mr. R. B. MOWAT¹ rapide et superficiel, mais intelligent et bien venu, mériterait une traduction française. Si les deux nations, jadis adversaires, ont appris à se comprendre mieux, elles le doivent d'abord aux voyageurs, moins Mrs Trollope ou C. Dickens, que le Prince de Galles, Anthony Trollope, Fenimore Cooper, Washington Irving. Puis les élites ont communiqué dans le même idéal anti-esclavagiste exprimé en Angleterre par Clarkson, Wilberforce et Brixton, en Amérique par Jay, les Tappan, Leavitt. Profondément démocratiques des deux côtés de l'Océan, elles se sont retrouvées dans l'œuvre du Vicomte Bryce qui pourrait s'intituler : *Manuel de la Constitution britannique illustrée par des références à la Constitution des Etats-Unis*. Cette collaboration est renforcée par les dix correspondants de presse anglais en Amérique, par leurs trente-cinq collègues américains en Angleterre, surtout par les écrivains des deux pays : Mark Twain, Bret Harte, Sinclair Lewis, Edith Wharton, Ruskin, T. Hardy, Mrs Humphry Ward, Galsworthy, Wells. Les bourses Cecil Rhodes et Carnegie sont attribuées à des étudiants des deux nations. La coopération passe du plan intellectuel sur le plan politique depuis le traité Hay Pauncefote, les arbitrages de l'Alaska (1903), du *Panama Tolls Bill* (1913), par les échanges de vues entre États-Majors, couronnés par le discours rooseveltien de Kingston du 18 août 1938, annonciateur de l'alliance présente. Sur le même sujet, traité dans le même esprit Mr. Lionel M. GELBER² a écrit un livre assez différent. Il est surtout dirigé vers les questions diplomatiques. Les origines de l'amitié anglo-américaine lui paraissent remonter à l'accord Olney-Pauncefote (11 janvier 1897), au début de l'affaire boer, au refus anglais d'occuper Manille en 1898. Le traité Hay Pauncefote fut moins un tournant qu'un accord de liquidation préparatoire à celui, plus général, du 24 janvier 1903. Le lecteur tirera grand profit de ce livre plus clair que documenté.

1. R. B. MOWAT. *The American Entente*. Londres, Arnold, s. d., 1939, in-12 de 287 p.

2. Lionel M. GELBER. *The rise of Anglo American friendship*. Oxford U. Press, 1938, in-8° de III-292 p., 16 sh.

Celui de Mr. Percy Wells BIDWELL¹ est le texte du rapport adressé à l'américain *Council on Foreign Relations* (1937), en vue de la conclusion d'un traité de commerce entre les deux pays. Il vaut par deux constatations et un pronostic. Les transactions américano-britanniques (18 % pour le Royaume Uni, 11 % pour les États-Unis, 3, 6 % pour le Canada, etc.) se soldent par une balance commerciale favorable à la grande République. Le tarif Hawley-Smoot de 1930, atténué par le *Trade Agreement* de 1934, demeure une erreur monumentale.

A la veille d'un accord douanier, les positions des deux parties sont différentes. Les États-Unis demandent l'entrée en franchise du caoutchouc et de l'étain. Australiens et Canadiens s'en tiennent à l'acceptation des propositions de Page ou de Mackenzie King. La position de l'Angleterre est délicate. Qu'elle produise plus de denrées agricoles, elle risque des représailles douanières. Elle ne peut donner la préférence aux Dominions sans mécontenter Washington, obtenir de lui quatre cents concessions de détail risque d'entraîner la rupture avec l'Australie et le Canada. Mr. Bidwell envisage la diminution des droits sur la laine et les lainages, ce qui constitue une ligne de moindre résistance.

b) HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AMÉRIQUE D'APRÈS-GUERRE. — Si les ouvrages consacrés aux États-Unis depuis vingt ans sont légion, peu de ceux parus dans les cinq années antérieures à la guerre ont une valeur documentaire. Tel n'est pas le cas de celui de Mr. Edward RAGUET VAN SANT², qui étudie la courbe de la dette flottante, réduite de \$ 26.594 millions (1919) à \$ 15.900 millions (1930), à peu près stable depuis. La conclusion de l'auteur est que, sauf en temps de crise, la dette flottante est moins onéreuse pour un État que la dette à long terme.

C'est une histoire générale de la période antérieure à 1932 que donne Mr. F. L. ALLEN³. Elle est composée d'après les livres de Beard, William Allen, White, Silas Bent, et ne peut avoir la prétention d'être un ouvrage savant. Le développement évoque après 1919, la convalescence, les époques de Harding et de Coolidge,

1. Percy Wells BIDWELL. *Our trade with Britain. Bases for a reciprocal tariff agreement*. N. York, Council on Foreign Relations, 1938, in-8° de x-129 p., \$ 1.50.

2. Edward RAGUET VAN SANT. *The floating debt of the federal government, 1919-1936*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1937, in-8° de 88 p.

3. F. L. ALLEN. *Only yesterday, an informal history of the 1920's in America*. London, Penguin, s. d., 2 vol. in-16.

l'avant-crise, la crise. Le style est pittoresque, l'exposé romancé et se caractérise par une sorte d'unanimité historique. L'auteur montre que la « terreur rouge de 1920 ? » fut éloignée par la radio, le jeu Mah Jong, la méthode Coué, que l'ère de la prospérité prit fin définitivement au temps des « gangs » de Chicago et d'Al Capone. En bref, un livre utile et suggestif, pas un classique. L'histoire de la présidence Hoover écrite par MM. William STORR MEYERS, professeur à Princeton, et Walter H. NEWTON¹, qui fut secrétaire du Président est une apologie largement documentée aux sources officielles. Son plan est doublement singulier : deux parties isolent arbitrairement les mesures de crise et les mesures normales, suivant un plan chronologique qui ne permet au lecteur de se faire aucune idée nette du chômage, du tarif, des problèmes monétaires. La première partie montre comment on eut recours à l'inflation de crédit pour retarder la crise européenne. Du *stock boom* et de la dépression bancaire, la situation au stade II (avril 1931-juillet 1932) passa par le moratorium allemand (avril-juillet 1931), par une reprise des affaires américaines (juillet-septembre 1931), par les incidences des difficultés balkaniques au temps de la bataille du budget (mai-juillet 1932). Au stade III s'annonce la guérison américaine (juillet-novembre 1932) rendue vaine par la campagne présidentielle, par un budget en déséquilibre, par la crainte de manipulations monétaires. La thèse des auteurs est que, sans les élections de 1932, la crise eût été conjurée en Amérique. Suggestives sont maintes remarques, mais MM. Meyers et Newton ne peuvent nier les illusions politiques de Hoover, ses incompréhensions sociales et son ignorance de la force du mécontentement. Celui-ci est le thème d'un article de Mr. J. P. HUTTER² qui évoque la grande pitié des propriétaires de l'Ouest accablés sous le poids de dettes hypothécaires contractées à un taux léonin supérieur à celui de l'industrie. Après avoir comparé les remèdes envisagés : une révolution politique, la réduction de la production, la remonétisation de l'argent-métal, il conclut (en 1936) que la Révolution n'aura pas lieu, que l'inflation est probable, que les chances du New Deal de Roosevelt sont inconnues.

A la personnalité du grand Président ont été consacrés de

1. William STORR MEYER, Walter H. NEWTON. *The Hoover administration*. N. York, Scribners and sons, in-8° de viii-553 p.

2. J. P. HUTTER. *Le mécontentement agraire dans l'Ouest américain*. *Annales histoire économique et sociale*, 1936, 113-126.

très nombreux travaux, apologies ou attaques. Peu atteignent à la sérénité historique. Celle d'Émile LUDWIG¹, plus psychologique qu'érudite, est une apologie inspirée du livre d'Ernest K. Lindleys, repassée à l'étamine et enrichie de souvenirs personnels. La jeunesse de Franklin Delano fut celle d'un fils choyé et sociable, joyeux et grand voyageur, devenu l'époux de la nièce préférée du premier Roosevelt. Ami des pauvres, sous-secrétaire à la marine au temps de W. Wilson, pèlerin de la S. D. N., candidat à la Vice-Présidence en 1919-1920, il ne fut pas élu. Atteint par une paralysie infantile épidémique, il parvint par la conjonction d'un méritoire effort de volonté, de l'amitié agissante de Louis Howe, d'un traitement thermal à Warmspring, à une demi-guérison, au poste de gouverneur de New York (1929), à une Présidence des États-Unis qui compte dans l'histoire du monde. Dans la troisième partie, l'auteur insiste moins sur les réformes que sur le caractère de l'homme, naturellement gai et enjoué, façonné comme Lincoln par le malheur, profondément humain et, par l'intelligence avertie et déliée, rappelant quelque peu Mirabeau.

C'est à l'œuvre rooseveltienne, qu'avec tant d'autres s'attache M. Louis M. HACKER². Son livre, qui s'appuie sur les sources officielles, est bien informé. Ses trois premiers chapitres consacrés aux origines et aux doctrines sont clairs et judicieux. Mais les deux derniers, qui exposent l'application du système, valent davantage par leurs précisions, surtout par leur conclusion, d'ailleurs pessimiste et prématurée en 1936 : le *New Deal* doit conduire au fascisme ou à l'impérialisme, en tout état de cause au désordre.

Mr. A. S. J. BAXTER³ pousse l'étude du même sujet jusqu'en 1939. Son témoignage scrupuleux paraît s'appuyer sur des sources plus amples. Selon l'auteur, la crise industrielle laissée sans solution par Hoover, avait trois solutions possibles : la technocratie (Howard Scott, H. S. Person), la fixation à un taux élevé du pouvoir d'achat (Foster, Catchings), l'établissement d'un règlement de travail (Black). De fait, Roosevelt devait s'associer le planiste Tugwell, l'inflationniste Moley. L'expédient du *New Deal*,

1. Emil LUDWIG. *Roosevelt, Essai sur le bonheur et le pouvoir*. Traduit de l'allemand par Denise Van Moppes. Paris, s. d., 1938, in-8° de 357 p.

2. Louis M. HACKER. *A short history of the New Deal*. N. York, Crofts, 1935, in-8° de 151 p.

3. A. S. J. BAXTER. *Le crépuscule du capitalisme américain. Étude économique du New Deal*. Préface de Ludwig von Mises. Paris, Librairie de Médecis, 1939, in-8° de 249 p.

dont l'auteur pousse l'analyse, est une caricature de la Démocratie. Il a contre lui la Cour Suprême et la force du régionalisme. Il ne pourra sauver le capitalisme dont il est la dernière carte. C'est qu'il se heurte de plus en plus aux forces ouvrières déchaînées, celles des *Industrial Workers of the World* évoquées par Elridge Foster DOWELL¹, alors que, pendant la Grande Guerre, ils furent l'objet de lois d'exception. L'auteur résume les accusations de communisme, d'antimilitarisme, de sabotage qui furent portées contre eux par les journaux, les syndicats d'intérêts (Idaho, Californie, Arizona), par les associations de combattants (Wyoming, Oregon). Dix-sept *bills* répressifs n'en ont pas moins été rejetés, en commission (Alabama), faute de quorum (Wisconsin), au cours des débats législatifs. Une conclusion nette manque à ce recueil de faits. C'est au public français que s'adresse le beau livre² de M. Louis FRANCK, qui, après un exposé des crises de 1929-1933, détaille les conditions d'élaboration et d'application du *National Recovery Act*, la victoire du Plan Swope sur les projets du *Brain Trust*. L'analyse de six exemples bien choisis permet à l'auteur de dénoncer les illusions des parrains du système des codes, mais aussi de rendre un légitime hommage à une politique qui a procuré du travail à quatre millions et demi d'ouvriers³.

c) LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI. — Arrivés au terme de ce long Bulletin, il nous faut signaler les ouvrages qui brossent le panorama de la vie intellectuelle de l'élite, de la vie journalière des foules, des questions extérieures.

Pour M. Granville HICKS⁴, la grande tradition littéraire américaine, depuis Emerson, est faite de la critique du capitalisme, de l'éloge du *common man*. Elle explique le succès des romans de la frontière (Bret Harte, Samuel Clemens), des œuvres des *Mugwumps*

1. Elridge Foster DOWELL. *A history of criminal syndical legislation in the United States*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1935 in-8° de 176 p.

2. Louis R. FRANCK. *L'expérience Roosevelt et le milieu social américain*. Paris, Alcan, 1937, in-8° de 386 p.

3. Voir E. M. Hugh JONES and E. A. RADICE. *An american experiment*. Oxford. U. Press, 1936, in-8° de viii-296 p., 2 cartes, bonne vulgarisation en 8 chapitres, 3 appendices. Pour des points de détail, voir les trois articles de la *Rev. d'Hist. Mod.*, 1939, par F. TRÉVOUX. *L'intervention de l'État fédéral en matière d'industrie, de trusts et de public utilities*, 112-148 ; J. SIROL. *Une conséquence de la crise : l'intervention directe de l'État et l'agriculture aux États-Unis*, 149-179 ; A. DAUPHIN-MEUNIER. *L'intervention de l'État fédéral américain dans le domaine de la monnaie, du crédit et des banques*, 180-205.

4. Granville D. HICKS. *The great Tradition*. N. York, Macmillan, 1932, in-8° de x-317 p. Voir *Rev. Hist.*, t. CLXXVI, 120-121.

(Hamlin Garland, Stephen Crane, W. Churchill, Jack London, Upton Sinclair). Depuis 1912, les écrivains se sont divisés. Les uns se résignant à l'évasion, comme jadis H. James et Emily Dickinson, se sont tournés vers la vie régionale, les études psychologiques (Edith Wharton, Willa Cather, Joseph Hergesheimer). Les autres, regardant la vie en face, et condamnant les maux sociaux (E. Dreiser, Sherwood Anderson, Sinclair Lewis, Hemingway, Dos Passos), font figure d'iconoclastes, ainsi que les cinquante-deux signataires du manifeste de 1932. Le livre provocant, discutable et partial de Mr. Hicks repose sur une connaissance très complète de la littérature américaine. Il fait penser.

Sous l'apparence d'un ouvrage de second ordre, d'une sorte de catalogue commenté, la thèse de Mr. René BRIMO¹ essaie de caractériser l'évolution du goût américain d'après les collections artistiques de son élite. La première partie étudie la période antérieure à 1876. L'élite coloniale des deux centres artistiques de Boston et de New York qui admirait les grands Vénitiens, Poussin, Rubens et Van Dyck put contempler le Canaletto, l'Holbein de Robert Gilmore, les beaux tableaux de John Bowdoin. Au lendemain de l'Indépendance, les artistes yankees voulurent avoir leurs collections de peintres nationaux, Philip Hone en constitua une. Le public put admirer celles de la *Pennsylvania Academy of fine Arts* et de la *National Gallery of Arts*. Vers 1850, dans New York devenu métropole artistique, les collectionneurs (les Astor, Auguste Belmont) composent des « cocktails picturaux » (T. Rousseau, Delaroche, Meissonier). Ils donnent le ton à George T. Seney, à William H. Vanderbilt, à H. Robasco de Cincinnati. Puis l'on en vient aux collections homogènes de paysagistes français (George T. Seney, Quincy Adams Shaw), d'impressionnistes (Havenmayer), de paysagistes anglais, de peintres italiens de la Renaissance. L'ouverture des grands musées de Boston et de Philadelphie va pouvoir former un grand public cultivé.

De 1876 à 1919, la décentralisation artistique se poursuit. Buffalo, Detroit Cleveland, San Francisco comptent d'importantes collections. La mode passe de l'éclectisme à la spécialisation. Au premier sacrifient Robert Hoe, Benjamin Altmann et J. Pierpont Morgan (*Metropolitan Art Museum of New York*). L'école roman-

1. René BRIMO. *L'évolution du goût aux États-Unis, d'après l'histoire des collections*. Paris, James Fortuné, 1938, in-8° de 206 p.

tique, à l'honneur dans la collection Hearst, connaît la disgrâce. Les ensembles spécialisés se multiplient. Gainsborough, Raeburn, Hoppner sont les joyaux des collections Henry E. Huntington, Edward R. Bacon, Mac Fadden. John G. Johnson, Jules S. Bache, rassemblent des primitifs italiens, Charles L. Freer des Chinois, Denman W. Ross des Indous. Tandis que Henry Clay Frick veut constituer une collection Wallace américaine, élixir du XVIII^e siècle français, Macomber réunit des ensembles d'armures, George Gray Barnard des pièces architecturales. Vers 1920, toutes les grandes périodes artistiques sont représentées dans les galeries particulières, d'où au hasard des successions et des legs, tableaux, statues et pierres passent dans les trois grands musées (*Pennsylvania Museum of Art, Boston Museum of Fine Arts, Metropolitan Museum of New York*), dans les musées d'Université. A l'heure présente, une élite chaque jour élargie est en mesure de juger sur pièces des chefs-d'œuvre artistiques des civilisations passées. Telle est la leçon du beau livre, assez bien illustré de Mr. Brimo.

C'est au contraire la vie de la foule qu'évoque M. Bernard FAY¹ dans un livre spirituel, original, parfois discutable et qui complète ceux de MM. A. Siegfried, Cestre, Braunschvig. Si quelques erreurs mineures se sont glissées dans le texte², le plan paraît quelque peu arbitraire. Il abonde en remarques ingénieuses sur l'esprit apolitique des dames du Sud, sur l'honnêteté relative des politiciens démocrates. De tout premier ordre sont les développements consacrés à la presse, aux trusts de Hearst (34 journaux), de Scripps Howard (28 journaux), à la radio, à l'école, à l'art, au rôle des Églises. Les deux volumes de Mr. Charles A. BEARD intitulés *America in midpassage*³, sont aussi documentés et spirituels que l'ouvrage de Mr. B. Fay, mais aussi marxistes qu'il l'est peu. Le tome premier expose la fin de la prospérité en 1929, les prodromes de la crise sous les coups de la corruption, de la misère agraire, de la législation mal venue d'Hoover, les mesures du *New Deal* jugées avec une bienveillance quelque peu ironique. Le tome II qui est plus original, vaut par les chapitres consacrés au problème du travail et surtout par une étude remarquable,

1. B. FAY. *Civilisation américaine*. Paris, Sagittaire, s. d. (1939), in-8° de 312 p.

2. P. 34 : Il n'y a plus de caravelles au XVII^e siècle. P. 38 : Mme Grand n'était pas nègre. P. 67 : La constitution américaine date de 1787, pas de 1788. P. 68 : Depuis 1789, la France n'a eu que 13 constitutions.

3. Charles A. BEARD. *America in midpassage*. N. York, Macmillan, 1939, 2 vol. in-8°.

impartiale et pénétrante des distractions collectives : le cinéma, le théâtre, les lettres. Elle mériterait une traduction française. La conclusion, assez faible, propose une reconsidération de l'idéal démocratique, devant l'échec des compromis wilsoniens et rooseveltiens.

Entre les deux livres divergents, de MM. Fay et Beard, celui de T. V. SMITH¹ offre un compromis sous la forme d'un exposé de caractère philosophique des divers systèmes sociaux et politiques adoptés aujourd'hui en Amérique. Il constitue une bonne introduction au bon ouvrage de M. Pierre BRODIN², *Les idées politiques des États-Unis d'aujourd'hui*. A la notion convenue des deux partis électoraux, il substitue l'analyse d'une quarantaine de tendances concrètes groupées en trois courants : modéré (chap. I-V), réactionnaire (VI-X), avancé (XI-XX). A défaut de doctrinaires conservateurs dominant de grands hommes d'affaires : les Carnegie, les Rockefeller, les Hoover, les A. Mellon. Parmi les libéraux se distinguent Mrs Sinclair Lewis, B. Anderson, W. Lippmann. Aux réactionnaires « Bourbons » s'apparentent Mencken, les antijuifs (*Silver shirts*).

La politique de gauche est exposée dans les colonnes du *Forum*, de *Masses*, de la *New Review*, dans les réunions de l'*American Civil Union*. Le fief du radicalisme agraire est le *Middle West* grâce à Lindbergh senior, aux La Follette. Soulé et Coyle sont planistes, Veblen et Stuart Chase technocrates, Upton Sinclair et A. Bingham corporatistes, Granville Hicks, Dos Passos, le nègre Angelo Herndon communistes.

Le beau livre de M. Brodin, qui insiste plus sur les groupements que sur les doctrines, montre le lien des idées et des besoins, dégage le programme minimum commun à tous les partis : l'appel à la souveraineté populaire, à la dignité humaine³. Il trouve son complément naturel dans la belle étude de Mr. Firmin Roz, sur les *Grands problèmes des États-Unis*⁴. Cette bonne mise au point, utile à tous, a fait l'objet d'un compte-rendu de l'auteur de ce Bulletin⁵. La conclusion de Mr. Roz est un plaidoyer en faveur de

1. T. V. SMITH. *The promise of American politics*. Chicago, U. Press, 1935, in-8° de xxxviii-303 p.

2. P. BRODIN. *Les idées politiques des États-Unis d'aujourd'hui*. Paris, Maisonneuve, 1940, in-12 de 303 p.

3. On souhaiterait sur ces mouvements plus de renseignements bibliographiques.

4. Firmin Roz. *Les grands problèmes de la politique des États-Unis*. Paris, A. Colin, 1935, in-8° de 205 p.

5. *Rev. Hist. Mod.*, 1936, 487-488.

l'acceptation par les États-Unis des charges de la solidarité internationale. C'est parce qu'ils les ont acceptées que les livres allemands sur l'Amérique sont des réquisitoires haineux. Celui de Mr. Adolf HALFELD¹ est une histoire colorée de l'impérialisme américain. A son point de départ, il recoupe l'article où Mr. Thomas A. BAILEY² dénonce l'attitude anti-américaine de l'amiral Diederichs avant la bataille de Manille (1898). Sans trop s'arrêter à ce détail, Mr. Halfeld énumère les manifestations multiples des difficultés germano-américaines, qui culminent avec le projet Clarence Street d'un super État de quinze nations comprenant tous les États anglosaxons du monde, la France, les États scandinaves et les Pays-Bas, avec une armée et une nationalité communes. En conclusion, l'auteur se sert des lettres de MM. Potocki et Lukasiewicz, de janvier et de décembre 1939, pour dénoncer le bellicisme de F. D. Roosevelt et de l'ambassadeur Mr. Bullitt. Enfin pour Mr. Werner LOKE³, le fil conducteur de l'histoire américaine est l'impérialisme conquérant exprimé par le capitalisme juif de Wall Street et la présente guerre.

CONCLUSION. — Les deux livres de propagande allemande qui terminent ce Bulletin montrent le danger de l'histoire partisane, messagère d'incompréhension internationale et dangereuse pour la paix du monde.

Pour réagir contre elle et arriver à la sereine impartialité, l'historien doit d'abord se détacher de soi-même, échapper aux passions. Mais aussi utiliser sans cesse de nouvelles sources documentaires. Celles qui ont été découvertes ou mises en œuvre par les historiens de la dernière décade n'ont généralement qu'une portée de détail. Les livres publiés au cours de la même période sont rarement aussi neufs que ceux de Leonard W. Labaree, de Prescott Webb, de S. E. Morison. On compte peu de monographies d'histoire constitutionnelle (Lambert), d'histoire religieuse qui reste la parente pauvre, d'histoire des idées (Pierson), d'histoire de la civilisation (Beverly W. Bond, Brimo). Celles d'histoire militaire (Mac Munn, Mlle Ella Lonn), coloniale (Charles M. Andrews), sociale (R. Marjolin, Louis R. Franck), surtout diplomatique

1. Adolf HALFELD. *U. S. A. greift in die Welt*. Hambourg, Broschek, 1941, in-8° de 255 p.

2. Thomas A. BAILEY. *Dewey and the Germans at Manila Bay*. *Am. Hist. Rev.*, 1939, 59-80.

3. Werner A. LOKE. *Roosevelt Amerika*. Munich, Franz Eher, 1939, in-8° de 253 p.

(Karl Weinberg, Samuel Flagg Bemis) sont d'une autre importance et d'une autre portée.

L'impression dominante est que les historiens se sont tournés, au cours de cette décade, principalement vers les problèmes pratiques : sociaux, économiques, militaires, mexicains, canadiens, antillois. Dans cette production, la part des historiens américains est prépondérante en quantité et en qualité, grâce aux travaux de S. E. Morison, Flagg Bemis, Charles M. Andrews, Charles A. Beard, George William Pierson, J. G. Randall. La part des historiens étrangers est plus mince bien qu'honorable, en particulier celle de nos compatriotes. Souhaitons que la paix revenue permette une promptre reprise des relations entre les historiens des deux pays et des échanges bibliographiques pour le plus grand profit de la science et de la connaissance de l'Amérique dans cette France qui éprouve pour elle tant de reconnaissance et d'admiration.

E. PRÉCLIN,
Professeur à l'Université de Besançon.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Norbert ELIAS. *Ueber den Prozess der Zivilisation*, 1^{er} volume. Bâle, « Haus zum Falken », 1939, in-8°, xx-327 pages.

M. Elias a eu l'ambition d'écrire sur l'évolution de la notion de civilisation un ouvrage de sociologie — il écrit même « sociogénétique », — inspiré par les théories durkheimiennes de la contrainte sociale et non exempt de tendances freudiennes. C'est dire qu'il prend parfois un ton mystérieux et doctoral pour parler de choses qui, à nous autres historiens, paraissent assez simples. Un autre reproche à lui faire, toujours du côté des historiens, c'est de bousculer la chronologie, et d'appliquer parfois la méthode régressive. C'est ainsi que, le premier chapitre étudiant la « sociogénèse » du concept à propos d'Érasme et la suivant jusqu'à la physiocratie et aux préludes de la Révolution, le chapitre II nous fait remonter aux ^{xiii^e} ^{xiii^e} siècles pour nous ramener au même Érasme et à la Renaissance, puis en pousse l'analyse jusqu'aux temps très voisins du nôtre. Cette méthode nous paraîtrait-elle, d'aventure, moins déconcertante, si nous avions le second tome qui semble, d'après l'avant-propos (p. xiii), avoir paru en même temps que le premier, mais que la *Revue* n'a point reçu ?

Comment et pourquoi, dans la continuité historique, se modifie la structure de la civilisation ; comment peut se décrire « le paysage historique » du Moyen Âge, de la Renaissance, de l'absolutisme et du despotisme éclairé, tel est le problème. Même en écartant (ce qui est regrettable à notre gré) les formes de civilisation extérieures au type occidental, ce problème en postule un autre : la définition même de la civilisation.

L'auteur signale avec raison qu'il importe de tenir compte de la diversité des consciences nationales, et notamment de distinguer entre la civilisation au sens franco-anglais (je dirais, à partir du milieu au moins du ^{xviii^e} siècle, franco-anglo-saxon) et la *Kultur* au sens allemand. Dans ce débat toujours pendant et renouvelé, M. Elias essaie (du point de vue allemand, mais, reconnaissons-le, sans nul chauvinisme) d'apporter quelque lumière. A l'en croire, l'Allemand considère la civilisation comme une catégorie de valeurs assurément très utile, mais valeurs de second ordre, qui ne touchent que l'extérieur de l'homme, « la superficie de l'existence ». La *civilisation*, au sens anglo-français, appuierait sur des facteurs surtout politiques, économiques, techniques, sans exclusion cependant du moral, du religieux, du social, tandis que la *culture* viserait davantage l'intérieur de l'homme, les produits de l'activité artistique, les systèmes philosophiques, religieux, moraux dans lesquels se manifeste l'individualité d'un peuple, au lieu d'insister, comme la civilisation, sur les caractères communs à tous. A la question : « qui est spécifiquement français ? » ou : « qui est anglais ? », la réponse vient tout de suite, s'agissant de nations très anciennement constituées, pourvues de caractères stables. C'est le contraire pour l'Allemagne qui, depuis des siècles, s'interroge sur soi et n'a pas encore trouvé de réponse statique à la question. — Cette opposition

entre les concepts est encore devenue plus aiguë depuis ce qu'on appelait en 1939 « la guerre mondiale », qui se disait menée au nom de la civilisation.

A en croire l'auteur, l'antithèse remonte à Kant, à ses *Ideen* de 1784 *zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlichen Absicht*, où il déclare que la moralité est du ressort de la « culture » écrivant : « Nous sommes à un haut degré *cultivés* par l'art et la science, nous sommes *civilisés* jusqu'à l'excès par les multiples manières de sociabilité et de convenance. » M. Elias aurait pu indiquer tout ce que cette antithèse kantienne doit au Jean-Jacques de la *Nouvelle Héloïse*, aux lettres de Saint-Preux et de Julie sur la société parisienne¹. N'est-ce pas de là que sort l'opposition établie par Kant entre la couche intellectuelle des classes moyennes ou *Mittelstand* de l'Allemagne et la couche superficielle des seigneurs et gens de cour, entre la *Höflichkeit* trompeuse, extérieure, et la vraie vertu, entre « le bel usage » — celui qui, à l'instar de Leibniz et de Frédéric II, parle le français, langue des hautes classes, méprise Shakespeare et même *Götz von Berlichingen* (p. 12-13), et l'Allemand des classes moyennes et inférieures par qui et pour qui se réalise le *Sturm und Drang* ? Une capitale, une cour, l'influence de la noblesse sur la haute et la moyenne bourgeoisie, si importantes en France, manquent à l'Allemagne². On dira : querelle de mots ! En français (et surtout dans un sens hostile à l'Allemagne), nous grouperions plutôt sous le mot de *civilisation* (M. Elias rappelle avec raison les recherches de Ferdinand Brunot) les hautes valeurs spirituelles de la société moderne, sous la rubrique *culture* les inventions techniques, les applications de la science, quelles qu'en soient les fins et les conséquences morales et sociales. Et la controverse pourra durer éternellement ! Peu importe, après tout, l'essentiel est de savoir de quoi l'on parle.

L'auteur, lui, s'enferme surtout dans le concept de civilisation = raffinement, politesse, manières, bienséance, vie de société, bref la « civilité », au sens érasmien du *De civilitate morum puerilium*. Les 130 éditions de ce livre (dont 13 encore au XVIII^e siècle) sont un éloquent témoignage de l'importance sociale de ce concept, qui s'impose à l'individu comme contrainte impérieuse de la collectivité, faisant appel au châtimement social comme à la récompense, au complexe de la honte comme à celui de la considération. Mais Érasme (ce qu'une chronologie plus exacte aurait rendu plus évident) est un point d'arrivée, celui de toute une tradition médiévale (sans parler de l'antiquité) déjà fort développée avant lui, et l'auteur énumère et reproduit les textes qui enseignent la courtoisie (*courtesy*, *cortezia*, en allemand *Hövescheit*, *Hübscheit*, ou encore *Zucht*), les usages de cour (*Hof*, *die höfische Leute*) qui s'imposent comme des règles obligatoires. Mais Érasme est aussi le point de départ de toute une postérité littéraire qui se poursuit à travers Courtin en 1672, une *Civilité* de Liège en 1714, le Coëtiers en 1693 et 1717, de la Salle en 1774, une *Civilité* de Caen de 1774, enfin *The habits of Society* de Londres en 1859⁴. Le rituel de la civilisation se développe ainsi à travers les âges, imprimant à l'enfant, et par lui à l'adulte, un « conditionnement » qui fait penser à tel roman d'Aldous Huxley. Textes cités, traduits, commentés par M. Elias avec un luxe un peu accablant et même superflu. Encore relève-t-on quelques absences surprenantes, comme celle de Castiglione.

1. Rousseau n'est que touché, p. 48-50.

2. L'auteur ne traite guère directement de l'Angleterre, qui, cependant, fournit au XVIII^e des ingrédients essentiels à la civilisation française.

Ce qui est intéressant pour l'historien, c'est de voir se déplacer à travers les âges les limites du *tabou* et des recommandations. Très caractéristique est l'histoire de cette princesse grecque du XI^e siècle, qui, devenue dogaresse, voulut introduire à Venise l'usage byzantin de la fourchette : elle fit scandale, fut condamnée par l'Église, et châtiée par une maladie repoussante¹ ! Ainsi varie avec les âges ce que le sociologue appelle le « seuil » du permis et du défendu (*Peinlichkeitschwelle*), du sentiment de honte (*Schmachgefühl*)². Ce *standard social* ne varie pas moins avec les peuples, et on s'étonne que l'auteur n'ait pas fait davantage sur ce point appel à l'universel Montaigne³ et aux autres sources de l'exotisme des XVI^e-XVII^e siècles ; à quelques mots (p. 163) sur les usages de la table en Chine et sur l'opinion chinoise qui juge « non-civilisés » nos usages de table, il eût pu ajouter un mot sur le *méchoui* des musulmans. A s'en tenir dans la catégorie du temps, il dessine ce qu'il appelle assez joliment « la courbe de la civilisation du manger ». Même étude sur le coucher, le dormir, le moucher, le cracher et autres règles de convenance sur les fonctions naturelles et en particulier sur les questions sexuelles, notamment sur l'évolution de la loi du silence (*Bann des Schweigens*) sur ce dernier point, même depuis Érasme. Il n'y a peut-être là rien que nous n'ayons déjà vu très souvent, depuis les ouvrages lointains d'Edgar Monteil, du bibliophile Jacob, de Franklin, etc. Mais des anecdotes entassées par ces auteurs, M. Elias a le mérite de faire un système. Il est surprenant qu'il n'ait pas fait appel aux documents figurés, notamment à l'art flamand-néerlandais, aux Teniers, Van Ostade et autres, à Abraham Bosse et à Chardin. L'histoire de l'art n'est invoquée qu'à propos d'un document de l'époque habsbourgo-bourguignonne (p. 284-298), publié en 1912 à Leipzig par H. Th. Bossert et W. Storck sous le titre de *Das mittelalterliche Hausbuch*.

Signalons quelques vues intéressantes sur ce qu'on peut appeler, en sens inverse de l'évolution générale, les reflux de la barrière de contrainte et de honte. Par exemple la guerre, avec les nécessités de la vie en tranchée, a très rapidement abaissé le « seuil », supprimé tel ou tel *tabou* (ceux qui affectaient l'usage du couteau), modifié dans la littérature les expressions du coucher et du dormir. Plus récemment encore⁴, le développement du tourisme, du camping, du sport ont eu des conséquences analogues sur la vie en commun, le costume des deux sexes, les règles et le ton de la camaraderie, enfin sur le langage. Au reste la *Modellierung* du parler depuis le temps où Caillières, dans ses *Mots à la mode*, opposait le parler de cour au parler bourgeois, renseignant par là sur la structure de la société française aux beaux jours de Louis XIV, a évolué avec la pénétration réciproque des classes, car la bourgeoisie a influé sur la langue des hautes classes, le peuple sur la bourgeoisie. Encore un phénomène manqué en Allemagne, où le rôle de l'Académie, du théâtre, des grammairiens et de l'usage, maître de Malherbe, a été tenu

1. Cela me rappelle le témoignage d'une dame Canadienne-française sur un paysan de chez elle qui, en présence d'un gril électrique à faire des toasts, disait en grommelant : « Ça, c'est une invention de Satan ! »

2. Il a été *tabou* de rompre son pain au lieu de le couper, et ensuite de le couper au lieu de le rompre !

3. Cité seulement en passant dans une note (p. 316, n. 17), à propos de la force de la coutume.

4. Publié en 1939, l'ouvrage semble en réalité dater de 1936.

par les institutions camérales et les Universités, le *Beamtentum* et l'*Intelligenz*.

Avec tous ses défauts, sa composition déconcertante, les bizarreries de sa chronologie¹, ses lacunes, malgré un désordre où nous avons essayé, peut-être sans grand succès, de mettre quelque clarté, l'ouvrage est une contribution non négligeable à l'histoire des formes extérieures de la civilisation, ou du moins d'une partie de la civilisation, à savoir les « manières »². Le sujet en vaut la peine. En analysant cette idée simple que le civilisé occidental d'aujourd'hui, pensant dans le plan du temps comme il pense dans le plan de l'espace, trouverait « non-civilisés » ou même barbares bien des usages alors obligatoires de la haute société féodale, il nous aide à distinguer les peuples « enfants, jeunes, adultes, vieux ». Sans rêver d'une pédagogie qui prétendrait follement reproduire dans le comportement de l'enfant tout le processus et les phases de l'évolution sociale³, il donne raison au mot célèbre (et qu'il omet de citer) de Pascal. C'en est assez pour que les historiens ne le dédaignent point.

Henri HAUSER.

I. St. CASSON. **Chypre dans l'antiquité**. Trad. en français par G. WALTER. Paris, Payot, 1939 ; 1 in-8° de 214 pages, 8 planches hors-texte, 1 carte. Prix : 45 francs.

II. G. HILL. **A history of Cyprus, t. I : To the conquest by Richard Lion Heart**. Cambridge, Univ. Press, 1940 ; 1 in-8° de xviii-352 pages, 16 planches hors-texte, 3 cartes. Prix : 25 s.

I. — L'introduction de cet ouvrage rappelle que Chypre fut longtemps soustraite aux influences continentales (d'où l'aspect *sui generis* de la civilisation chypriote), et elle retrace brièvement l'histoire des fouilles ; puis l'auteur examine successivement la Chypre préhistorique, l'écriture, l'Alasie, les temps obscurs, les royaumes de l'île et la vie artistique. Il décrit ainsi avec une grande précision la Chypre néolithique, généralement très prospère, dont les récentes découvertes ont fait connaître les maisons de forme ronde et les vases peints en blanc ou en rouge ; il y discerne les phases suivantes : 4000-3500 ; 3500 ; 3500-3000 (civilisation d'Erimi) ; 3000. Au début de l'âge du bronze, la civilisation était surtout pastorale ; ensuite, les objets de bronze pur se multiplièrent et le trafic grandit avec la Syrie et la Palestine ; dans la dernière partie de l'âge du bronze, la poterie (céramique peinte en blanc) devint remarquable. Dès 1400-1350, les relations entre Chypre et Mycènes sont fort étroites : des colons mycéniens fabriquent dans l'île une abondante poterie et des armes ; mais Chypre ignore les tombes à tholos, les murs cyclopéens et (sauf exceptions) les sceaux en pierre, si répandus dans tous les sites mycéniens de la Crète et du continent, et elle n'offre que peu de traces de la religion mycénienne. Les royaumes chypriotes sont une survivance de l'âge du bronze

1. Tandis que le *De civilitate* est au chapitre I^{er}, il faut chercher au ch. II les *Diversoria*, avec indication des différences entre les hôtelleries allemandes et les françaises (p. 92). Il aurait convenu, à côté d'Erasmus, de citer ici Clénard et ses lettres, récemment rééditées par M. Rorsch. — Aucune mention du petit livre publié dans la collection Colin par M. Sartiaux sous ce titre : *La Civilisation*.

2. La déclaration de l'Indépendance américaine est placée en 1775.

3. Ici interviennent les considérations psychanalytiques de l'auteur.

auquel appartient, notamment, le sceptre d'agate brun et jaune trouvé à Curium, l'une des cinq capitales de l'île ; Chypre connu alors la royauté de type achéen, que l'auteur se risque à qualifier de « constitutionnelle et semi-démocratique ». Des temps achéens, Chypre garda aussi la connaissance de l'écriture : nombre de signes ont subsisté. Plusieurs textes égyptiens et hittites donnent à Chypre le nom d'Alasie, sous lequel elle fut en rapports avec l'Égypte et le royaume hittite dans la seconde moitié du II^e millénaire. Durant les « temps obscurs », postérieurs à la poussée doriennne, qui l'épargna, l'île pratiqua l'usage du fer ; sa liaison avec Rhodes, qui dut supporter l'occupation doriennne, fut brisée ; la royauté de l'âge achéen subsista : les fouilles ont permis de découvrir les fondations d'un palais royal à Idalion et livré, à Curium, un superbe sceptre en or émaillé du VII^e siècle. L'art de Chypre est nettement insulaire et « nationaliste ». La céramique brille du plus vif éclat à l'époque orientalisante : vers 700-600, on décore de dessins magnifiques les vases à oiseaux. Les statues en terre cuite, fort nombreuses, sont ordinairement vêtues ; souvent idéalisées, elles figurent, principalement des personnages royaux. Après un déclin assez prolongé, une belle renaissance, à la fois artistique et économique, se produira durant la période hellénistique ; puis, la sculpture deviendra exclusivement romaine. La majeure partie des sculptures en relief sont des sarcophages, dont le plus notable est peut-être celui d'Amathonte. Dans son ensemble, l'art chypriote garda jusqu'aux temps ptolémaïques ses caractères achéens et antidoriens, tandis qu'à Rhodes triomphait le style dorien du Péloponèse.

II. — L'auteur retrace avec précision l'histoire de Chypre depuis l'âge de la pierre jusqu'à la conquête de l'île par Richard Cœur de Lion. L'introduction géographique met en lumière l'importance des gisements miniers (parmi lesquels le cuivre occupe le premier rang) et de la position commerciale de l'île. L'auteur montre comment la Chypre néolithique n'a été connue, en partie, que grâce à des fouilles récentes. La civilisation du bronze domine en 2100-1600 ; de 1600 à 1000, la prospérité s'accroît et les relations avec l'Ouest se multiplient ; ensuite, vient le déclin. Hill mentionne les documents égyptiens relatifs aux rapprochements entre Chypre et Alasie (cf. *supra*, les remarques de Casson), et il fournit, d'après la littérature et les monuments, de nombreuses indications sur la vie religieuse : culte des morts aux temps néolithiques ; absence d'incinération jusqu'à la fin de l'âge du bronze, pendant lequel on ensevelit des offrandes avec les défunts ; plateau circulaire en terre cuite de Vouni, où est figurée une cérémonie en l'honneur du dieu-serpent associé au culte de la Terre et du taureau ; haute importance du culte d'Aphrodite, de son riche sanctuaire de Paphos et de son grand-prêtre ; place capitale de la notion de fécondité dans la religion de l'île ; évolution du culte sans images vers l'anthropomorphisme ; origine probablement grecque des cultes chypriotes d'Apollon et d'Héra, etc. — L'auteur insiste aussi sur les relations entre Chypre et l'Hellade depuis 1400, sur le rôle des colons mycéniens (sur lequel insiste Casson) et sur l'influence des Phéniciens à partir du VIII^e siècle, notamment à Citium et à Amathonte ; il expose avec clarté, mais un peu sommairement, l'histoire de Chypre aux temps classiques ; en revanche, il étudie longuement l'exploitation des richesses de l'île par les Ptolémées (mines, constructions navales, etc.), les progrès de la religion égyptienne et les avantages considérables que les revenus des temples ont valus au fisc des Lagides. — La vie artistique est décrite avec le plus grand soin : Hill examine, en particulier, l'action

exercée à Chypre par la céramique mycénienne, la prospérité de la statuaire dans l'île au VI^e siècle, l'influence orientalisante que révèle le sarcophage d'Amathonte (tandis que celui de Golgoi a plutôt subi l'action de l'art grec), le déclin des temps classiques (au IV^e siècle, il y eut de belles œuvres, certes, mais isolées, comme la remarquable tête féminine d'Arsos), le brillant essor de la terre cuite, que favorisa une énorme demande pour les figures votives et funéraires, l'importante série des statuettes — dont une très bonne statuette d'Aphrodite sur un trône —, le vigoureux développement de la céramique, d'abord à l'âge du bronze, puis au VII^e siècle, quand le style pictural succéda au géométrique, etc.

Paul CLOCHÉ.

Jules VANNÉRUS. **Le Limes et les fortifications gallo-romaines de Belgique.**

Enquête toponymique. Bruxelles, 1943, in-4^o, 318 pages, 3 cartes, dont 1 hors-texte, et 1 plan (*Académie Royale de Belgique, Classe des Lettres, Mémoires*, coll. in-4^o, 2^e série, t. XI, fasc. 2).

Jusqu'en 260 environ, la défense de la Gaule dans l'Empire romain put se faire sur le Rhin. Mais à partir de cette époque, l'occupation militaire cessa au Rhin inférieur. Une nouvelle ligne stratégique dut être organisée plus au Sud, le long des routes Cologne-Maastricht-Tongres-Bavai-Tournai-Boulogne. En Rhénanie, comme dans le Limbourg hollandais, en Belgique même et en France, quelques-uns des *castra* et *castella* de cette ligne sont connus et en partie fouillés. Il reste cependant beaucoup à faire en Belgique pour retrouver d'autres *castella* et *burgi* de ce *limes* sur lequel les historiens anciens sont restés muets.

Une entente s'est réalisée entre la jeune Académie Royale Flamande et la vieille Académie Royale de Belgique, ainsi qu'avec les services des Musées Royaux du Cinquantenaire à Bruxelles, pour fouiller systématiquement les points présumés les plus intéressants. On comprend aisément l'intérêt historique de cette entreprise, et aussi son importance spéciale pour la Belgique ; car si, à l'Est, la Rhénanie fut perdue peu après et si, au Centre et à l'Ouest, la ligne fut également débordée par la conquête franque, l'ancien *limes*, au moins dans une certaine mesure, paraît avoir déterminé pourtant la frontière des langues (laquelle connut naturellement encore des flux et des reflux divers ; Maastricht et Tongres d'autre part furent définitivement perdus).

Les endroits à explorer par l'archéologue peuvent souvent être indiqués par une enquête toponymique. C'est à ce travail préalable que s'est attaché M. Vannérus dans l'important volume qu'il a consacré au *Limes* ; ses recherches n'ont pas porté d'ailleurs sur la seule région des voies romaines allant de Maastricht à Cassel ; elles se sont étendues à tous les toponymes de Belgique méritant à première vue examen.

Une première partie (p. 5-56) rappelle les hypothèses émises sur les rapports entre la frontière linguistique et le *limes*. Depuis A. Wauters en 1885 et depuis G. Kurth, on a souvent expliqué celle-là par celui-ci (et aussi chez Kurth par la Forêt Charbonnière, ce qui n'est plus soutenable aujourd'hui, la direction de cette forêt ne concordant nullement) ; en ces dernières années, l'action du *limes* a été plus d'une fois encore invoquée ; cependant quelques-uns mettaient en doute l'importance à cet égard des noms de lieux du type *castra* ou insistaient sur les difficultés de l'explication ; enfin dans les théories récentes qui iraient jusqu'à

envisager une germanisation étendue en Gaule du Nord, le rôle de cette ligne serait ramené à fort peu de chose. L'excellent exposé que l'auteur fait de ce débat l'amène à conclure à la nécessité d'une exploration systématique. Suivent quelques pages sur les forteresses qu'on a cru retrouver dans les vallées de la Meuse et de la Semois, où il serait également utile de fouiller.

La deuxième partie (p. 57-97) amorce l'enquête toponymique. On y fait l'histoire des mots ayant désigné des endroits fortifiés dans la terminologie romaine : *castrum* et *castra*, *castricium*, *castellum* et *burgus* (sur l'origine duquel l'auteur n'ose se prononcer ; cf. Ernout et Meillet, *Dict. étym. de la l. lat.*, 2^e éd., 1939, p. 122 : « mot évidemment germanique ; la glose *πύργος*... est un rapprochement de lettré »). On y admire une information qui est à même d'accumuler tant de renseignements sur Cassel en Flandre française comme sur les Kassel ou Kessel allemands ; voir aussi, p. 89-93, une belle documentation montrant la synonymie de ces divers noms à propos des localités importantes de l'ancien duché de Luxembourg, contrée particulièrement bien connue de l'auteur. En terminant, une liste de sites belges à fouiller en premier lieu.

La richesse des matériaux apparaît plus grande encore dans la troisième partie (p. 99-227), qui rassemble les noms de lieux belges pouvant être mis en rapport avec des fortifications antiques. Plus de 200 noms (avec ceux qui sont cités dans des passages en petit texte, examinant des noms à rejeter après examen ou à tout le moins douteux) sont énumérés avec tous les détails qu'on a pu rassembler à leur sujet : formes anciennes (ce qui fournit au philologue des documents de choix), forme dialectale moderne si possible, site, trouvailles archéologiques, proximité de voies romaines, etc. Défilent ainsi, à côté des types *castra* et *castella*, les dérivés de *castellum* (*castellitum* et *castellio* surtout), les *burgi* présumés antiques, ainsi que quelques rares exemples de *forteresse*, *murs*, *tour*, etc. L'auteur écrit à leur sujet : « Parmi les multiples lieuxdits que j'ai cru devoir inscrire dans mon relevé, il en est certainement une partie qui se rapportent à des ouvrages fortifiés dont l'occupation est antérieure à l'arrivée des Romains ou qui ont servi de refuges au moyen âge ou dans les temps modernes : c'est le cas sans doute des multiples *chessions* de la Haute-Ardenne ; dans le doute, cependant, je n'ai pas cru pouvoir faire une sélection parmi les noms réunis, d'autant plus que leurs graphies anciennes peuvent présenter de l'intérêt pour l'histoire de ces appellations. D'autre part, il m'a paru utile de comprendre dans mes listes de toponymes ceux que j'ai rencontrés loin de toute voie reconnue romaine : il en est parmi eux en effet, qui peuvent avoir fait partie d'un système de défense protégeant à distance l'une ou l'autre chaussée antique » (p. 100). Dans le nombre on pourra éliminer sans doute quelques termes qui n'ont que faire ici, les déceler notamment par la phonétique (ainsi *châtre* à Liège, p. 131, est à supprimer : il représente l'anc. franç. *chartre*, lat. *carcerem* ; le wallon conservant l'*s* devant le *t*, *castra* n'aurait pu aboutir au wallon *tchâte* ; à supprimer aussi le *catigou* de Gourdinne, p. 191, le *chalon*, *chelon* de Witry (xii^e s.), p. 195, et quelques autres). On devra prendre garde également aux transports possibles de noms de lieux (cf. p. 186). Enfin plusieurs noms cités pour des communes voisines sont à réunir, ces noms désignant des terrains à la limite de ces communes. En revanche, il faudra sans doute ajouter quelques endroits oubliés, vraisemblablement très rares ; il est possible aussi que des fortifications anciennes n'aient laissé aucune trace dans la toponymie (p. 102-3).

Trois annexes (p. 230-270) sont consacrées, la première au camp de Caster-sous-Lanaye (Limbourg wallon), où l'auteur voudrait placer les *Laeti Lagenses* de la *Notitia Dignitatum* (qu'il a naguère délogés de Lowaige ; cf. *Bull. de Topon. et de Dialect.*, t. 15, 1941, p. 133-204) ; la deuxième au Châtillon-de-Braives (arrondissement de Huy), dont le nom — j'ai pu m'en assurer — est aujourd'hui oublié dans la tradition orale (il faudrait peut-être y situer le *Perniciacum* ou *Pernaco* des Itinéraires antiques) ; la troisième à la ville d'Oudenburg en Flandre Occidentale. La première annexe, qui est la plus étendue, outre les discussions historiques et archéologiques, comporte une partie toponymique, concernant l'étymologie des lieuxdits voisins *Laye* (à Lixhe) et *Lanaye* ; on ne saurait dire que toutes les difficultés que l'explication de ces mots présente aient été résolues. — Un regret : celui que dans cette démonstration, l'auteur ait plusieurs fois reproduit des formes dialectales wallonnes comportant *d* long par *a* bref, ce qui représente tout autre chose en phonétique wallonne. Il est vrai que des mots grecs des p. 74 et 85-86, pour leurs accents et esprits, n'ont pas été, dans cette publication académique, mieux traités que le parler populaire. — P. 128, p. 234-254 *passim*, p. 281 et à l'index, lire Debouxhtay et Dubois, au lieu de Debouxhtay et Devos (cités comme auteurs d'une monographie historique sur Lanaye).

Quelques pages d'additions et de corrections, puis un copieux index, ainsi qu'une carte hors-texte donnant l'emplacement des *castra*, *castella* et *burgi* de la Belgique, terminent ce beau et savant volume, riche de faits très clairement présentés et convenablement classés. L'auteur, qui les a étudiés sous tous leurs aspects et avec une profusion étonnante de détails, mérite tous les éloges. On souhaite que l'enquête archéologique, à laquelle il a donné un guide solide, soit menée avec autant de zèle et de dévouement.

Élisée LEGROS.

Charles DIEHL. *Les grands problèmes de l'histoire byzantine*. Paris, A. Colin, 1943, 178 pages, in-16 et une carte, Collection A. Colin, n° 237.

Sous une forme ramassée ce petit livre représente un magnifique effort de synthèse qu'un spécialiste comme Charles Diehl, dont la vie a été consacrée à l'étude de Byzance sous tous ses aspects, pouvait seul se permettre. Trois chapitres préliminaires rappellent la place de Byzance dans l'histoire du moyen âge, le contraste qu'elle présentait par sa prospérité et l'éclat de sa civilisation avec l'Occident redevenu barbare, les circonstances de la fondation de l'Empire, les éléments de sa population, son domaine géographique, les grandes périodes de son histoire. Le principal intérêt du livre est l'exposé des problèmes que les empereurs byzantins eurent à résoudre et qui sont ceux qui se présentent à tous les hommes d'État des pays vraiment civilisés. L'excellence des solutions adoptées a fait la grandeur de Byzance : son déclin et sa chute proviennent de leur abandon progressif. C'est le problème des nationalités diverses introduites dans l'Empire par des invasions, des transports de peuples, des immigrations volontaires et assimilées grâce à deux forces spirituelles, le christianisme et l'hellénisme. Le problème politique dû à la nature providentielle du pouvoir impérial, qui favorisait les révolutions et les guerres civiles, fut résolu par la création du droit dynastique ; le problème religieux, par la toute-puissance de l'empereur dans l'Église dont il était le défenseur, gardien de sa discipline et de son orthodoxie ; le problème

militaire, par l'enrôlement à toutes les époques de mercenaires bien encadrés auquel se joignit à partir du ^{viii} siècle le recrutement d'une armée nationale par la création des thèmes et des « biens militaires » inaliénables ; le problème administratif, par l'organisation d'une bureaucratie dont les membres devaient présenter des garanties d'instruction et qui établissait l'unité sur les éléments hétérogènes dont se composait l'Empire ; le problème social, par les lois favorables au développement de la petite propriété rurale et par une lutte séculaire, mais qui fléchit à la fin du ^{xi} siècle, contre l'extension de la grande propriété et des biens de mainmorte ; le problème économique, par le contrôle de l'État sur l'industrie et le commerce, par l'organisation des douanes à la fois protectrices de l'économie nationale et source abondante de revenus pour le trésor ; enfin le problème des relations extérieures résolu par l'organisation d'une diplomatie remarquable, renseignée par d'innombrables émissaires, missionnaires religieux et marchands, sur les peuples les plus lointains et dotée d'un corps d'interprètes au courant de toutes les langues étrangères.

Nous devons nous borner à cet inventaire sommaire des richesses contenues dans ce livre qui rendra les plus grands services à la fois comme ouvrage d'initiation à l'histoire de Byzance et comme un répertoire de faits capitaux, utile à consulter par tous. Il se termine par un aperçu de la civilisation byzantine et par une énumération tout à fait suggestive des problèmes actuels dont l'étude serait souhaitable et se trouve déjà avancée en partie (publication de sources, registes, sciences auxiliaires, monographies sur des empereurs ou des personnages importants, histoire régionale, étude des institutions, etc.). Il y a là un magnifique programme dont les jeunes historiens pourront faire leur profit.

Louis BRÉHIER.

Gustav AUBIN und Arno KUNZE. *Leinenerzeugung und Leinenabsatz im östlichen Mitteldeutschland zur Zeit der Zunftkäufe. Ein Beitrag zur industriellen Kolonisation des deutschen Ostens.* Stuttgart, W. Kohlhammer, 1940 ; x-398 pages, in-8°.

Cette histoire de l'industrie de la toile dans l'Est de l'Allemagne centrale à l'époque des « marchés corporatifs » analyse la formation d'une région industrielle et décrit sa participation progressive à l'activité économique internationale. Plongeant encore par bien des côtés dans cette ombre qui limite toutes les études d'origines, elle éclaire cependant avec bonheur maints aspects de questions devenues classiques, mais soumises encore à controverse.

L'« Östliche Mitteldeutschland » comprend en gros la Saxe, les deux Lusaces, la Silésie, le Nord et le Nord-Est de la Bohême. Toute cette région, comme l'ensemble de l'Est européen, était encore, au début des Temps Modernes, productrice de lin et importatrice de toile. L'essor de l'Allemagne du Sud et la part que prirent ses hommes d'affaires au trafic de la Méditerranée et des mers occidentales et aussi l'apparition d'une concurrence de draperies polonaises, enfin la fermeture par les Turcs des routes du Sud-Est européen favorisèrent le développement, du ^{xv} au ^{xvi} siècle, d'une industrie locale qui gagna peu à peu vers l'Est (où cependant la ville de Breslau devança les campagnes qui l'avoisinaient) à la faveur des bas prix que permettaient les besoins encore réduits de populations longtemps arriérées. Les débouchés furent surtout l'Italie (où Venise joua un grand rôle jusqu'à

la fin du xvi^e siècle), la péninsule ibérique et l'Angleterre. L'apogée des corporations intéressées à cette fabrication fut atteint vers 1615-1625. A ce moment, on estime en gros à quatre mille quatre cents le nombre des maîtres-tisserands dont chacun aurait disposé sans doute en moyenne de deux métiers. Il s'agirait donc d'une industrie qui aurait occupé une masse de travailleurs de l'ordre de quatre-vingt mille.

Cette industrie vécut d'abord sous un régime d'économie domestique, spécialement à la campagne. Ceux qui l'exerçaient étaient de purs faconniers (*Lohnwerker*). Ils appartenaient aux couches inférieures de l'artisanat ; encore en plein xvi^e siècle, les maîtres-tisserands n'avaient aucune réserve, d'argent ou de matières premières, vivaient au jour le jour — situation semblable à celle de beaucoup de centres textiles de l'Europe occidentale, en Flandre, par exemple.

Peu à peu la fabrication de la toile donne lieu à un grand commerce et la production elle-même tend à s'organiser dans des cadres légaux.

Déjà vers 1400 apparaissent des mesures de caractère corporatif à Freiberg et à Chemnitz (où les premières s'en décèlent dès avant 1357). Au cours du xv^e siècle, des corporations se constituent un peu partout, renforçant la situation des tisserands urbains, maintes fois à travers des conflits violents entre travailleurs des villes et des campagnes, ceux-ci soutenus ici et là par les princes, surtout par les plus puissants comme l'électeur de Saxe, — autres traits qui rappellent l'histoire industrielle de régions antérieurement parvenues à un rôle économique international ; — en Silésie, pays moins évolué, les producteurs ruraux en lutte avec ceux des villes réussissent à maintenir l'égalité de leurs droits.

Le grand commerce de la toile fut toujours une profession libre, exercée par des hommes et des femmes de toutes conditions sociales. Les tissus étaient vendus, à l'origine, par les maîtres eux-mêmes, aux marchés et aux foires de la région. Mais le mouvement de plus en plus intense du commerce international entraîna cette activité en voie de croissance et d'organisation. Naumburg, Leipzig, puis Breslau, étape vers les directions plus lointaines de la Baltique, de la Pologne, des Balkans, concentrèrent d'abord des masses assez importantes d'expéditions. Mais au xvi^e siècle les marchands de l'Allemagne du Sud, spécialement ceux de Nuremberg, colonisèrent peu à peu ce domaine industriel nouveau. Assez vite, dès lors, les grands entrepreneurs du commerce écartèrent et les maîtres-fabricants et les marchands qui se cantonnaient dans la vente de la toile.

Ils introduisirent dans la région cette forme d'achat qui caractérise l'industrie de la toile spécialement pendant le dernier quart du xvi^e siècle et les deux premières décades du $xvii^e$, le *Zunftkauf*, l'achat par l'intermédiaire des corporations. Procédé commercial très rare en France, courant en Allemagne ; témoin non seulement de disciplines économiques, mais de tout un comportement social. Il se prêtait à des modalités fort diverses : tantôt passé avec des représentants de corporations, tantôt avec les magistrats urbains ; obligeant tantôt tous les travailleurs des métiers, n'engageant d'autres fois que ceux qui consentaient à prendre part aux contrats.

Les grands marchands qui animent cette industrie, Allemands du Sud et surtout Nurembergeois, n'appartiennent à aucune des grandes familles de commerce ou de finance du xvi^e siècle, presque aucune n'appartient au patriciat. Il faut signaler aussi dans l'Est allemand quelques Anglais, dès la fin du xvi^e siècle, et des Hollandais.

Ces marchands formaient souvent des sociétés, — presque toujours constituées sur une base amiliale.

Comme la plupart travaillaient loin de leur siège, ils avaient à leur service des intermédiaires. Beaucoup employaient des facteurs, dont le statut économique apparaît assez divers, installés aux lieux mêmes de production.

Les ventes, dont beaucoup avaient lieu aux foires, se faisaient soit au comptant, soit, et surtout, à crédit et à terme, et à ce propos nos auteurs contredisent une fois de plus Sombart qui prétendait caractériser l'époque précapitaliste par la prépondérance du paiement comptant.

L'évolution de cette industrie, observée à une époque pour laquelle les documents ne manquent pas, correspond sans aucun doute à l'évolution d'industries similaires dans d'autres temps et d'autres régions, pour lesquels les archives sont moins bien pourvues. La concentration du travail dans les villes au moment où elle conquiert un rôle international, la rivalité des travailleurs organisés et des travailleurs libres sont de tous les temps. Les modes de son organisation, spécialement l'hégémonie économique du « capitalisme commercial » sur l'artisanat corporatif, donnent lieu de noter une fois de plus la coexistence de l'organisation professionnelle avec cette forme de « capitalisme », générale autrefois dans les industries d'exportation. La persistance à travers les temps modernes du rôle des foires est un autre trait à relever. Plus frappants encore sont le rôle essentiel joué dans la production par le maître-artisan, la preuve que l'industrie de toute cette région a vécu dans le cadre légal, dans l'atmosphère morale de l'organisation urbaine, à l'écart de l'intervention de l'État : témoignages qui ont, assurément, une portée particulière pour des régions « colonisées », comme dit le sous-titre de l'ouvrage, tardivement, mais qui éclairent par comparaison toute l'histoire industrielle de l'Europe à cette époque. Ils aident en particulier à faire le point sur des rapprochements trop hâtifs faits souvent avec les faits du XIX^e siècle et ils engagent en tout cas à un emploi plus circonspect de ce mot capitalisme, usé par des emplois intempestifs jusqu'à en être défiguré, à en perdre tout sens précis.

Ce travail solide, précis me paraît sur un ou deux points et un peu trop systématique et un peu irréel.

Que le *Zunftkauf* ait été le moyen principal par quoi la vie économique générale ait animé et entraîné cette industrie, cela n'est pas contestable. Que toute l'organisation économique en ait procédé, cela n'est pas exact. Je n'en ai pour preuve que des faits comme ceux-ci : dans des centres comme Dresde, comme Pirna aussi, le *Zunftkauf* n'a eu aucune part ou une part réduite ; dans bien d'autres, il n'obligeait que les maîtres qui le voulaient bien. Il y a tout un côté de l'organisation collective — la réglementation, la juridiction —, côté juridique et formel, si l'on veut, mais dont la portée sociale a une valeur significative, qui est antérieur à l'accession aux marchés internationaux et ne relevait pas, au fond, des contrats de vente, qui se serait développé, même sans eux, en tout état de cause au XVI^e et encore au XVII^e siècle. Affaire d'« éclairage », d'exposition, si l'on veut, mais aussi affaire réelle, affaire humaine et matière d'histoire.

Il y a un autre point où les auteurs me paraissent avoir cédé à des classifications mal réparties. Il s'agit de la distinction entre industrie urbaine et industrie rurale. J'avoue ne pas bien voir comment ils l'entendent, à moins qu'ils ne considèrent comme urbaine toute industrie organisée sur le modèle corporatif. Dans les

notices si intéressantes qu'ils consacrent aux nombreuses localités qui travaillaient la toile, s'ils donnent chaque fois qu'ils le peuvent le nombre des maîtres qui à une date ou à une autre y ont exercé leur métier, ils ne donnent jamais de chiffre de population. Le renseignement eût présenté souvent un réel intérêt. Il est certain, en tout cas, que, parmi ces centres très divers, il y avait de petits villages : quand, autour de Chemnitz, huit d'entre eux se partagent quarante ateliers, on peut douter qu'ils aient un rôle et même une organisation très solides. Je crois qu'il y a lieu de maintenir nettement dans le domaine économique la distinction entre travail libre et travail organisé, dans le domaine politique et administratif la distinction entre villes et agglomérations rurales et renoncer à les faire coïncider.

Réserves accessoires ici. Il reste que ce travail, qui explore un domaine presque inconnu de l'histoire industrielle, qui contient des études utiles non seulement sur le *Zunftkauf*, mais aussi, en passant, sur le *Faktorensystem*, apporte une précieuse contribution à l'histoire économique générale.

E. COORNAERT.

Hans LEUBE. *Deutschlandbild und Lutherauffassung in Frankreich.*

Stuttgart-Berlin, W. Kohlhammer, 1941, in-8°, 186 pages (collection *Frankreich : sein Weltbild und Europa*. Gemeinschaftarbeit der deutschen Romantik, publiée par Fritz Neubert).

Il est regrettable que le travail de M. Leube se présente dans le désordre chronologique le plus déconcertant. C'est ainsi que l'*Histoire des Variations* n'apparaît (p. 47) qu'après des considérations sur Diderot, Montesquieu, Rivarol, Voltaire et Cotelendi, Condorcet et Grimm¹. Il est également fâcheux que l'auteur ait voulu traiter à la fois non pas deux, mais trois sujets : la conception, ou les conceptions successives que les Français se sont faites de la personne et du rôle de Luther ; l'opinion, et les variations de l'opinion de la France sur l'Allemagne, son *Deutschlandbild* ; l'influence de la Réforme sur la France. Questions connexes, mais différentes, et que l'analyse aurait dû distinguer, car il est une Réforme non luthérienne, voire une Réforme française, et il existe une Allemagne catholique, dont M. Leube reconnaît que Georges Goyau a montré la puissance. Établir une équation entre ces trois termes : luthéranisme = protestantisme = germanisme est purement arbitraire.

Sous ces réserves, il s'agit d'un travail sérieux. L'information est étendue. On peut s'étonner que l'auteur, s'il connaît de Lucien Febvre (et apprécie) le *Luther*, s'il cite ses études alsaciennes, semble ignorer son article important sur la « question mal posée » de la Réforme française. Information parfois trop minutieuse, serions-nous tentés de dire, car M. Leube, comme il arrive aux étrangers et surtout à ses compatriotes, fait parfois un sort, à côté des chefs de chœur et presque sur le même plan, à des écrivains parfaitement ignorés chez nous et qui, n'ayant exercé aucune influence, ne représentent exactement rien².

1. Ce désordre persiste dans le reste du volume et à propos de tous les sujets.

2. Un autre exemple de minutie excessive : sous prétexte qu'il est excellent de rapeler les prénoms (usuels) des auteurs cités, est-il indiqué d'écrire : François-Pierre-Guillaume Guizot (l'historien), Louis-Gabriel-Ambroise vicomte de Bonald. Ces précisions risquent d'induire en erreur.

Dans l'ensemble, et malgré quelques sacrifices à la psychose du temps (tel changement de souveraineté qualifié de *Raub* et telle région d'*entrissen*), le ton s'efforce de rester objectif. On met en lumière les services que Michelet, après Charles de Villers et Mme de Staël, a rendus à la connaissance de Luther, et aussi — car en lui les deux tendances se joignent — à la compréhension de la vieille Allemagne ; on rend hommage aussi au Quinet d'avant 1840, à Taine, à Renan. Ce qui manque, c'est l'exposé des raisons qui expliqueraient le changement d'attitude des mêmes Michelet, Renan et Taine après 1870-71. Du premier on oublie de citer *La France devant l'Europe* et du second cette admirable correspondance (si honorable pour l'un et l'autre correspondants) avec la princesse royale de Prusse (l'impératrice Frédéric) que nous a révélée M. Feder. Il est vrai que, dans cette péripétie, le lien n'apparaît plus du tout qu'on avait noué entre Luther et l'Allemagne.

Cette confusion entre luthéranisme et germanisme reprend avec l'*Action française*, avec Charles Maurras, et Pierre Lasserre, Henri Vaugeois, Bainville, même avec des philologues comme Louis Reynaud et des philosophes comme René Lote et Jacques Maritain, même avec le *Soulier de Satin* de Paul Claudel. Le poète en remontant à saint Boniface, rejoint les premières lignes du livre de M. Leube, qui part « des durs combats des Mérovingiens et Carolingiens contre les Saxons », sous prétexte que le moine de Wittemberg était un Saxon, et qu'il faut voir dans l'affichage des thèses et la dramatique scène de Worms la revanche d'Arminius et de Witikind ! Exception doit être faite pour Maurice Barrès, dont M. Leube souligne avec justice qu'il sut distinguer le protestantisme et l'Allemagne et mettre le protestantisme français (p. 165) avec une réelle largeur d'esprit, au nombre des « familles spirituelles de la France ».

Il y avait d'ailleurs, pour les partisans de l'identité entre protestantisme et Allemagne, entre protestantisme et luthéranisme, quelques phénomènes gênants : la pré-réforme et la Réforme française ci-dessus rappelées et le cas Calvin, dont on ne peut nier qu'il a forgé un protestantisme spécifiquement français et latin de pensée comme d'expression¹ ; je dirai même un luthéranisme alsacien, qui représente un aspect bien français d'une religion d'origine germanique. Faire du protestantisme un synonyme d'antilatinité, un synonyme aussi de romantisme et de révolution, est presque aussi enfantin que de voir, avec Alfred Rosenberg (p. 154) dans les Albigeois des représentants du germanisme (des Visigoths de Toulouse et de Foix !). On croirait plutôt, si l'on faisait place à ces considérations raciales, voir dans la croisade de Simon de Montfort la victoire des Franks sur les Romains, et nul ne s'était avisé non plus de chercher dans Pierre Valdo un Germain parce que sa statue qui le représente (?) à Mayence montre « un homme de marque nordique ». Enfantillages aussi, nous semble-t-il (p. 148), d'écrire que si Febvre et Vermeil ont travaillé à Strasbourg, leurs noms, *Faber* et *Vermiculus* « ne laissent reconnaître aucun lien de sang avec l'Alsace allemande » ! Mais que vaut l'ar-

1. On ne lira pas sans stupéfaction ces réflexions de M. Maurice Maindron, résumées p. 116 : Le sombre, intolérant Calvin apparaît comme l'ancêtre de la Prusse. Méfions-nous de la Prusse despotique, francophobe et sectaire, dont le patron naturel est le févreux et sombre Calvin. — On croit rêver en lisant ces choses. P. 54 : Une erreur matérielle sur le sacre de Reims. P. 140 : l'*Encyclopédie* mise (p. 148) « au XVII^e et XVIII^e siècle ».

guiment pour Félix Kuhn, Gundt, Strohl et en quoi cela diminue-t-il l'importance du séjour de Calvin à Strasbourg ? Soyons sérieux, puisque M. Leube nous accorde que la question des rapports entre la race et le protestantisme n'est pas mûre.

Accordons-lui à notre tour que les nationalistes, dont nous rappelions tout à l'heure les bruyantes campagnes, ont tout fait pour embrouiller l'affaire et qu'ils semblent s'être donné pour tâche de justifier les pires violences de leurs adversaires. Il n'est pas niable qu'à propos du protestantisme et de Luther, ils ont exposé l'histoire à se galvauder dans les jeux dangereux de la propagande politique. Certaines phrases de Bainville (p. 161-200), celles de Maurras (p. 163) sur *L'Allemagne éternelle*, ou encore (p. 164) sur « Luther le grand barbare » et sur Kant « le père du Germanisme », de Reynaud sur les « mœurs brutales » de la race germanique, concluant que « Luther n'aura plus qu'à développer ces tendances », ou ceci que « la science allemande est la sœur du dynamisme panthéiste allemand » ne se lisent pas sans quelque gêne, mêlées à des attaques non seulement contre Villers, la Staël, Michelet et Quinet, mais contre Guizot « le protestant de Nîmes, élevé à Genève et à peine Français de culture à cette date ». Nous qui le prenions pour un Cévénol ! Avouons que certains écrivains de chez nous ont rendu à M. Leube la tâche facile. On voit que son livre n'est pas sans intérêt.

Henri HAUSER.

E. DENISSOFF. Maxime le Grec et l'Occident. Contribution à l'histoire de la pensée religieuse et philosophique de Michel Trivolis. Louvain, Bibliothèque de l'Université, 1943, in-8°, XL + 460 pages et XI planches.

* Rares sont les livres qui apportent du nouveau, et sur un sujet important. Maxime le Grec est une figure de premier plan dans l'histoire de la civilisation et de la pensée russes, et M. Denissoff a complètement renouvelé nos idées sur ce personnage. J'ajoute aussitôt que son ouvrage est bien composé, bien écrit, et se lit avec agrément. Il fait événement dans notre petit groupe de russisants, je voudrais qu'il fût apprécié aussi dans le monde plus large des historiens.

Maxime le Grec passa en Moscovie la seconde moitié de sa vie, de 1517 à 1556. Il y avait été employé au début comme traducteur du *Psautier commenté*, puis d'autres commentaires des Pères grecs sur les Actes des Apôtres et les Évangiles : le grand prince Basile III et ses conseillers se rendaient compte que pour couper court à l'hérésie des judaïsants il fallait enrichir l'arsenal scripturaire de l'Église moscovite. Mais bientôt Maxime avait été amené à entreprendre la correction des livres slavons d'après le grec : une sorte d'atelier se forma autour de lui pour ce travail, groupant les meilleurs lettrés du pays. Le métropolite Barlaam étant favorable, Maxime ne tarda pas à donner son avis sur des questions politiques et religieuses : il eût souhaité que le grand prince rendit Byzance à la chrétienté, il blâmait l'autocéphalie de fait de l'Église russe, il critiquait le relâchement et la richesse des monastères, les superstitions du peuple. Il se trouva au centre d'un mouvement de réformation intellectuelle et morale qui se heurta à la résistance du métropolite Daniel, des timides et des conservateurs, fut condamné par deux conciles en 1525 et 1531 et passa de longues années enfermé dans des couvents. Mais du fond de sa cellule il réussissait à répandre ses épîtres et ses écrits, et sa supériorité manifeste en fait d'instruction, sa patience dans la disgrâce,

ne firent qu'accroître son renom. Ivan le Terrible le libéra en 1551 et le concile de cette même année, dans ses « Cent chapitres », adopta nombre de ses opinions. Le fameux prince Kourbski avait été de ses disciples. L'archimandrite de la Trinité Denys, quand il entreprendra la correction des livres saints, se servira de ses manuscrits, et les vieux-croyants, contre Nikon, se réclameront de lui comme d'un sage et d'un saint.

Tel est le personnage que, d'après les dernières études publiées sur lui, nous connaissions. De son passé, nous savions seulement ce que ses écrits en laissent entrevoir : il était venu de l'Athos où il avait passé dix ans, avant cela il avait étudié en Italie, il avait entendu et admiré Savonarole, et eu « des affaires de livres » avec Alde Manuce. Il avait un faible pour la philosophie platonicienne, et une hostilité contre l'aristotélisme. Il avait été, dit Kourbski, élève de Jean Lascaris. Une *Note sur les origines de Maxime le Grec*, datant du xvi^e siècle, le faisait naître à Arta en Épire, « d'un père Manuel et d'une mère Irène, chrétiens, Grecs, philosophes », et l'on plaçait cette naissance entre 1448 et 1480. C'est cette première moitié de la vie de Maxime que M. Denissoff a renouvelée. Son raisonnement a été celui-ci : « Maxime le Grec » n'est qu'un nom de religion suivi d'un sobriquet ; selon l'usage de l'Église orientale d'alors, le nom de religion commence par la même lettre que le nom de baptême ; n'y a-t-il pas, à l'Athos à cette époque, un moine Maxime, et en même temps dans l'entourage d'Alde Manuce, dans les milieux universitaires de Florence et autres cités d'Italie, un personnage dont le prénom commence par un M et dont les caractéristiques conviennent à ce que nous savons de notre Maxime ? Le problème ainsi présenté paraît à peu près insoluble. Je ne puis reproduire ici l'ensemble de recoupements par lesquels M. Denissoff est arrivé à établir l'identité de Maxime le Grec de Moscou avec Maxime Trivolis (Tribolès) du monastère de Vatopedi et Michel Trivolis d'Arta, de Corfou, de Florence, Bologne et de Saint-Marc de Venise. Mais voici les plus remarquables. Michel Trivolis est originaire, lui aussi, d'Arta et fils d'Emmanuel, et a dû naître peu avant 1470. Il a copié un manuscrit pour Jean Lascaris, et servi Alde Manuce. Sa présence est signalée au mont Athos dans la période précisément de 1505 à 1515. Les dates conviennent. « Michel Trivolis disparaît... lorsque le moine Maxime Trivolis apparaît à l'Athos. Ce dernier, à son tour, s'efface lorsque surgit en Moscovie Maxime le Grec. » Entre les quelques lettres et poésies de Trivolis que nous avons et les écrits de Maxime le Grec, on trouve des analogies littéraires. Les autographes grecs des deux auteurs présentent certains éléments caractéristiques identiques. Ainsi l'identification est établie de façon aussi probante que possible. C'est là une réussite brillante, que l'on doit admirer, et dont on devine ce qu'elle a coûté à M. Denissoff de recherches ingrates dans des domaines variés, dans les archives de Corfou, les manuscrits du temps de la Renaissance déposés dans plusieurs pays, les publications russes accessibles en Occident, très disséminées.

La continuité établie entre Michel-Maxime Trivolis et Maxime le Grec — c'est l'objet d'une *Première partie* de caractère un peu technique avec inventaire et discussion des sources russes, occidentales et athonites, contenant 114 pages —, M. Denissoff, combinant toutes les données, écrit une biographie complète du personnage jusqu'à son départ pour Moscou. Dans un travail de ce genre, la part de l'hypothèse, de la construction psychologique, est nécessairement assez large, et souvent la vraisemblance tient la place des certitudes. Le tout est de garder la

mesure. L'ouvrage satisfait à cette condition. L'auteur appelle à son secours toutes les bribes glanées, ici ou là, épuise si parfaitement le contenu des textes, interroge si soigneusement les milieux traversés et chemin faisant répand tant de lumière, qu'il emporte l'assentiment. Je ne puis le suivre dans ses pérégrinations à la suite de son héros, mais nul ne s'ennuiera en sa compagnie. Comme exemple de sa finesse d'interprétation, on pourrait citer les pages expliquant comment Tivolis revient du catholicisme à l'orthodoxie.

Le résultat précieux de toute l'étude est que Maxime nous apparaît considérablement grandi. Ses succès et ses malheurs à Moscou sont plus intelligibles. Ses œuvres sont éclairées. C'est une âme complexe qui porte en elle tout à la fois les raffinements d'un humaniste repent, le christianisme occidental d'un ex-moine dominicain, l'ascétisme d'un moine athonite, et qui se trouve jetée dans un monde pour elle quasi barbare. Il y arrive en missionnaire du patriarcat byzantin, et il se heurte à un nationalisme politique et religieux grandissant. Il a gardé une admiration profonde et qu'il ne peut cacher pour les Latins, dominicains, franciscains, chartreux, et il se trouve seul parmi un clergé aveuglé par sa crainte de l'Union. Il est philosophe, savant, lettré, épris de religion intérieure, et il n'aperçoit d'abord que manifestations extérieures et superstitions. Plus tard, cette âme, unifiée et pacifiée dans la souffrance, s'enrichit encore des vertus qui font la sainteté. Maxime, pénétré de la religiosité byzantine et de culture latine, opère en sa personne sur le terrain russe une synthèse unique des philosophies de saint Jean Damascène, qu'il vante, et de saint Thomas d'Aquin, qu'il n'ose nommer, et nous devinons qu'en cette qualité tout spécialement il a séduit M. Denissoff, auteur d'un livret original et pénétrant sur *L'Église russe devant le thomisme* (Paris, 1936, 69 pages)¹.

Pierre PASCAL.

1. Les critiques qu'il y aurait lieu d'adresser au remarquable ouvrage ici recensé sont si minces et si « techniques » que j'ai scrupule de les mentionner : un peu plus de système dans la Bibliographie ; plus de méthode dans la transcription : *Avvakum* au lieu d' *Avvakum* ; *Jmakhine* au lieu de *Jmakine*, etc.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Allemagne. — Albert KUNTZEMÜLLER. *Die badischen Eisenbahnen (1840-1940)*. Fribourg-en-Br., publication de l'Institut géographique de l'Université, 1940, in-8°, 232 p., 30 fig. et 10 cartes. — C'est en 1823 dès le début de l'ère des chemins de fer que le descendant d'une famille immigrée, Ludwig Newhouse, présente au grand-duc de Bade un projet pour la création d'un chemin de fer... de Mannheim à Bâle et au lac de Constance imprimé à Karlsruhe, c'était l'époque où s'élaboraient en Allemagne les projets si éloquemment dénoncés en 1840 par Quinet. C'est en juin 1840 que s'acheva la ligne Mannheim-Heidelberg, sous la forme empruntée à la Belgique d'une ligne d'État construite et entretenue directement par le grand-duché et qui devait conserver cette organisation jusqu'à la fusion avec la Reichsbahn. De bonne heure apparut la valeur de cette ligne, tant au point de vue du système ferroviaire allemand que de la concurrence internationale, en raison de la coexistence sur la rive gauche du Rhin jusqu'en 1871, de la ligne alsacienne. Depuis lors, non seulement la grande ligne s'est achevée, mais les réseaux secondaires se sont multipliés non seulement pour rattacher à la grande circulation la ville de Baden, mais pour établir des jonctions avec les États voisins, et la Suisse : on ne comptait pas moins de cinq de ces liaisons avec les cantons de Schaffhouse et de Bâle. Bref ces lignes avaient été tellement prodiguées que le grand-duché était positivement « saturé » de chemins de fer et qu'il résultait même de ces créations excessives de véritables inconvénients financiers ! le coefficient d'exploitation monta à un certain moment jusqu'à 80 % ! L'exploitation était d'ailleurs menée d'une façon originale, particulièrement lors du fonctionnement, de 1895 à 1907, du fameux carnet kilométrique (p. 83-85). L'auteur consacre une partie de son ouvrage aux lignes de montagne de la Forêt-Noire, en particulier, au fameux chemin à crémaillère du Höllental, et une autre au rôle joué par le grand-duché dans la construction du Gothard. Il étudie également la politique ferroviaire durant la première guerre mondiale et mène son exposé jusqu'au début de la guerre actuelle. Dans un cadre géographique restreint et avec un luxe de détails que l'on pourrait même taxer d'exagéré, il nous fournit des données précieuses pour l'histoire du réseau allemand et aussi pour l'histoire générale des chemins de fer. H. Hn.

Byzance. — Paul LEMERLE. *Le Style byzantin*, 131 p. in-12, 48 pl. Paris, Larousse (*Arts, styles et techniques*), 1943. — Comme tous ceux de cette élégante collection, ce petit volume contient les renseignements essentiels sur l'un des styles les plus caractérisés de l'histoire de l'art. Ici un exposé succinct était particulièrement difficile à établir, le style byzantin couvrant une période millénaire et embrassant d'immenses territoires. Grâce à sa connaissance des monuments et à une excellente information, Paul Lemerle a réussi à dominer ce vaste sujet et à montrer par un choix judicieux des principaux monuments tous les aspects qu'a revêtus le style byzantin au cours de sa longue histoire, toutes les techniques qui en montrent le développement depuis l'architecture jusqu'à l'émaillerie. Son

exposition est un modèle de clarté et de sobriété, les descriptions précises des monuments y corroborent les vues d'ensemble et rendent la lecture de son livre tout à fait attrayante.

Sur sa conception même du style byzantin, voici quelques observations. « Il correspond, dit-il, à une certaine forme historique avec laquelle il est né... L'art byzantin est l'art de l'Empire byzantin. » Cette définition me paraît trop étroite. Le style byzantin est bien antérieur à l'Empire byzantin et il n'eût pas été inutile de rappeler son apparition au III^e siècle dans la peinture de Doura-Europos et de Palmyre, ainsi que sur les portraits funéraires de l'Égypte, qui, bien que païens, sont déjà des icônes. Je préfère la formule que je lis p. 27 : « L'art byzantin est l'art chrétien d'Orient. »

Pour Lemerle l'art byzantin est exclusivement au service de l'Église et du pouvoir impérial et c'est ce qui explique son caractère impersonnel, son respect de la tradition, on pourrait dire, dans les scènes de majesté, du protocole, qui exclut toute fantaisie individuelle, d'où une véritable monotonie des thèmes stéréotypés. Ce serait d'après la définition de Strzygowski l'art des puissances de colonat. Cet art s'est acclimaté à Byzance, mais il n'y est pas né. C'est l'art des monarchies orientales transmis à la Perse sassanide et de là à Constantinople et même à Rome dans l'art chrétien comme dans l'art païen dès les III^e et IV^e siècles. Mais est-ce là tout l'art byzantin ? Lemerle me paraît faire trop bon marché de l'art profane, de la tradition hellénique qui survit en partie, comme il le reconnaît, dans l'iconographie religieuse et qui est à la base de la renaissance de l'art sous les Paléologues, ainsi que des aspects d'une variété étonnantes et qui montrent des initiatives individuelles et de fortes personnalités dans des œuvres comme les psautiers à illustration marginale ou les éditions de Grégoire de Naziance. Ce fut surtout après la querelle iconoclaste que l'art byzantin montra une tendance à s'en tenir aux modèles stéréotypés. Au V^e siècle le grand art chrétien est encore très libre comme le montrent des œuvres telles que l'*Enfance de Jésus* à Sainte-Marie-Majeure, où apparaît un type de Vierge-impératrice qui ne devait pas persister, de même que la *Résurrection* de l'ivoire de Munich ne devait pas faire école. Lemerle insiste d'ailleurs avec raison sur le caractère fécond de la période iconoclaste, aussi bien dans l'art profane que dans l'art religieux (il aurait pu citer les chapelles décorées par des moines iconoclastes découvertes par le P. de Jerphanion) et il a donné une explication satisfaisante du renouvellement de l'art au XIV^e siècle, sans insister peut-être assez sur le caractère moderne de certaines techniques picturales et de certains portraits tels que ceux de Jean Cantacuzène ou du despote Théodore II Paléologue.

LOUIS BRÉHIER.

— N. BĂNESCU. *Un problème d'histoire médiévale : création et caractère du second empire bulgare* (1185) (*Institut roumain d'Études byzantines*), n. s. : 2, 93 p. in-12, 1943). — Quelle fut la part des Valaques dans le soulèvement de 1185 qui aboutit à la formation du second empire bulgare ? Nicétas Acominatos, source principale, secrétaire d'Isaac l'Ange pendant son expédition contre les rebelles, attribue l'initiative de la révolte aux chefs Vlaques ; plus tard Innocent III rappelait au tsar Johannitsa son origine romaine et les sources occidentales, Anspert, Villehardouin, Robert de Clari désignent toujours ses sujets sous le nom de Vlaques. Le travail de Bănescu a pour objet de rappeler ces faits bien établis, dont la plupart des historiens slaves ont cherché à amoindrir la portée

Pour Ouspensky le terme de bulgare aurait disparu de la langue administrative de Byzance et aurait été remplacé par Vlaque. Plus récemment Zlatarski regarde Pierre et Asân comme des Russo-Touraniens descendants de Boril ministre de Nicéphore Botaniates. Pour lui les Vlaques seraient les habitants slaves de la Mésie et les Bulgares ceux de la région occidentale de l'ancien empire bulgare. Bănescu n'a pas de peine à montrer la fragilité de ces conjectures. L. B.

— S. SALAVILLE. *Liturgies orientales. La Messe*. Paris, Bloud & Gay, 1943, 2 vol. in-8°, 125 et 169 p. (*Bibliothèque catholique des sciences religieuses*). — Ce livre fait suite aux « *Liturgies orientales. Notions générales...* » publié dans la même collection (1932). Il constitue une description et un commentaire de la messe byzantine suivant les liturgies peu différentes mises sous les noms de saint Jean Chrysostome et de saint Basile, ainsi que la Liturgie des Présanctifiés, célébrée pendant le Carême, sauf les samedis et dimanches. Des éclaircissements sur les rites et leur origine ainsi que des rapprochements avec les autres liturgies orientales ou occidentales, et de copieuses notices bibliographiques font de cet ouvrage un manuel scientifique très commode qui renferme tout ce qui concerne l'histoire des rites byzantins. Au sujet du rite si curieux du *zeon* qui consiste à verser quelques gouttes d'eau chaude dans le vin déjà consacré (p. 55), le P. Salaville n'a pu connaître à temps le livre remarquable de Grondijs, *L'iconographie byzantine du Crucifié mort sur la croix* (1941), qui établit un rapport entre ce thème nouveau au 1^e siècle et l'usage du *zeon*, symbole de l'Esprit Saint qui, après la mort du Sauveur, a défendu son corps contre la corruption. L. B.

France. — Au soir d'une féconde carrière de professeur et de savant, M. J. CALMETTE multiplie les petits volumes de vulgarisation, mettant à la portée du grand public telle ou telle tranche de son vaste savoir. Livres un peu rapides, parfois, tel *Les dernières étapes du Moyen Âge français* (Paris, Hachette, 1944, in-12, 255 p., dans la collection « De l'histoire »). — Dans ce récit alerte et par endroits clinquant, on ne trouvera guère de vues neuves, et certains poncifs y ont la vie dure. Le plan lui-même, avec son résumé d'histoire politique, suivi d'un appendice sur les institutions (centré sur les réformes de Charles VII) et d'un autre sur la civilisation, passe partout. La guerre de Cent ans est présentée, dès le début, comme un conflit purement dynastique ; pas un mot sur les affaires de Guyenne, la confiscation de 1337, les interminables négociations où, sans se lasser, les rois d'Angleterre cherchèrent, jusqu'à 1413, à échanger leurs prétentions dynastiques contre une Aquitaine agrandie et souveraine. La crise de 1356-1358, « révolution manquée », ne voit que « doctrine parlementaire..., régime constitutionnel..., pays légal..., réformes de structure..., cocarde tricolore..., révolution démocratique ». Édouard III se déguise en souverain réaliste, profond et réfléchi : qu'en penseront les historiens anglais ? Bertrand Duguesclin reste perché sur son piédestal de grand homme et de grand capitaine ; ses défaites d'Auray et de Najera sont mises sur le compte d'autrui. Jeanne d'Arc, auréolée par un respect d'hagiographe, est parée de commandements militaires qu'elle n'exerça jamais. Le rôle économique de Jacques Cœur est démesurément grossi. Et les coalitions princières, sous Charles VII et Louis XI, restent obstinément féodales. Toutes choses qu'on a déjà lues dans bien d'autres manuels.

Dans le détail des faits, trop d'erreurs dénotent la hâte Édouard III ne

débarqua sur le continent qu'en 1339 après s'être accordé avec Artevelde (débarquement, juillet 1338 ; accord avec les Flamands, décembre 1339) ; Philippe le Bel est roi de Navarre ; la peste noire devient le choléra Jean le Bon falsifie les espèces monétaires ; Charles le Mauvais est arrêté en 1355 (avril 1356) ; la chronologie de la révolution de 1356-1358 est allongée d'un an : meurtre des maréchaux le 22 juillet 1358, ratification de la grande ordonnance le 24 février 1359 (en réalité 22 et 24 février 1358) ; le Dauphin repousse indistinctement le premier et le second traité de Londres : or il avait accepté le premier (1358) ; dont les clauses furent reprises à Brétigny ; les préliminaires de Guines (1354) auraient donné l'Artois aux Anglais, ce qui est faux ; mais on oublie de dire qu'ils cédaient le Maine, l'Anjou et la Normandie, et l'on accuse Jean le Bon d'avoir « étourdiement » refusé de les ratifier. Plus tard, Boulogne-sur-Mer aurait été cédée au traité de Calais. Bernard d'Armagnac est connétable en 1413 (au lieu de 1416) et conduit l'armée royale à Azincourt ; la paix d'Arras est conclue en septembre 1413, un an plus tôt que de coutume. Grégoire XII succède directement à Urbain VI, alors que dix-sept ans et deux papes les séparent. On fait revivre Pie II pour lui faire conclure, dix-huit ans après sa mort, le concordat d'Amboise. Est-ce l'armée de Charles VII qui arrêta les Anglais à Picquigny ? Et les receveurs généraux font-ils tout un avec les généraux des finances ?

E. PERROY.

— On s'accordait jusqu'à présent pour penser que le concordat d'Amboise, conclu en août 1472 entre Louis XI et Sixte IV, n'avait été qu'une mesure sans lendemain, aussitôt violée que prise, et n'avait pas survécu aux premiers conflits qui séparèrent les deux pouvoirs. Sans doute cet accord fut-il hâtivement conclu ; incomplet, son texte ne réglait que les questions bénéficiales, laissant entiers les problèmes fiscaux. Sans doute encore une série de querelles politiques — affaires d'Avignon, affaire des Pazzi — amenèrent-elles, de 1475 à 1478, un refroidissement entre la France et le Saint-Siège. Mais, reprenant tout le problème, grâce à un dépouillement systématique des Archives du Vatican et des registres du Parlement, M. Paul OURLIAC (*Le Concordat de 1472. Étude sur les rapports de Louis XI et de Sixte IV*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1944, in-8°, 87 p. ; extrait de la *Revue historique de droit français et étranger*, t. XIX et XX) n'a pas de peine à démontrer : 1° que le Concordat, donnant pratiquement la nomination des bénéficiers au pape et au roi, à l'exclusion des électeurs et collateurs, reçut une application assez poussée jusqu'en 1475 ; 2° que, même pendant les conflits qui suivirent, les deux pouvoirs restèrent d'accord pour les nominations ; 3° qu'un rapprochement s'esquissa pendant les dernières années du règne, où d'ailleurs le pape, en matière bénéficiale, acquiesça à toutes les demandes du roi ; 4° qu'après la mort de Louis XI, États généraux et Parlement tentèrent d'en revenir à la Pragmatique Sanction, preuve que les ordonnances gallicanes avaient été mises de côté pendant l'application du concordat ; 5° que, pour sa part, le pape crut possible de revenir sur ses concessions antérieures et, à la faveur des embarras de la régence, de faire valoir ses prérogatives les plus contestées ; 6° que les Beaujeu n'eurent pas de peine, les premiers moments passés, de rétablir un régime de « concordat de fait », qui préfigure l'entente de 1516. En définitive, Louis XI, ayant à se prémunir contre les intrigues des princes (que M. Ourliac continue, après tant d'autres, à appeler les *féodaux*), avait besoin de contrôler de près le clergé ; il y parvint grâce à l'entente avec le pape, plus facile à rallier à ses vues que les chapitres ou les

collateurs. Malgré les complications de sa politique italienne, il ne se départit jamais de sa ligne de conduite.

E. PY.

— LÉONCE JORE. *Un Belge au service de la France dans l'Océan Pacifique. Note historique concernant J.-A. Moerenhout, consul général des États-Unis aux Iles océaniques de 1835 à 1837, consul de France à Tahiti de 1839 à 1844, auteur des Voyages aux îles du Grand Océan*. Adrien Maisonneuve, 1944, in-8°, 183 p. — Moerenhout est connu par un remarquable ouvrage sur les *Voyages aux Iles du Grand Océan*, publié en 1837, et la part qu'il prit à l'affaire Pritchard. Les *Voyages*, très recherchés des ethnographes, ont bénéficié d'un tirage phototypique, en 1942, malheureusement si limité que les exemplaires sont en passe de devenir aussi rares que ceux de l'édition originale. M. Jore a consacré à l'affaire Pritchard un fascicule de la *Revue d'histoire des colonies*, également introuvable. La biographie, qui sert d'introduction à l'édition phototypique, permet de connaître l'homme sur qui on savait fort peu de choses et de mieux apprécier le rôle politique qu'il joua à Tahiti. M. Jore a dû mener une longue enquête pour préciser les principaux événements de l'existence de ce Belge qui entra dans une maison commerciale au Chili, voyagea en qualité de subrécargue sur des navires de Valparaíso trafiquant dans les îles du Pacifique, fit escale, en 1828, à Tahiti, où il demeura dix-sept mois et finit par se fixer à Papeete en qualité de commerçant et de consul des États-Unis. Cette dernière nomination ne fut pas sans influencer sur la décision de l'Angleterre de désigner le Reverend G. Pritchard comme consul britannique à condition qu'il cessât de représenter la London Missionary Society. Les deux hommes, qui avaient eu d'excellentes relations au préalable, devinrent des adversaires acharnés quand Moerenhout, dont le zèle religieux avait été jusque-là plutôt tiède, prit le parti des missionnaires catholiques qui avaient pris pied à Tahiti, moins pour y convertir des païens que pour en évincer les protestants. Son intervention en faveur de citoyens français, en tant que consul des États-Unis, était pour le moins, irrégulière. M. Jore le reconnaît tout en l'expliquant par « le caractère tout d'une pièce et généreux de Moerenhout ». De bout en bout, le conflit entre les Français et les Anglais est marqué par des initiatives analogues qui ne tiennent compte ni des lois, ni des garanties internationales, ni des droits des indigènes. Pritchard et Moerenhout firent preuve d'une exaltation égale. Quant aux officiers français, principalement Dupetit-Thouars, ils agirent en représentants non de la France mais des missions, en prenant à la lettre les accusations de M. et en appuyant de leur autorité les contes les plus controuvés. C'est ainsi qu'à la suite d'un attentat à main armée, en 1838, où M. et sa femme furent blessés, celle-ci si grièvement qu'elle mourut peu après, certains milieux français en imputèrent la responsabilité à Pritchard. On y vit même un crime protestant et l'on attribua au consul britannique l'évasion d'un Anglais mêlé à l'affaire. Dupetit-Thouars fit allusion dans un rapport, à des motifs « que l'on croit généralement plus politiques que personnels » et accusa Pritchard d'avoir fait évader un des complices. Or, il s'agissait d'un vulgaire crime de droit commun commis par un noir catholique du Mexique et l'Anglais, sur lequel le bandit fit des déclarations contradictoires, fut relâché régulièrement par autorité de justice. Il semble, au contraire, que Pritchard montra en la circonstance un réel esprit de charité en se portant à l'aide de son ennemi qui lui confia la garde de ses intérêts. C'était un passionné, porté aux extrêmes, mais une âme droite et généreuse.

Cependant, comme le reconnurent Vincendon, Dumoulin et Desgraz, « la première impression subsista longtemps et servit de base à des accusations terribles, mais sans fondement ». Dumont d'Urville, qui savait mieux mener un bateau qu'une enquête, reprit le thème de la responsabilité des protestants et laissa entendre que les missionnaires auraient préféré qu'on n'arrêtât pas les coupables. Ce fut la version de Pritchard assassin qui se répandit en France et contribua à exciter les esprits, cependant qu'elle portait à son comble l'indignation des protestants britanniques.

Dans toute l'affaire Pritchard, M. eut une lourde responsabilité car au lieu de servir de médiateur, comme sa position initiale le lui permettait, il agit en partisan. Le gouvernement américain le rappela sèchement, en juillet 1837, au moment même où Dupetit-Thouars l'accréditait auprès de la reine Pomaré en qualité de consul de France. Par un singulier retour il s'attira dans ses nouvelles fonctions l'hostilité des Pères et des officiers de marine pour s'être plaint de l'envoi d'un missionnaire catholique, le P. Murphy, ignorant, ivrogne et discrédité dans l'île. « Nous sommes vendus ici à un Belge, nommé agent consulaire de France par le célèbre et honorable Dupetit-Thouars » écrivait le capitaine français Lucas, en septembre 1841. « La trahison est flagrante. Il s'est entendu avec le fameux Pritchard. Le consul fait le reproche injuste et indigne aux missionnaires de vouloir trop se presser, de vouloir s'établir ici avec violence. » Il suffisait que M. eût fait une réserve sur l'activité des missionnaires et refusât de leur rétrocéder un terrain pour que ceux-ci, appuyés par les officiers de marine, l'accusassent de complicité avec Pritchard. M. Jore signale qu'il avait été froissé par une démarche directe des Picpusiens auprès des autorités locales. « Peut-être aussi », ajoute-t-il, « ces mêmes Pères, avaient-ils commis la faute de réclamer plus qu'on ne leur avait promis. » Il en résulta un conflit comme on en constate par dizaines dans les colonies. Chaque fois qu'un gouverneur, si catholique soit-il, réserve son autorité en n'adhérant pas à toutes les suggestions des missionnaires, il est aussitôt mis en accusation devant l'opinion. Il est réduit à l'alternative d'obéir ou d'engager la bataille. En l'occurrence, Dupetit-Thouars, pris pour arbitre, adressa « quelques représentations » à M. pour avoir eu « le tort très grave de mal accueillir les missionnaires catholiques », lesquels avaient débarqué à Tahiti malgré ses instances auprès du Vicaire apostolique. Néanmoins il s'étonna, dans un rapport au ministre de la Marine, de l'âpreté que mit le P. Caret à réclamer la destitution d'un homme qui avait rendu antérieurement des services signalés aux missions. L'amiral faisait un grand éloge de l'action de M. sur les indigènes. « A son retour à Tahiti, en août et septembre 1842, il encouragea les initiatives de M., qui aboutirent à la proclamation du protectorat », ce qui entraîna la suppression du consulat et la nomination de M. au poste de directeur des affaires indigènes. Les Anglais lui reprochèrent alors de pousser le gouverneur Bruat à l'intransigeance et d'« avoir la haute main sur tout ce qui se fait officiellement ». On ignore s'il fut mêlé à la malencontreuse arrestation de Pritchard. Le Foreign Office finit par obtenir du gouvernement français que M. cessât d'occuper des fonctions officielles en Océanie, puis se plaignit qu'il gardât, en fait, la même autorité. Guizot mit fin à cette situation ambiguë en le nommant consul en Californie. G. Pritchard, dont Aberdeen condamnait les initiatives, quitta Tahiti en mars 1844, M. s'embarqua pour l'Amérique en juin 1846. Ainsi disparaissaient de la scène tahitienne les deux antagonistes dont le zèle eût pu provoquer une guerre franco-anglaise sans le sang-froid de Guizot et d'Aberdeen.

Ch.-A. JULIEN.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS-DE TRAVAIL

Lucien Febvre. In memoriam : Mac Bloch, fusillé. [*Mél. d'hist. soc.*, 1944, VI.]

Id. Un appel à l'action (à propos du livre de *Ch. Morazé* : Introduction à l'histoire économique. [*Ibid.*, V.] — *Fernand Braudel*. Faillite de l'histoire, triomphe du destin ? (à propos de l'ouvrage de *G. Roupnel* : Histoire et destin). [*Ibid.*, VI.] — *Id.* Y a-t-il une géographie de l'individu biologique ? (à propos de l'ouvrage de *M. Sorre*). [*Ibid.*]

Lucien Febvre. Biologie, sociologie, alimentation. Note additionnelle. [*Ibid.*] — *M.-F. Rouge*. Vers une nouvelle discipline : l'organisation de l'espace. [*Ibid.*, V.]

Lucien Febvre. Un grand livre d'histoire : le Brunot. [*Ibid.*]

Georges Espinas. Bulletin d'histoire urbaine. [*Ibid.*] — *Id.* Villes du Midi et villes du Nord. [*Ibid.*, VI.] — *Id.* Quelques publications d'histoire sociale. [*Ibid.*]

Z. Néré. La concentration des entreprises : l'industrie hydroélectrique des Alpes. [*Ibid.*]

II. ORIENT ANCIEN. ANTIQUITÉ

Pierre Roussel et *Fernand de Visscher*. Les inscriptions du temple de Dmeir. [*Syria*, 1942-1943, fasc. 3-4.] — *Ch. Virolleaud*. Le mariage du roi Kéret (III K.). Poème de Ras-Shamra. [*Ibid.*] — *J.-B. Chabot*. Les fouilles de Clermont-Ganneau à Éléphantine. [*J. des S.*, avril-juin 1944.]

Fernand Robert. L'orientation chez Homère. [*R. A.*, oct.-déc. 1944.] — *Ch. Dugas*. Le premier crime de Médée. [*R. E. A.*, 1944, fasc. 1-2.]

P. Cloché. Les « Helléniques » de Xénophon (livres III-VII) et Lacédémone. [*Ibid.*] — *Charles Picard*. Teisicratès de Sicyone et l'iconographie de Démétrios Poliorcètes. [*R. A.*, juillet-sept. 1944.]

Alfred Merlin. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine. [*Ibid.*, oct.-déc. 1944.]

Fr. Vian. Les géants de la mer. [*Ibid.*] — *André Piganiol*. Le Marsyas de Paestum et le roi Faunus. [*Ibid.*] — *J. Le Gall*. Les bas-reliefs de la statue du « Tibre » au Louvre. [*Ibid.*, juillet-sept. 1944.] — *P. Boyancé*. L'apothéose de Tullia. [*R. E. A.*, 1944, fasc. 1-2.]

A. Loyer. A la recherche du « *Vicus Helena* ». [*Ibid.*] — *J. Carcopino*. Un « empereur » maure inconnu d'après une inscription latine. [*Ibid.*] — *J.-R. Palanque*. Collégialité et partages dans l'Empire romain aux IV^e et V^e siècles. [*Ibid.*] — *P. Courcelle*. Quelques symboles funéraires du néo-platonisme latin. [*Ibid.*]

A. Grenier. Chronique gallo-romaine. [*Ibid.*] — *Pierre Francastel*. Sculpture gallo-romaine et sculpture romane. [*R. A.*, oct.-déc. 1944.]

III. LE MOYEN ÂGE

J. Berthollet. La question des premiers évêques. Le premier évêque d'Autun. [*A. de Bourg.*, mars 1945.] — *Édouard Salin.* Sur quelques images tutélaires de la Gaule mérovingienne. Apports orientaux et survivances sumériennes. [*Syria*, 1942-1943, fasc. 3-4.] — *Auguste Dumas.* L'Église de Reims au temps des luttes entre Carolingiens et Robertiens, 888-1027. [*Rev. de l'Hist. Égl. de Fr.*, 1944, t. XXX.]

M. Fougères. Entr'aide et pitié : les associations urbaines au moyen âge. [*Mél. d'hist. soc.*, 1944, V.] — *Georges Espinas.* La genèse du mouvement communal, une théorie (de M. Grand). [*Ibid.*] — *Id.* Comment étudier les statuts d'une association professionnelle médiévale ? [*Ibid.*, VI.]

Victor Carrière. Note sur un cimetière de moines découvert à La Fontaine-au-Bois en Seine-et-Marne. [*Rev. de l'Hist. Égl. de Fr.*, 1944, t. XXX.] — *Léon Mirot.* Les origines des premiers comtes héréditaires de Nevers. [*A. de Bourg.*, mars 1945.]

Comte Chandon de Briailles. Le droit de « Coins » dans le royaume de Jérusalem. [*Syria*, 1942-1943, fasc. 3-4.]

R. Guiland. Les eunuques dans l'empire byzantin (titulature et prosopographie). [*Ét. Byz.*, I, 1943.] — *Id.* Fonctions et dignités des eunuques. [*Ibid.*, II, 1944.] — *M.-Th. Disdier.* Le témoignage spirituel de Thalassius le Libyen (ami de Maxime le Confesseur et auteur du traité ascétique des *Centuries*). [*Ibid.*, II, 1944.] — *V. Grumel.* La personnalité de Maxime le Grec (la Russie et la Renaissance). [*Ibid.*] — *Id.* Légende et histoire à l'Athos : les monastères de Xeropotamon et de Saint-Paul. [*Ibid.*, 1944.] — *Id.* L'affaire de Léon de Chalcédoine : le chrysobulle d'Alexis I^{er} Comnène sur les biens sacrés. [*Ibid.*] — *P. Goubert.* Byzance et l'Espagne wisigothique (554-711). [*Ibid.*] — *S. Salaville.* La vie monastique grecque au début du xiv^e siècle d'après un discours inédit de Théolepte de Philadelphie. [*Ibid.*] — *R. Janin.* Les sanctuaires de Byzance sous la domination latine (1204-1261). [*Ibid.*]

IV. LE XVI^e SIÈCLE. L'ÉPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE

Marcel Bataillon. Le problème de l'incroyance au xvi^e siècle, d'après Lucien Febvre. [*Mél. d'hist. soc.*, 1944, V.] — *Fernand Braudel.* Actions en hausse, Philippe II ? [*Ibid.*, VI.] — *N. A. Gheorghin.* L'ancienne littérature roumaine (xv^e-xviii^e s.) (premiers livres imprimés en roumain). [*Ét. byz.*, 1944.] — *Raymond Lebègue.* Malherbe et Rubens. [*R. A.*, juillet-sept. 1944.] — *Georges Espinas.* La société d'ancien régime, la situation corporative (d'après l'ouvrage d'E. Lousse). [*Mél. d'hist. soc.*, 1944, V.] — *Lucien Febvre.* Aux origines de l'esprit moderne : libéralisme, naturalisme, mécanisme. (à propos de la thèse de René Pintard). [*Ibid.*]

Jean Meuvret. L'histoire des prix des céréales en France, 2^e moitié du xviii^e siècle. [*Ibid.*, V.] — *P. Leuilliot.* Le crédit privé parisien (fin du xviii^e siècle). [*Ibid.*, VI.]

CHRONIQUE

France. — Trois revues dont la publication avait été suspendue pendant l'occupation viennent de paraître, et nous les signalons, bien qu'il ne s'agisse pas d'organes proprement historiques, car on y trouvait naguère des contributions utiles à nos études à côté d'articles qui, faisant le point de la réalité, indiquaient souvent le point d'aboutissement d'une évolution plus ou moins longue :

Politique étrangère, n° 1, août 1945. — Le premier s'ouvre par une courte notice sur notre cher directeur Sébastien Charléty, qui fut l'un des animateurs du Centre d'études de politique étrangère dont la revue est l'organe ;

Revue des questions de défense nationale, nouvelle série, juillet 1945.

Res Publica, « études et chroniques de politique internationale », fondée en 1931, dont le premier numéro date d'octobre 1945. G. BOURGIN.

Autographes. — Le 4 mai 1943 ont été mises en vente des lettres de Fénelon et de Mme de Maintenon, extrêmement intéressantes pour l'histoire des opérations militaires et l'étude de la situation économique de la France pendant la guerre de la Succession d'Espagne, ainsi que sur les négociations de Rastadt.

On a mis en vente, les 4, 7 et 8 juin 1943 divers autographes, dont les lettres de deux maltresses de Garat, neveu du ministre de la Révolution et frère du fameux chanteur, Aimée de Coigny, — la « Jeune Captive » de Chénier, — et la marquise de Condorcet. Ces lettres, qui s'appliquent à la période de 1795 à 1814, jettent de vives lumières sur la psychologie de ces amoureuses et sur quelques événements de la période considérée. A noter également une lettre du général Hugo à sa femme, de Naples, 1806, offrant des indications intéressantes sur la vie familiale du père du poète ; une autre de Mirabeau, « l'Ami du Peuple » ; un dossier concernant les ancêtres d'Alfred de Musset ; un autre concernant Stendhal, et la famille Beyle du Dauphiné.

Une importante vente d'autographes a eu lieu le 28 mai par les soins de M^{es} Dubourg et Ader, assistés de M. P. Cornuau, expert. Parmi les nombreuses pièces offertes, et admirablement cataloguées, se trouvent, en dehors des documents, correspondances et manuscrits littéraires, des lettres de d'Alembert (janvier 1757), Arnauld d'Andilly (à la reine, 6 juillet 1659, sur ses sentiments religieux) ; un dossier sur l'assassinat du duc de Berry ; des lettres d'Adolphe Blanqui, l'économiste, sur la situation du prolétariat lyonnais en septembre 1848 ; de Bourrienne, du 22 août 1829, sur la véracité de ses mémoires et la faible valeur des pièces officielles ; du comte de Chambord au baron de Fontareilh, son représentant dans le Gard, de 1862 à 1872 ; d'Auguste Comte à Lewes, directeur du *The Spectator*, sur le positivisme, de 1846 à 1852 ; de Cuvier à Duméril, de l'an XI ; de Decazes à « Madame Mère » sur sa situation de fortune, 27 août 1813 ; de

Thiers sur ses négociations pendant la guerre, du 25 octobre 1870 ; du général de Gondrecourt, sur les pertes de l'armée de Metz, du 5 novembre 1870 ; de Guizot à Mlle Martin, sur la guerre et ses suites, du 31 août 1870 au 3 juillet 1871 ; tout un groupe de documents émanant de Victor Hugo, dont un carnet de poche de 1872 ; des lettres de La Fayette à Charles Morgan, 21 août 1830, sur les « Trois glorieuses » ; du général Lamarque, 2 mars 1814, sur la situation militaire ; de Mme de Lamartine à Lejean, en 1852, précisant la collaboration littéraire de la femme de l'écrivain à ses œuvres ; quatre lettres de Louis XV à Madame Adélaïde, écrites de l'armée en 1744 ; une lettre de Louis XVI, d'octobre 1780, relative à la disgrâce de Sartine et à son remplacement par le marquis de Castries ; divers documents émanant de Louis XVIII, dont une lettre au duc de Gloucester, 10 février 1793, sur la mort de Louis XVI, et une autorisation d'emprunter 60.000 livres à ses agents à Paris, Brottier et du Verne de Presle, du 25 février 1796 ; deux lettres de Louise-Elisabeth de France à son mari, le duc de Parme, 23 avril 1756 et 22 août 1757, comportant des notations variées, dont celle-ci : « Je suis mangée de puces » ; une lettre de Mme de Maintenon à l'archevêque de Rouen, Cl.-M. d'Aubigné, 14 juin 1712, sur les événements politiques et militaires à cet instant de la guerre de la Succession d'Espagne ; diverses lettres de Marie de Médicis, dont des condoléances, adressées, le 28 janvier 1613, au duc Charles-Emmanuel de Savoie sur la mort du duc François de Mantoue ; des lettres de Marie-Thérèse, impératrice d'Allemagne, à la marquise d'Herzelles, ancienne institutrice de ses enfants, 30 novembre 1772, sur sa progéniture ; de Marie-Antoinette, 26 mai 1785, sur des matières généalogiques ; deux de Marie-Louise, impératrice des Français, à la duchesse de Montebello et à la baronne du Pontet, la seconde, de 1809, de sentiment vivement antifrançais ; des lettres de Mazzini à Mme d'Agoult, 30 juillet 1870-21 février 1872, de grand intérêt politique ; divers manuscrits de Mirabeau et de sa maîtresse Sophie de Monnier ; des lettres du général Moreau, adressées à Macdonald du 6 pluviôse an VIII au 26 ventôse an IX sur la fameuse campagne d'hiver 1800-1801, et une autre, écrite de New-York, 1^{er} septembre 1807, sur l'état de l'Europe, — « tous les États ne sont que des préfectures du nouveau Gargantua » — ; une lettre du général Lallemand au capitaine Maitland, du *Bellerophon*, 11 août 1815, rappelant sa démarche en faveur de Napoléon, au milieu du précédent mois ; des lettres de P.-J. Proudhon, de 1849 à 1864, particulièrement celles qu'il adresse à Gustave Chaudey ; une lettre du cardinal de Rohan, du 14 février 1791, sur la situation en Alsace, notamment du clergé ; plusieurs lettres de Mme de Staël, dont l'une, sans doute de 1793, concerne Talleyrand, Bailly, La Fayette ; une lettre de Stanislas Leczynski à Louis-Henri de Bourbon, 27 juin 1725, sur le mariage de sa fille avec Louis XV ; de Talleyrand à Pitt, 30 janvier 1794, touchant l'application à sa propre personne de l'*alien bill*, dirigé contre les réfugiés français en Angleterre. — Où iront tant de pièces si curieuses, si émouvantes, si intéressantes ?

Des lettres de Sainte-Beuve à ses cousines Rose et Aglaé Dumont et à sa mère, échelonnées sur les années 1828 à 1869 ont été récemment mises en vente par les soins de M^e Petit, assisté de M. Briquet. Elles ont un intérêt très grand pour la biographie du grand critique, mais fournissent aussi une heureuse contribution à l'histoire de la Révolution de 48, à la cabale de 1855, qui obligea Sainte-Beuve à abandonner son cours du Collège de France, à la rédaction du *Moniteur*.

G. BN.

Italie. — M. Carlo Zoghi vient de fonder à Ferrare une *Rivista di storia diplomatica*, dont l'objet et la rédaction doivent avoir un caractère éminemment international.

Yougoslavie. — On annonce de Belgrade la mort récente du P^r Nicolas VULIC. Né en 1872, professeur d'histoire de l'antiquité à l'Université de Belgrade depuis 1896, il était connu du monde savant par ses travaux sur l'archéologie et l'histoire antique des pays yougoslaves. De 1930 à 1934, il avait exploré à Trébénitsa près du lac d'Ochrida une nécropole du VI^e siècle av. J.-C. dont les tombes renfermaient un mobilier funéraire d'une rare somptuosité (masques d'or, cratères d'or, vases grecs archaïques) et en 1935 il découvrit à Skupi en Macédoine les ruines d'un grand théâtre. Le résultat de ses recherches est contenu dans une centaine de livres et d'articles écrits dans toutes les langues de l'Europe et spécialement dans les deux recueils de l'Académie de Belgrade, les *Antickki Spomenitsi nasche zemlje* (corpus d'inscriptions et de monuments figurés) et le *Corpus Vasorum antiquorum*. Sans énumérer les titres et les honneurs qu'il avait reçus des instituts scientifiques du monde entier, il était correspondant de l'Académie des Inscriptions depuis 1934 et le titre de docteur *honoris causa* lui avait été conféré par l'Université de Clermont, où il avait dirigé avec un rare dévouement les études des jeunes Serbes réfugiés en Auvergne de 1915 à 1918. La vie de ce modeste, mais admirable savant est un modèle de labeur continu qui peut être proposé en exemple aux jeunes générations.

LOUIS BRÉHIER.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

diploma-
ment

/ULIC.
grade
ologie
loré à
ont les
e d'or.
édoine
s une
pécia-
meniti
orum
stituta
ptions
versité
jeunes
mirable
le aux
ER.

NT.

31.0455
• 10636